

LUCIEN ROMIER

**PROBLÈMES
ÉCONOMIQUES
DE
L'HEURE PRÉSENTE**

DOCUMENTS



ÉCONOMIQUES

ÉDITIONS ALBERT LÉVESQUE

**PROBLÈMES
ÉCONOMIQUES
DE
L'HEURE PRÉSENTE**

Bibliothèque économique de
L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL.

LUCIEN ROMIER

Conférencier de l'Institut Scientifique Franco-Canadien.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DE L'HEURE PRÉSENTE

Conférences données à l'Ecole des Hautes Etudes
Commerciales de Montréal, du 29 septembre
au 25 octobre 1932.

CONFÉRENCES
DONNÉES À L'ÉCOLE
DES HAUTES ÉTUDES
COMMERCIALES DE MONTRÉAL
DU 29 SEPTEMBRE
AU 25 OCTOBRE 1932

DOCUMENTS



ÉCONOMIQUES

ÉDITIONS ALBERT LÉVESQUE

Il a été tiré de cet ouvrage 50
exemplaires sur papier Japon
(Carlyle), numérotés à la presse
de 1 à 50 et hors-commerce.

Tous droits de traduction, de re-
production et d'adaptation réservés.
Ottawa, Canada.
Copyright by l'Ecole des Hautes
Etudes Commerciales de Montréal.

AU LIEU ET PLACE D'UNE PRÉFACE

Un livre de M. Lucien Romier se dispense de préface. Une oeuvre signée de lui se présente elle-même, et elle le fait avec cette élégance solide qui extériorise si sympathiquement la personnalité de l'auteur. L'artiste, qui, chez M. Romier voyage de compagnie avec le savant, donne à l'Histoire comme à l'Economie politique ce charme attirant qui dispose à l'étude; et c'est par le sortilège d'un style spirituellement assoupli, mis au service des idées les plus neuves, qu'il laisse la première toute auréolée du sourire de Clio que l'âge rendit sceptique, tandis qu'il enveloppe les secondes de ces délicatesses de tons que Xénophon dispensait déjà dans son "Economique", lorsqu'il revendiquait pour la femme reléguée au gynécée une promotion nouvelle, non pas dans l'administration de la cité antique, mais dans celle de la maison où, maître incontesté, s'imposait son époux.

Aussi bien ces lignes, écrites pour être composées à la place d'une préface, n'ont-elles pas pour but de présenter l'auteur ni de louer ses nouvelles pages, mais, en expliquant la genèse d'une oeuvre, non rédigée dans le silence du cabinet de travail mais élaborée du haut d'une chaire magistrale, elles diront le rôle de l'Institut Scientifique Franco-Canadien dont M. Lucien Romier fut cette année l'invité.

* * *

L'Institut Scientifique Franco-Canadien, fondé il y a sept ans, est une oeuvre de coopération intellectuelle à laquelle collaborent le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la Province de Québec et l'Université de Montréal.

En se plaçant sur le terrain des réalités concrètes, acceptant sans réserve le legs d'un long passé, l'Institut Scientifique, respectueux de la liberté de chacun, s'est donné comme but d'aider à la connaissance plus complète de deux nations longtemps unies dans le même destin. Pour remplir cette mission, ses dirigeants ont pensé que rien n'était meilleur que de régulariser et d'intensifier les échanges entre les maîtres qui, dans chaque pays, préparent la jeunesse au devoir de demain.

La variété des conceptions, les divergences des méthodes, créées par un long isolement, n'étaient pas un obstacle; elles ne pouvaient au contraire que rendre plus féconde la collaboration de deux peuples engagés par le temps et l'espace sur des voies divergentes. Si l'Amérique a réalisé au cours des cinquante

dernières années des progrès si remarquables qu'ils définissent en quelque sorte la civilisation des hommes de notre temps, l'Europe a conservé le culte de ces vieilles disciplines à valeur fixe, parfois méprisées comme des valeurs de père de famille, hors desquelles cependant on risque agio, désordre et chaos. C'est bien vainement que certains opposent la témérité des hommes nouveaux à la routine des hommes fidèles au passé. Si témérité ne signifie pas autre chose que cette confiance en soi née de l'allègement du fardeau du passé et de l'extension de la notion d'espace, la routine peut apparaître moins comme une servitude aux traditions, qu'une manifestation de la fidélité aux méthodes éprouvées par un long temps. Cependant, quel que soit le sens accordé aux mots, le bilan du dernier siècle montre que si l'audace des réalisations pratiques caractérise le Nouveau Monde, l'Ancien a conservé un goût tout particulier pour les hautes spéculations de l'esprit dont il assura les plus marquants progrès; de sorte qu'il apparaît aujourd'hui que, si éloignés qu'ils soient, les deux continents doivent se compléter mutuellement et qu'ils ne peuvent pas plus se passer l'un de l'autre que ne peuvent se dissocier le champ d'expérience et le laboratoire.

Dans les pays jeunes où l'équipement intellectuel s'efforce de marcher de pair avec les progrès matériels, chacun comprend la nécessité pour l'homme jeune, marqué comme chef à venir, de s'initier, avant la prise de commandement, aux disciplines des vieux pays où le potentiel d'expérience a mis tant de judicieuse prudence à s'élever si haut.

Le Gouvernement de la Province de Québec qui, il y a quelques années, inaugura si libéralement le régime des bourses, le comprend mieux que quiconque. Cependant il sait aussi que, si généreusement octroyées qu'elles soient, ces bourses n'apportent au problème qu'une solution quantitativement incomplète; aussi s'intéressa-t-il dès la première heure au projet de création d'un Institut français qui devait, grâce à l'appui du Gouvernement de la République, amener au contact de la jeunesse canadienne des hommes de France passés maîtres dans les sciences et les techniques.

Dans une province où les Universités ont mis à l'honneur l'enseignement de la langue et de la littérature française, il ne pouvait être question d'organiser la nouvelle institution sur le plan de ces Instituts français qui, à Londres, à Varsovie, à Prague ou à New-York, sont devenus des centres de culture française. Voilà pourquoi il ne fut question ni de bâtisses, ni de bibliothèques, et c'est la raison pour laquelle dès la première heure il fut décidé de limiter l'enseignement aux sciences pures et appliquées, donnant au mot science une acception assez large pour embrasser à la fois les techniques des arts et les sciences morales.

A l'heure actuelle, les professeurs français venus de Paris ou des Universités de province ont tous, sur des programmes élaborés d'avance, donné un enseignement qui n'est pas resté purement verbal. Si les conférences et les cours publics ont attiré ce grand public, curieux de tout savoir nouveau et amateur du bien-dire, les leçons techniques ou cliniques données au laboratoire ou à l'hôpital ont groupé des spécialistes désireux de se tenir au courant des dernières acquisitions de la science. L'Institut d'études de philosophie médiévale d'Ottawa à la fondation duquel l'Institut Scientifique Franco-Canadien a contribué en lui donnant pendant les trois premières années le directeur de ses études, a même franchi une nouvelle étape, puisqu'il s'est presque exclusivement limité à la formation des maîtres et à l'organisation de la recherche scientifique. Déjà deux volumes de travaux originaux ont par leur publication précisé le sens de ce nouvel effort.

Aujourd'hui le nombre des cours, conférences cliniques ou leçons techniques données par l'Institut Scientifique Franco-Canadien dépasse treize cents. Les Universités canadiennes-françaises de Montréal et de Québec ont recueilli la plus grande part de cet enseignement, mais les Universités de langue anglaise ont toutes, y compris celles qui bordent les deux océans, reçu la visite des professeurs français. Ces maîtres n'apportaient pas seulement avec eux le prestige de la science française, mais celui des jeunes universités canadiennes qui les avaient accueillis les premières.

Ces maîtres français, qui par un long contact avec le pays ont appris à le connaître, sont tous maintenant, au même titre que les professeurs canadiens allés en Sorbonne, des propagandistes du Canada, si tant est que le mot propagande puisse être employé dans une oeuvre où chaque partie apporte un vouloir, d'importance et de qualité, égal à celui de l'autre. Que ce soit au cours de leur enseignement régulier, par des conférences, des articles de journaux et de revues, ou même par des livres, ils portent à la connaissance des pays d'Europe la nature des aspirations, l'originalité des méthodes et l'importance des efforts réalisés par un pays jeune, fermement résolu à remplir son rôle dans l'oeuvre collective du progrès.

Le choix des professeurs est affaire du comité directeur. S'il ne désigne pas toujours nominativement les hommes, il exprime sa volonté de voir telle question traitée de préférence à telle autre. C'est ainsi qu'en ces dernières années il manifesta son désir d'entendre un maître de France parler des problèmes d'économie sociale dont la solution intéressait plus particulièrement une société affectée par des perturbations aussi profondes qu'imprévues.

Sur un continent longtemps livré à l'empirisme des affaires,

l'économie politique fut longtemps considérée comme une science superflue, quelque chose comme une météorologie de la richesse, science exacte certes comme l'horlogerie ou la statistique, capable d'analyser les facteurs du temps, mais impuissante à modifier les positions des zones de hautes ou de basses pressions, les éléments qui assurent le calme ou ceux qui déchaînent les tempêtes des passions. Enseignée dans les écoles de la Province de Québec par des maîtres de choix, cette science a aujourd'hui fait ses preuves. Si elle n'est encore, comme la plupart d'entre elles, qu'une candidate à la perfection, ses fondements paraissent assez solides pour étayer thèses et systèmes. Si elle n'a pas encore la puissance suffisante pour dissiper les ténèbres, elle projette assez de clarté pour que ses phares puissent nous guider dans la nuit des faits. La crise économique n'a pas plus prouvé sa faillite, comme certains le prétendent, qu'une épidémie de grippe ne prouve l'insuffisance de la prophylaxie et de la thérapeutique, et la chute des avions, l'inutilité de la météorologie. Si l'avion choit dans la tempête ou se perd dans le brouillard, c'est que le pilote n'a pas pris toutes les dispositions matérielles ou morales que commandait l'état du ciel.

Cependant la crise actuelle, celle dont le nom orné d'un C majuscule n'est déjà plus accompagné d'aucun adjectif, tellement le qualificatif paraîtrait restrictif, apparaît d'une gravité si exceptionnelle que beaucoup se demandent dans quelle mesure les sciences économiques doivent être incriminées, et par quelles vertus elles pourraient y apporter remède. N'est-elle, cette crise, que l'ironique et passagère apothéose de quelques paradoxes portés sur le trône de la vérité par d'imprévus et imprévisibles événements? Est-elle quelque chose de plus grave, et parce que restèrent inconnus certains faits ou méconnus certains principes, ne va-t-elle pas bouleverser une organisation sociale déjà très ébranlée par l'expérience communiste dont la seule durée est déjà une menace? Qui pourrait dire la profondeur du mal, sa gravité, sa durée probable? Doit-on réviser les valeurs relatives à la production? Peut-on changer les méthodes de la circulation et modifier les procédés de la distribution des richesses? Les lois qui régissent capital et échange ne sont-elles qu'approximatives? Ont-elles un degré limité de vérité, et lequel? Doit-on modifier les modes de répartition de la rente, du salaire, du bénéfice et ceux du revenu? Pour une harmonie plus parfaite, comment accorder travail et capital à des rythmes nouveaux? Voilà quelques-uns des problèmes sur lesquels on désirait avoir l'opinion d'un maître autorisé. Le maître appelé fut M. Lucien Romier.

Il accepta de bonne grâce, vint sans façon, et magnifiquement, en parfait gentilhomme, remplit la mission qu'on lui confiait. On sait son succès. C'est bien rapidement que d'attentifs

auditeurs devinrent sympathiques élèves, puis disciples enthousiastes.

Certes ces quelques conférences — elles n'étaient que douze — ne furent point et ne pouvaient pas être un cours complet d'économie politique; elles dirent simplement où la science était en défaut; elles n'ont pas résolu tous les problèmes, elles en ont éclairé quelques-uns; si elles n'apportent pas toujours le remède, comme de véritables cliniques, elles aident à l'établissement d'un diagnostic plus sûr.

Fallait-il que de ces si précieuses leçons, où l'élégance de la forme et la clarté de l'exposition s'allient à l'originalité et à la solidité du fond, il ne restât qu'un écho qui, si vibrant qu'il fut, devait lentement s'en aller par le chemin du temps au pays du silence? Plusieurs ne l'ont pas pensé. Voilà pourquoi ils ont demandé à M. Lucien Romier d'en autoriser la publication. C'est ainsi que par l'intelligente habileté de sténographes qui fixèrent le mot à mot, l'argent de la parole fut transmué en cet or du silence, dont le papier garantit aujourd'hui la durable valeur.

Que tous ceux qui ont aidé à cette réalisation et en particulier M. Henry Laureys, le directeur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal, soient remerciés.

Que M. Lucien Romier trouve ici l'expression de la gratitude de l'Institut Scientifique Franco-Canadien, auquel il apporta l'appui de sa science. Nul parmi ceux qui l'ont entendu ne s'étonnera si, en terminant, nous lui rendons un particulier hommage pour tout ce qu'il apporta de renouveau dans les esprits, pour tout ce qu'il réveilla dans les consciences, pour toutes les joies que nous donna son art, pour toutes les attentions délicates dont sa gentillesse nous a comblés.

L.-J. DALBIS,

Président de l'Institut Scientifique Franco-Canadien.

ALLOCUTION DE M. HENRY LAUREYS

Monsieur le Ministre, ⁽¹⁾

Monsieur le Consul Général de France, ⁽²⁾

Mesdames et Messieurs,

Une habitude séculaire et répandue dans tous les pays veut qu'un conférencier, si connu soit-il, soit présenté quand même à son auditoire, lors de sa première leçon.

N'eut été le respect avec lequel il faut traiter des traditions aussi anciennement établies, je crois que, cette fois, nous eussions pu nous passer de présenter notre hôte de ce jour. Car qui d'entre nous ne connaît Lucien Romier, au moins de nom ou par ses oeuvres? Sa réputation a depuis longtemps franchi les frontières de la France. Ses ouvrages sont lus et traduits dans le monde entier. Leur succession rapide et variée remplit d'admiration ceux qui, dans tous les pays, apprécient à sa juste valeur cette production intellectuelle d'une incomparable richesse de langue et d'idées. Lucien Romier nous étonne surtout par la maîtrise et la précision saisissantes avec lesquelles il passe successivement d'un sujet à l'autre. D'abord historien éminent, puis économiste, il se révèle aussi profond penseur, fin psychologue et voyageur perspicace.

C'est un très grand honneur pour l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales d'accueillir en cette enceinte un homme de ce talent et de cette réputation. Je m'estime donc très heureux de pouvoir au nom de notre institution, de son conseil de perfectionnement, de son corps professoral, de ses étudiants et en mon nom personnel, lui souhaiter la bienvenue parmi nous et l'assurer de notre très grande admiration.

De ses études je ne vous dirai qu'un mot. Lucien Romier est diplômé de l'Ecole des Chartes. Classé premier à sa sortie de cette vénérable institution, il fut ensuite élève pendant trois ans de l'Ecole de Rome, puis de l'Institut français de Madrid.

Rentré en France, sa réputation grandit rapidement. Ses oeuvres attirèrent sur lui les regards des intellectuels du monde entier. Ses centaines d'articles dans les plus grands quotidiens de Paris le mirent rapidement en contact d'idées avec la foule anonyme des lecteurs. Son succès ne fit que s'accroître!

(1) L'honorable Achanase David, Secrétaire de la Province de Québec.

(2) Monsieur Léon Marchal, Consul Général intérimaire de France à Montréal.

Successivement apparurent des ouvrages d'histoire remarquables (Origines politiques des guerres de religion. — Le royaume de Catherine de Médicis — La conjuration d'Amboise — et autres) dont certains obtinrent les plus hautes récompenses de l'Académie des Sciences Morales et de l'Académie des Inscriptions; puis vinrent des études économiques (Explication de notre temps — Idées très simples pour les Français — Nation et Civilisation) dans lesquelles, avec une rare perspicacité, l'auteur met en lumière les caractéristiques de notre époque où l'argent règne en maître, où le commerce est roi, tout au moins en période normale et abstraction faite de la crise actuelle. Avec quel art consommé M. Romier nous parle de ces questions qui, pour nous être familières, ne nous font pas oublier toutefois leur aridité. L'économie politique, vieille dame vénérable, un peu bougonne, pas toujours facile à manier, et à laquelle, à cause de cela même, on ne ménage pas les critiques en période troublée comme celle que nous vivons, devient, sous la plume de Romier, une personne avenante et pleine de charme, dans la société de laquelle se complaît même le moins initié. D'ailleurs n'est-ce pas l'auteur lui-même qui, dans un de ses ouvrages, nous parle "des pays qui exportent, non seulement des marchandises, des hommes, des services ou de l'or, mais... de l'esprit" — Ce sont évidemment les écrivains et les savants de la trempe de notre conférencier d'aujourd'hui qui font grossir étonnamment pour certains pays — la France en particulier — le chiffre d'exportation de cette dernière denrée, plutôt impondérable mais dont l'influence au dehors, pour le prestige du nom français, n'échappe à personne.

Psychologue averti, scrutateur pénétrant, Lucien Romier est un des observateurs les plus perspicaces de notre époque. Son grand talent lui a permis d'analyser avec une clarté sans pareille les sociétés et les nations contemporaines. Dans de puissants raccourcis d'idées, il nous a dépeint de façon saisissante les conditions de vie de l'Homme Nouveau, ou la puissance de la Femme dans la société et au sein de la famille, jusqu'à sa Promotion et sa libération par le travail. Tout récemment un autre ouvrage des plus délicieux et d'une puissante originalité, sous le titre de Plaisir de France, nous apporte, en une suite de petits tableaux délicatement nuancés, de fines descriptions du sol humanisé de la France, des tempéraments, des attaches de l'esprit et de la femme de France, dont la lecture fait réfléchir et émeut tout à la fois.

De ses voyages aux Etats-Unis, il y a quelques années, M. Romier rapporta la matière de son livre Qui sera le Maître? Europe ou Amérique, dans lequel il a dressé le bilan d'une époque et fait des prévisions qui sont en passe de se réaliser. Ses souvenirs des Balkans sont burinés dans Le carrefour des Em-

pires morts. Que rapportera-t-il du Canada et quel ouvrage donnera-t-il au monde après son passage et ses observations chez-nous? Lui seul pourrait nous le dire. Peut-être au cours de ces leçons vous le révélera-t-il?

Mais comme je le rappelais tout à l'heure, Lucien Romier est aussi journaliste. Le chartiste est devenu "journaliste-maître", comme le regretté Jean Brunhes s'est plu à l'appeler. A ce titre, M. Romier collabore régulièrement au "Temps", au "Petit Parisien", à la "Revue des Deux-Mondes," et à plusieurs grands régionaux de province.

Ses avis et ses conseils sont recherchés dans tous les milieux économiques et par le Gouvernement Français, dont il est un des aviseurs financiers. M. Romier est membre du Conseil Supérieur du Commerce et de l'Industrie, Conseiller du Commerce extérieur, Président de la Société d'Economie Nationale, Président du Comité Economique International, membre de l'Académie d'Agriculture, etc.

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, le conférencier que l'Institut Scientifique Franco-Canadien nous procure le privilège de recevoir aujourd'hui à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales est de ceux que l'on écoute avec respect, que l'on accueille avec reconnaissance, même avant qu'ils aient parlé, et dont les idées, les théories et les doctrines seront de nature à fortifier ou à redresser les nôtres dans l'appréciation et la compréhension des grands problèmes économiques qui agitent le monde aujourd'hui.

Ainsi que les avis publiés vous l'ont appris, M. Romier parlera ici, à l'Ecole, douze fois. Ses cinq premières conférences seront consacrées aux méthodes économiques de l'Europe et les sept suivantes à la crise du capitalisme, sujets à l'ordre du jour et qui dans le monde entier passionnent tous ceux qui pensent. Sans nul doute avec sa clarté coutumière et sa grande perspicacité, notre conférencier saura nous faire entrevoir les solutions possibles aux grands problèmes économiques qui bouleversent la production mondiale. D'avance nous le remercions des enseignements qu'il voudra bien nous donner et sans plus de retard je lui passe la parole.

HENRY LAUREYS

CONFÉRENCES DE M. LUCIEN ROMIER

I

LES MÉTHODES ÉCONOMIQUES
DE L'EUROPE



PREMIÈRE CONFÉRENCE

TRAITS CARACTÉRISTIQUES DE LA PRODUCTION EUROPÉENNE.

VOUS comprendrez que j'adresse mes premiers mots en remerciement à ceux dont l'invitation me vaut aujourd'hui le grand honneur et le plaisir de vous être présenté. Je tiens à dire ma gratitude tout de suite, d'abord à l'Institut Scientifique Franco-Canadien, ensuite à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, et puis à l'Université de Montréal.

Vous me permettrez d'évoquer ici, puisqu'il est absent, le nom d'un de nos amis communs, qui est si dévoué à la fois au Canada et à la France, M. Dalbis. Je tiens à le saluer au début de ces conférences.

Comment dirai-je à M. Laureys à la fois ma gratitude et ma confusion. Il vous a fait un portrait de votre conférencier que j'écoutais parfois avec une

grande ambition. Je me disais : "Je connais quelqu'un qui ressemble un peu à cela, et comme je voudrais lui ressembler davantage !" Il vous a dit mes qualités, il ne vous a pas dit mes défauts. Je souhaite que vous n'appreniez pas trop à les connaître au cours de ces leçons.

Vous avez parmi vous des maîtres éminents en économie politique, vous avez des maîtres éminents en sciences sociales et même morales; vous avez aussi parmi vous des hommes d'affaires distingués et heureux.

Que pourrais-je donc vous apporter de nouveau comme doctrine? Rien: vous recevez tout dans vos écoles. Ce que je veux vous donner, ce n'est pas des leçons, mais un témoignage. Témoignage d'un homme qui ne vaut pas mieux que les autres hommes, mais que la vie a mis en mesure de se promener à travers le monde et dans presque tous les pays. Témoignage sur le drame déconcertant dont l'humanité aujourd'hui est la victime—la victime souvent plus troublée que douloureuse, car dans la dépression actuelle, il y a la dépression des esprits aussi bien que la dépression des affaires. Ce que je voudrais, en vous apportant ce témoignage, n'est pas de vous imposer une doctrine, mais d'essayer avec vous de comprendre, de sentir les erreurs qui ont été commises, de voir les résultats de

ces erreurs et aussi, si c'est possible, de dégager la vérité que les hommes de bonne volonté ont toujours trouvée quand ils ont voulu la chercher.

* * *

J'ai à vous parler aujourd'hui du problème de la production. Nous vivons à une époque où l'on sait produire; on a chanté l'hymne à la production depuis la guerre. Mais l'essentiel ce n'est pas de produire, c'est de savoir dans quelles conditions on produit. A la base de tout ce qui se passe à l'heure actuelle, il y a une transformation, une véritable révolution dans la structure même, et je dirais presque dans la nature du capitalisme. Je voudrais vous la faire sentir en prenant pour exemple l'Europe.

La caractéristique, le trait le plus frappant de la production, qu'il s'agisse de l'industrie ou qu'il s'agisse de l'agriculture, dans l'Europe Occidentale, a été, jusqu'à la guerre, l'individualisme — l'individualisme, et la dispersion des capitaux. Cela veut dire que le paysan ne travaillait qu'avec son argent à lui, que l'artisan, lorsqu'il agrandissait son atelier, n'empruntait pas, mais se servait du surplus d'épargne qu'il avait constitué, et que l'industriel lui-même, le plus souvent, restait jalousement à l'écart des banques, constituait lui-même son propre capital et ne se servait pour le constituer que

de son propre argent et de celui de sa famille ou de ses proches.

Ce caractère d'individualisme et de capitalisme dispersé de l'Europe d'avant-guerre, il est encore apparent aujourd'hui dans maintes régions. En France même, les plus grands industriels, ceux dont on nous cite les noms comme étant à la tête de leur profession, sont encore des hommes isolés. Le plus grand constructeur d'automobiles français, M. Renault, est un industriel individualiste, je veux dire, un industriel qui n'a pas de banquier, ne dépend d'aucune banque, qui fait lui-même toutes ses opérations de trésorerie et qui n'a recours aux banques ni pour constituer son capital ni pour effectuer ses transactions. Vous avez le même cas dans la métallurgie: la maison Wendel est une maison individualiste, en ce sens que ses affaires ne sortent pas de la famille. Dans le textile, jusqu'à ces derniers temps, la plus grande maison était la maison Gillet, de Lyon—maison fermée, n'ayant aucun lien de dépendance soit à l'égard des autres affaires, soit à l'égard des banques. Enfin, je crois qu'une des plus grandes affaires de France, l'affaire des sucres Béghin, dans le Nord, est une affaire exclusivement familiale.

Et cela aboutissait à une multitude d'entreprises dont aujourd'hui on a de la peine à se faire une

idée. Mais cette situation n'était pas particulière à la France. L'une des raisons qui ont le plus contribué à prolonger la crise charbonnière en Angleterre, c'est l'individualisme des groupes miniers et des exploitants de mines — individualisme tel que la main-d'oeuvre de chaque mine recevait une instruction, une éducation technique spéciale, si bien que lorsque les ouvriers d'une mine chômaient et qu'on voulait les faire passer dans une autre, ils n'y pouvaient travailler.

Capital individualiste, capital dispersé. Avant la guerre, il y avait bien en Europe des gens qui parlaient de concentration, de cartels, mais ces formules ne faisaient guère de chemin. Les entreprises concentrées étaient l'infime minorité. Même les socialistes qui annonçaient l'évolution et nous promettaient une société collectiviste, n'étaient jamais arrivés à créer parmi leurs fidèles autre chose qu'un esprit analogue à celui dont ils étaient issus: un esprit individualiste.

Cette forme de production à base d'épargne préalable à toute entreprise donnait à l'évolution économique de l'Europe un caractère que vous connaissez bien: une certaine modération. Quand on emploie son argent à soi, on est ménager de cet argent et des usages qu'on en fait. Elle donnait, en second lieu, à la production une extrême souplesse.

Le malheur de l'un ne pouvait pas faire le malheur de l'autre, puisque les situations étaient à peu près indépendantes; une faillite ne se répercutait pas sur le voisin, ou très peu. Chacun avait son contrôle particulier et, en cas de crise, lorsque survenaient les dépressions chroniques de l'activité économique mondiale, cette souplesse des entreprises individualistes faisait que les répercussions et les dommages étaient amortis et se perdaient dans la foule.

Un autre avantage qui a marqué jusqu'à la guerre la production européenne et qui dépendait justement de cet individualisme à la fois de l'entreprise et des capitaux, c'était la variété, l'ingéniosité et l'esprit d'invention. Chacun étant libre chez soi, chacun ayant à concourir avec ses forces propres contre les forces du voisin, cherchait à inventer, à innover, à perfectionner: et vous aviez ainsi ce perpétuel jaillissement qui caractérisait, si je puis dire, l'imagination industrielle de l'Europe, l'imagination en particulier des pays les plus profondément individualistes, comme la France. Ainsi, en France, à la veille de la guerre, sur un territoire dont vous connaissez l'étendue, qui est très inférieure à l'étendue de certains Etats ou certaines provinces américaines, il y avait 82 types différents de faux à faucher — je parle seulement de la France — 34 types de machines à battre le blé, etc. Je pourrais vous

donner encore des exemples plus terre-à-terre et plus significatifs. Je crois qu'aujourd'hui une paysanne d'un canton français (environ 10,000 habitants) ne veut pas se servir d'une chaudière qui ressemble à celle d'un canton voisin, parce que sa grand'mère se servait d'une chaudière d'un type différent.

Je vous signale ces faits qui vous apparaissent, dans une certaine mesure, comme des abus, mais qui sont aussi la source de la perpétuelle création, de la perpétuelle invention qui a été la caractéristique et qui fait encore aujourd'hui la force de l'Europe.

Cette civilisation d'individualisme, de capitalisme dispersé avait des inconvénients. D'abord l'évolution d'ensemble de la société était lente. Pour arriver à l'état de progrès matériel que vous connaissez aujourd'hui, l'Europe a mis cent ans et l'Amérique, vingt ans. D'autre part, et cela est plus important, du fait que l'évolution matérielle était lente, l'Europe ne pouvait pas nourrir ses surplus de population. C'est un des grands problèmes de l'évolution des peuples que celui de nourrir les surplus de population. Dans un continent comme l'Europe, favorisé par le climat, favorisé par la richesse du territoire, favorisé depuis le Moyen-Age par la sécurité politique et civile, il y a pério-

diquement un excès de population, et cet excès est à l'origine du mouvement colonial qui s'est produit depuis le 16^e siècle. Evidemment la production individualiste, la stabilité créée dans l'ordre social et dans l'ordre économique par la constitution de tout travail fondé sur une épargne préalable empêchait de nourrir et d'absorber ces surplus de population. Vous aviez un continent conservateur et je dis sans évolution.

Dans les pays neufs, le phénomène est tout différent et c'est dans cette différence que réside le principe de la révolution économique à laquelle nous avons assisté depuis la guerre. Dans les pays neufs il n'y a pas d'épargne, par définition, puisqu'il s'agit de créer de la richesse. Au lieu de résulter d'une épargne préalablement formée, le capital doit être importé de l'extérieur. Cette importation ne pouvant se faire que par des institutions et des organismes qui possèdent le capital et qui le braient, vous allez aboutir à ce phénomène que presque tous les pays neufs, depuis cinquante ans, se sont outillés en dépendance des banques.

Je me permets de m'arrêter une seconde à cette opposition, parce qu'elle est tellement importante: la production européenne, indépendante des banques, jusqu'à la guerre; la production des pays d'outre-mer dans la dépendance des banques par-

ce que fondée sur un capital importé. J'entends par pays neufs les pays qui se sont équipés et outillés depuis une cinquantaine d'années et je crois que je puis exclure des pays neufs, par exemple, le Canada français, qui pendant deux siècles a vécu au rythme d'épargne de l'Europe. Dans des pays comme l'Australie, l'Ouest américain ou même l'Afrique, la mise en valeur ne s'est plus faite avec du capital local d'épargne, elle s'est faite avec du capital bancaire importé, c'est-à-dire qu'au lieu que ce capital fût le fruit d'un travail et d'une civilisation déjà existante, il en était la condition et, par conséquent, le dominateur.

Nous voyons ainsi apparaître, dès avant la guerre, dans les pays neufs, le grand phénomène qui va transformer l'évolution économique, à savoir la dépendance de la production vis-à-vis des capitaux publics ou bancaires. Quelle était fatalement la caractéristique des capitaux importés par les banques dans les pays neufs? Eh bien! le capital bancaire précédant la population et spéculant sur des richesses éventuelles a toujours une tendance à exagérer l'outillage ou l'équipement. D'où une double conséquence sociale et économique. Conséquence sociale: le capital bancaire impose aux hommes un cadre établi, des préoccupations matérielles établies. Ainsi, aux Etats-Unis, vous avez

un pays neuf et une population soumise beaucoup plus que celle des pays dont elle est originaire à la loi du gain matériel et, je dirai même, plus proche du collectivisme que les pays d'Europe, où le cadre a été créé avec la société même. Ici, au contraire, le cadre a été rempli après coup et, par conséquent, le contenu a dû se modeler sur le cadre, qui est matérialiste.

La seconde conséquence, c'est que dans les aménagements matériels, qu'il s'agisse de l'outillage public ou des usines, tout se fait en grand. En Europe, les aménagements sont toujours trop petits, parce qu'ils ne viennent qu'après que les besoins se sont fait sentir; dans les pays neufs, au contraire, les aménagements sont toujours trop grands, parce qu'ils précèdent le besoin et tendent à le créer. En Europe, usines et ports trop petits, villes qui étouffent, parce que ce n'est que peu à peu que l'homme, payant lui-même son aménagement, satisfait ses besoins, tandis qu'en Amérique, en Australie ou même en Afrique, les chemins de fer, les ports sont toujours trop grands.

Depuis la guerre, et du fait même de la guerre, l'Europe a été mise au régime des pays neufs. L'Europe est devenue à son tour un système de production placé dans la dépendance du capital des banques. Pourquoi? C'est qu'il a fallu, pen-

dant la guerre, improviser, créer toutes sortes de production, et alors on a dû procéder, dans ces vieux pays d'Europe grandis dans l'individualisme, avec les mêmes méthodes que l'on employait dans les pays neufs. On a dû avancer des capitaux aux industriels en immense abondance, ouvrir les écluses du crédit, pousser les gens à entreprendre, construire, bâtir et perfectionner.

Le rôle des banques s'est considérablement élargi et, je dirai, approfondi depuis la guerre, pour des raisons faciles à comprendre. D'abord il a fallu financer la guerre, et les Etats n'ont pu la financer qu'en se mettant plus ou moins au guichet des banques. Il a fallu ensuite émettre nombre d'emprunts publics et privés pour payer les reconstructions d'après-guerre. Puis sont venus les désordres monétaires, qui ont obligé presque toutes les entreprises, toutes les industries, à remanier leur capital, à l'augmenter, à le rajuster, par conséquent, à faire appel au concours des banques. Et vous avez depuis dix ans une évolution européenne qui a été exactement du même rythme, de la même nature et dans la même dépendance vis-à-vis de la concentration bancaire que l'évolution des pays neufs. Seulement le phénomène était nouveau en Europe. Là où il n'était pas nouveau, dans les pays neufs, il s'est traduit par une exacer-

bation du crédit. Ce qui était, avant la guerre, une simple domination du capital bancaire vis-à-vis de la production, est devenu, dans ces pays, je dis bien, une exarcebation, une inflation du crédit. De sorte que si nous prenons ce que j'estime être la fin de l'évolution de l'après-guerre, le commencement de la crise 1928-29, nous pouvons dire qu'à ce moment-là, le monde entier était dans la dépendance des banques, du crédit bancaire, de la concentration des capitaux.

Il nous faut voir maintenant les conséquences. Conséquences de beaucoup de sortes : d'abord, pour les banques elles-mêmes. Les banques ont cru qu'elles allaient conduire et contrôler l'industrie, ou plutôt elles n'ont pas cru, parce que dans ces phénomènes, la volonté humaine joue un faible rôle, elles se sont laissé entraîner à conduire et à contrôler l'industrie dans le monde entier. Elles ne se sont pas rendu compte qu'ainsi elles s'associaient à des risques qui n'étaient pas les leurs et qu'elles n'étaient pas qualifiées pour encourir. Car c'est tout différent de gérer de l'argent, de gérer une banque et de gérer une usine. Vous avez ce fait, dont trop de faillites nous ont apporté la démonstration, à savoir, que du capital bancaire a été perdu dans une production qui n'avait pas été amé-

nagée ni surveillée convenablement, faute de compétence.

D'autre part, et cela découle de la première conséquence, du fait de la main-mise du capital bancaire sur la production, nous avons vu disparaître de celle-ci l'élément le plus vigilant: le patron. Si vous regardez la constitution des sociétés industrielles ou autres dans le monde, vous voyez à la tête un conseil d'administration, et dans ce conseil d'administration, des représentants du capital, c'est-à-dire, directement ou indirectement, des délégués des banquiers, qui sont des gens très capables, très honnêtes, mais qui, s'ils sont dans le conseil d'administration d'une maison qui fabrique des bougies ou des allumettes, le plus souvent sont tout à fait indifférents au progrès de la fabrication. Ce qui les intéresse, c'est de toucher des dividendes et de regarder la gestion comptable de l'affaire. Dans un conseil d'administration, sauf exception, 90 fois sur 100, il n'y a que des représentants de la mentalité et de l'esprit bancaires. Au-dessous du conseil d'administration, dans la plupart des grandes sociétés industrielles, vous avez généralement comme directeur, un ingénieur, c'est-à-dire un technicien, un homme qui, par définition, connaît admirablement la façon de produire ou de construire et même de gérer une entreprise. Mais il la

connaît techniquement! Et alors, qu'est-ce qui se produit? Vous avez d'un côté les représentants du capital, de l'autre, l'ingénieur qui est le représentant de l'esprit de construction ou d'entreprise technique. Les représentants du capital bancaire ont naturellement intérêt, ils sont portés à faire des opérations financières, par conséquent, à manipuler ou à augmenter le capital de l'affaire. L'ingénieur, lui, ne voit que le progrès technique. Il est porté à perfectionner ses usines, à les agrandir, à les outiller et à les suroutiller. Mariez ces deux tendances et vous avez la surcapitalisation et le suroutillage. Ce qui manque entre les deux, c'est la bonne prudence, la bonne prévoyance du patron qui dit : "C'est mon argent qui est en cause, attendons un peu pour le dépenser!"

Il n'y a pas seulement cette cause psychologique qui pousse au suroutillage, il y a le mécanisme même du capital bancaire. La loi du capital bancaire, c'est l'amortissement rapide. Or, pour qu'un outillage, pour qu'une usine s'amortisse rapidement, il faut qu'elle puisse produire en très grande quantité et à bas prix. Par conséquent, du fait même que vous introduisez dans une entreprise du capital bancaire et que ce capital veut se retirer, c'est-à-dire s'amortir, vous êtes poussé à la surproduction.

Je voudrais vous faire apercevoir maintenant un

risque plus grave, celui qui nous a presque tous atteints: quand une civilisation est fondée sur le crédit et non sur l'épargne, elle exclut, par définition, toutes variations des prix, sans quoi c'est la ruine. Je vais vous le montrer par un exemple très simple. Supposez que vous ayez acheté un immeuble \$10,000 et que vous l'ayez payé avec votre épargne. Entre temps les prix baissent. Aujourd'hui votre immeuble ne vaut plus que \$5,000. Ne vous troublez pas pour autant, vous êtes aussi riche qu'auparavant, parce que si vous le vendez aujourd'hui \$5,000, probablement qu'avec cette somme vous pourrez acheter autant de choses qu'il y a trois ans avec \$10,000. Mais vous allez voir où est le drame actuel, autour de nous et dans le monde entier. Supposez qu'au lieu d'avoir acheté cet immeuble avec \$10,000 vous appartenant, vous ayez mis \$5,000 à vous et que vous ayez emprunté \$5,000. Eh bien! à l'heure actuelle le prix est réduit de moitié, votre immeuble ne vaut plus que \$5,000. Vous le revendez et vous donnez les \$5,000 à vos créanciers. C'est toute l'histoire de la situation actuelle de l'industrie et des affaires en général à l'égard des banques, et cette histoire est d'autant plus tragique que, à l'égard même du crédit, les producteurs ont un peu fraudé, depuis la guerre. Vous savez que, depuis la guerre, en raison de l'in-

sécurité générale, de l'espèce de nervosité qui est restée parmi les hommes, le taux de l'intérêt à long terme s'est maintenu très élevé. On a continué en Europe à payer, pour du capital à long terme, jusqu'à 12%. Mais entre temps, précisément parce que les gens répugnaient à engager leur capital à long terme, le prêt à court terme était très bon marché: 1 ou 2%. Et ainsi on a vu des industriels qui voulaient agrandir leur usine, aller dans des banques emprunter à 3 mois à 3%, et faire renouveler leur emprunt de trois mois en trois mois. Mais quand, du fait de la défiance générale, le crédit s'est contracté, les industriels ont été étranglés.

J'arrive à d'autres conséquences de la concentration bancaire, notamment le développement des machines. On a dit beaucoup de bien et beaucoup de mal des machines. Elles représentent incontestablement un progrès immense dans l'économie; elles représentent aussi un recul par suite de leur rigidité. Je voudrais vous faire sentir, et, au point de vue pratique, aux jeunes gens qui entreront plus tard dans l'industrie, je voudrais montrer le danger de se laisser prendre à des formules trop simples. Vous voulez produire une marchandise. On vous dit que pour produire à bon marché et dans de bonnes conditions, il faut un

outillage immense de façon à diminuer les frais généraux. Il faut développer la machine autant que possible et diminuer la main-d'oeuvre. Il faut arriver, comme disent les Américains, au *standard*. Eh bien! c'est vrai, et c'est aussi faux, car si vous avez immobilisé dans une usine ou dans un outillage donné, je suppose \$100,000,000 pour produire un objet déterminé, et que demain la mode change, vous ne pouvez changer votre outillage. Vous aboutissez à ce fait que votre outillage et votre puissance de production vous rendent prisonnier de leur ampleur. Je me rappelle, en 1927, avoir parcouru les États-Unis avec des amis qui étaient des industriels moyens ou petits de la France; nous avons visité, dans toutes les branches, peut-être cinquante usines, depuis Ford jusqu'à la plus petite filature de la Georgie et de la Caroline. Au sortir de toutes les usines, les plus petites et les plus grandes, je posai la question à mes amis, qui étaient des connaisseurs et des spécialistes: "Est-ce que vous êtes "épatés", est-ce que vous êtes étonnés par ce que vous avez vu, est-ce que vous trouvez cela supérieur!" Tous m'ont répondu, ou presque: "Chez nous, dans nos petites usines, nous arrivons à des résultats bien meilleurs, à moindre coût." J'en ai été très frappé. D'autre part, au cours de ces voyages, j'ai eu l'occasion de visiter une usine

où le machinisme avait atteint vraiment, je dirai, son exaltation et presque son ivresse. C'était une usine où les machines couvraient quatre hectares et où il n'y avait comme main-d'oeuvre que cinq ouvriers. Et alors, devant ce miracle, j'interrogeai longuement le directeur sur ses prix de revient et il me fit cet aveu: "Je crois que nous avons touché la limite de la machine, parce que la machine nous coûte beaucoup plus cher à entretenir que le salaire des ouvriers qu'elle remplace."

J'ai voulu vous faire entrer dans cette nuance du problème de la production, parce qu'en pratique il est très important. Ne croyez pas que pour réussir, il faille faire grand toujours. Ce qui importe, c'est de faire bien et de faire solide. Ne croyez pas non plus que le travail de la machine soit toujours le meilleur, ni même plus économique que le travail de l'homme: ce n'est pas vrai. L'homme a toujours sa revanche, il y a toujours des choses que la machine ne peut faire. Ainsi, dans une industrie chère à la France, celle de la soie, jamais les Suisses, les Italiens, les Allemands ni les Américains, n'ont pu concurrencer ni battre la soierie de Lyon. Pourquoi? — Parce que la soierie de Lyon, dans sa branche la plus importante, les nouveautés, n'a pas d'usines. Un grand fabricant de nouveautés, c'est un artiste. Il crée

chez lui un dessin. Il le donne à tisser à des ouvrières à domicile. Il n'a pas de capital immobilisé. Qu'est-ce qui se passe? Son tissu sort du petit atelier à domicile, il apparaît aussitôt dans quelques robes ou dans quelques devantures: c'est la nouveauté, on le vend à n'importe quel prix. Aussitôt, les grandes usines de Zurich ou d'un autre pays se procurent le tissu, le copient, construisent des machines et au bout de six mois, quand elles sont prêtes à fabriquer le tissu, le fabricant de Lyon vient de lancer une nouvelle création.

Pour en finir avec la concentration bancaire, je voudrais vous dire un mot des matières premières. Un des résultats de la prédominance du capital bancaire dans la production contemporaine a été d'entraîner la surproduction des matières premières dans une large mesure, et j'ajoute la spéculation sur les matières premières. Pourquoi? Pour bien des raisons. Psychologiques d'abord: les banquiers se servent d'un argent qui est celui du public et, pour obtenir le concours du public, ils sont obligés de satisfaire et de répondre dans une certaine mesure à ses préjugés. Or, il est très curieux, c'est un fait difficile à expliquer, mais extrêmement frappant, que le public croit que la meilleure des richesses est celle qui vient du sol: les matières premières. Le public vit toujours dans la vieille idée que le tré-

sor c'est ce qui est dans la terre. Et alors qu'il est presque impossible d'obtenir de quelqu'un qu'il prête \$1,000 à son voisin qui est solvable, il n'hésitera pas une seconde à prêter \$100,000 pour l'exploitation d'une mine. C'est un fait. Le métier de lancer des valeurs de matières premières est de beaucoup le plus productif.

Mais il y a autre chose. Au point de vue technique, la production des matières premières est de beaucoup la plus facile, et c'est pour cela que vous avez la surproduction. Sortir du charbon d'un trou, c'est pénible, de même qu'extraire des pierres d'une carrière et couper du bois dans une forêt; mais en y mettant le nombre de bras voulu, cela n'implique pas de problème difficile à résoudre. Vous avez donc là toujours une tendance à la surproduction des matières premières. Or, il n'y a rien de plus instable dans le monde que les matières premières, c'est vraiment le jeu de la roulette. Voulez-vous que nous prenions quelques exemples? Prenons le cas du charbon. Dieu sait si le charbon a été roi, empereur, je dis empereur parce qu'il a fait l'Empire britannique. Eh bien! aujourd'hui, le charbon est attaqué par le pétrole à un degré tel qu'il ne peut plus se défendre ou qu'il se défend mal. Pour vous donner un seul aperçu des victoires du pétrole, je puis vous dire qu'à

l'heure actuelle, plus de la moitié des navires qui passent dans le canal de Suez sont chauffés au mazout. Mais le pétrole lui-même? Qui sait ce que la terre renferme de pétrole, et de quelle qualité est ce pétrole? Et puis est-ce que le pétrole n'est pas attaqué par l'électricité? Alors, comment voulez-vous établir, je ne dis pas un travail, je ne dis pas une entreprise, mais un crédit à long terme, un système de crédit sur une chose aussi instable que l'avenir du charbon?

Voulez-vous un autre exemple? Le textile. Avant la guerre, je crois qu'on produisait dans le monde 28 millions de kilos de soie naturelle. Aujourd'hui, le Japon seul en produit 45 millions de kilos. La production de soie artificielle, produit nouveau, atteint 150 millions de kilos. Vous avez donc une production de soie qui est passée de 28 millions de kilos à près de 200 millions de kilos de soie naturelle et de soie artificielle. Qui sait si, demain, la soie artificielle ou une cellulose quelconque n'arrivera pas à battre le coton?

Autre exemple. On a spéculé sur le caoutchouc. Avant la guerre, vers 1910, on produisait 10,000 tonnes de caoutchouc dans le monde. Aujourd'hui, on en produit 800,000 tonnes. Savez-vous combien il entre de caoutchouc dans un pneu d'auto? En France, de 3 à 4%. Comment,

encore une fois, fonder un édifice de crédit sur une matière aussi instable?

Je pense vous avoir fait sentir par ces aperçus un peu saccadés quel est le fond du problème du crédit bancaire. L'erreur n'est pas dans son principe, car le crédit est bon et nécessaire, mais dans son excès. L'erreur a consisté à vouloir bâtir toute une civilisation nouvelle sur le crédit.

Il faut tout de même que nous arrivions à l'objectif de tout cela. Car enfin, il y a dans le monde une foule de gens qui parlent ou écrivent comme si produire était une fin en soi. Il y a l'homme, il y a aussi le produit. Quelle a été l'influence de la concentration bancaire sur le facteur humain? Là encore c'est un aperçu que je voudrais livrer à la méditation des plus jeunes d'entre vous. Voyez-vous, il y a une limite au cerveau humain et quand les entreprises dépassent un certain volume elles sont condamnées à la ruine totale, parce qu'il n'est pas de cerveau assez vaste pour les embrasser. On pourra dire tout ce qu'on voudra des progrès de l'organisation, ils sont limités au cerveau des humains. Eh bien! c'est une des grandes faiblesses de notre temps: les affaires sont trop grandes pour des hommes trop petits. Quand vous faites une affaire ou une entreprise, observez en vous-même la vieille loi de modestie. Faites-la à la mesure de

vos moyens matériels, intellectuels et de vos capacités de travail. Si vous avez du loisir et du génie de reste, il sera bien temps d'élargir vos responsabilités. Faute du facteur humain, de surveillance étroite, de vigilance constante et de présence assidue auprès du moindre rouage, la direction des entreprises a été livrée à l'esprit géométrique dans des bureaux fermés. La géométrie est une science admirable, comme la logique, mais elle est fondée sur l'hypothèse qu'il existe des lignes droites. Or, dans la nature, il n'existe pas une seule ligne droite.

J'en arrive au produit, et là encore je voudrais vous soumettre un aperçu pratique. En dépit du magnifique déploiement auquel nous avons assisté depuis dix ans, il est très frappant qu'on n'ait rien inventé depuis longtemps. Y avez-vous réfléchi? Le chemin de fer à vapeur a été inventé au début du 19^e siècle, et la compagnie de chemins de fer, qui est son perfectionnement, quelques années plus tard; l'automobile est du 19^e siècle, l'aviation aussi. Je crois que la radio et le cinéma sont aussi du 19^e siècle. Nous n'avons pas inventé depuis 25 ans. Nous avons adapté, plus ou moins perfectionné. Si vous prenez, par exemple, un objet qui vous est familier à tous, l'automobile, vous verrez qu'en dehors de la peinture, de la décoration

extérieure et des velours employés, on n'a rien changé à la structure essentielle de l'auto depuis 25 ans. Eh bien! c'est le résultat en grande partie de ce que je vous disais tout à l'heure. Quand un outillage a coûté une somme énorme, on ne peut le changer. On fabrique toujours la même chose, ne variant que le prospectus. Cela a une conséquence, car il existe une loi économique à laquelle on ne peut échapper et que j'estime importante au point de vue pratique pour ceux qui se destinent aux affaires, à savoir, qu'il y a un certain point de saturation des marchés. Quand, pendant des années, on a livré le même produit sur les mêmes marchés, le consommateur perd son goût, il n'est plus alléché. Et j'ajoute que plus il y a de produits similaires et moins ces produits changent, plus le consommateur finit par détacher sa curiosité de son achat éventuel. Je vous ai cité le cas de l'automobile. Imaginez aujourd'hui, en pleine crise, alors que les Américains annoncent que la fabrication des autos est au plus bas, qu'un industriel vienne à Montréal pour construire une usine de \$100,000,000 et faire des autos. Ce serait fou certes, s'il s'agissait de construire une auto comme les autres; mais s'il produisait une auto nouvelle, comportant un changement de vitesse qui amélio-

rerait la marche considérablement, il ferait fortune très vite, malgré la dépression.

Une des faiblesses de notre temps, c'est la saturation et j'en arrive à la première de mes conclusions. En économie politique, comme en toute autre chose, il est bon de ne jamais perdre de vue tout à fait la morale. Je m'excuse, étant très profane, de citer des préceptes qu'il appartiendrait à des bouches plus augustes de rappeler. Mais je crois que par l'inflation des crédits depuis quelques années, on a quelque peu oublié le commandement : *"Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front"*.

Si vous voulez bâtir solide, vous pouvez emprunter, mais seulement ce que vous êtes sûr de pouvoir rembourser. Le premier bien de l'homme, le secret de tout ce qu'il a fait de grand, c'est la liberté. Il n'est pas, pour un industriel, pour un commerçant, comme pour un savant ou pour un citoyen de plus grand bien que la liberté dans la production. La liberté se gagne en n'exagérant pas ses ambitions au-delà de son gain possible. Vous entendrez dire partout qu'il n'y a pas d'affaires, que le monde est fini, que le chômage gagne partout et qu'il faut désespérer. Non ! Je garantis la fortune à quiconque apportera demain un produit nouveau, quel qu'il soit, pourvu qu'il soit utile à ses semblables. J'ai vu aux Etats-Unis, au sein de la

dépression, de tout petits industriels, de minuscules commerçants, qui étaient trop petits pour ne rien devoir aux banques et à cause de cela, ils s'enrichissaient.

Il ne faut pas décrier trop toutefois l'oeuvre magnifique qu'a accomplie la concentration bancaire depuis dix ans. Il ne faut pas sousestimer l'élan bâtisseur, constructeur, auquel nous avons assisté. Il faut bien reconnaître que pendant ces dix ans l'humanité en moyenne a atteint un degré de confort matériel qu'elle n'avait jamais rêvé auparavant. Si l'équilibre a été rompu, c'est parce qu'un autre problème que celui de la production n'a pas été résolu, le problème des prix. En dépit des erreurs de crédit, de surcapitalisation et de suroutillage, reconnaissons que le capitalisme a réussi à produire en très grande quantité et à très bas prix. Ce qu'il n'a pas réussi jusqu'à présent, c'est de faire parvenir ce produit à bas prix au consommateur. Et c'est ce problème de la distribution, qui est peut-être le plus difficile et le plus important pour sortir de la débâcle où nous sommes, que nous étudierons demain.



DEUXIÈME CONFÉRENCE

LE PROBLÈME DE LA DISTRIBUTION

SI les consommateurs achetaient et consommaient autant que les producteurs produisent, il n'y aurait jamais de dépression. C'est une vérité de La Palisse, mais c'est une vérité comme beaucoup de vérités de La Palisse, qu'on oublie souvent. Si les consommateurs sont en retard sur la production à un moment donné, c'est donc qu'il y a une rupture quelque part. La grande question que l'on doit toujours se poser quand il y a des crises économiques et politiques — dans une crise comme celle que nous traversons — ce n'est pas de savoir ce dont ont besoin les producteurs, c'est de savoir surtout ce dont les consommateurs sont mécontents, et la raison pour laquelle ils sont en retard.

Je formulerai tout de suite un fait d'expérience à peu près incontestable: c'est qu'en période de prospérité, la production est toujours en avance sur

la consommation. Et cela devient une avance dangereuse, dès que le crédit soutient exagérément la production. C'est pourquoi on a donné à ces phénomènes des explications d'ordre psychologique dont la plus simple est la suivante, à savoir, que dès que le producteur gagne de l'argent, il est entraîné par son gain à développer son outillage et sa production, par conséquent à dépasser les besoins de la consommation. Je voudrais entrer plus profondément et plus précisément dans l'analyse de ce fait qui me paraît très important, non seulement au point de vue théorique, mais au point de vue pratique, pour les hommes d'affaires. Et je commencerai, si vous le voulez bien, par un exemple tout à fait terre-à-terre. Supposez que vous soyez fabricant de tissus : vous avez un atelier plus ou moins grand; dans cet atelier, des métiers plus ou moins nombreux; nous sommes en période de prospérité, les affaires marchent bien, les banquiers ont le désir de faire eux aussi des affaires, c'est-à-dire de prêter leur argent. Vous allez trouver votre banquier, et vous lui dites : "Voici : les affaires sont bonnes, j'ai quatre murs, des machines; je voudrais un crédit pour augmenter mon atelier et mes usines, un crédit de production". Le banquier, du moment que votre réputation est honorable sur la place et que vous avez au soleil une garantie visi-

ble, à la fois un immeuble et des machines pour produire, vous répond: "Vous aurez tout le crédit qu'il vous faut". Donc, pour la production en temps de prospérité, pas de difficulté, plutôt un encouragement de la part des bailleurs de crédit, à obtenir les moyens de s'agrandir.

Maintenant, supposez qu'une dame aussi honorablement connue que le fabricant de tissus en question, ayant toujours fait face à ses échéances, ait envie d'acheter un certain métrage de tissus, ou tout simplement une robe, et qu'elle n'ait pas l'argent disponible voulu pour cet achat. Elle va chez son banquier, lui raconte son histoire: "Je suis honorablement connue, j'ai des répondants, voulez-vous m'accorder un crédit pour m'acheter une robe?" Alors le banquier lui répond: "Madame, je regrette, mais nous ne donnons pas de crédit pour acheter des objets de consommation." Cet exemple un peu sommaire vous permet de saisir tout de suite qu'il y a toujours en période de prospérité un privilège au profit de la production. La production est beaucoup plus encouragée et facilitée.

Si nous passons de cet exemple sommaire à l'observation d'une affaire, d'une entreprise industrielle, que voyons-nous? Voici une grande affaire dont les bénéfices sont satisfaisants; elle veut se développer: elle obtient en banque 10 à 12 millions

de crédit pour son agrandissement ou pour augmenter son fonds de roulement. Elle a donc un potentiel de dépenses tout nouveau, créé artificiellement par le crédit. Ce potentiel de dépenses est mis uniquement au profit, au compte de l'augmentation de la production. Avant qu'il ne se traduise par de l'argent circulant dans le public des consommateurs, sous forme de salaires, de règlements de comptes d'entrepreneurs ou de fournisseurs de machines, il se passera des mois, peut-être des années.

Ce phénomène, auquel malheureusement les producteurs ne prennent jamais garde et qui est la seule cause pour laquelle il y a des crises chroniques, nous permet tout de suite d'affirmer ce premier principe de la morale commerciale et industrielle: en produisant il faut se préoccuper de vendre ou, sous une forme pour ainsi dire plus humaine, le producteur doit songer à son consommateur, à son client.

Mais pour ramener l'égalité dans les conditions du consommateur et du producteur, comment faire? Il n'y a pas beaucoup de moyens, il n'y en a qu'un: c'est d'abaisser le prix. Ce consommateur dont les moyens de paiement sont en retard sur les moyens de production du producteur, si pour le même prix vous lui offrez plus de produits, il achètera davantage. Du même coup, si vous abaissez

le prix de revient et le prix de vente du produit, non seulement vous faites que l'ancien consommateur achète davantage, mais vous faites que de nouveaux consommateurs qui n'achetaient pas commencent désormais à acheter. C'est ce qui n'a pas été fait, et les deux raisons pour lesquelles l'ajustement entre la capacité d'achat de la foule des consommateurs et le potentiel de production ne s'est pas agencé, c'est, d'une part, l'excès des bénéfices prélevés par les producteurs et, d'autre part, l'anarchie et la régression de la distribution ou, si vous le préférez, du commerce. L'excès des bénéfices prélevés par les industriels, l'anarchie du commerce: ce sont deux sujets qui, à première vue, paraissent très délicats. J'espère vous montrer qu'ils sont faciles à éclaircir et que les solutions, les leçons que l'on peut tirer de l'analyse raisonnée de ces deux cas peuvent être admises de tout le monde, y compris ceux qui peut-être ont commis des erreurs.

Il ne faut pas humainement reprocher à un homme qui peut faire de gros bénéfices de les faire. Il faut lui démontrer que son intérêt est de ne pas les faire; et là le calcul de la prévoyance rejoint la morale.

Depuis dix ans, on a multiplié les machines et on a substitué à des machines à faible rendement, des machines à un rendement décuple. Eh bien!

que s'est-il passé? Quand un fabricant de chaussures a substitué à une machine produisant dix paires de chaussures par jour une machine qui en produit cent, le prix de la chaussure pour lui — c'est une hypothèse — a été diminué, les frais d'amortissement déduits, je suppose des deux-tiers. J'ai dit une hypothèse, ignorant le prix de revient. Ayant devant lui un bénéfice nouveau de deux-tiers, qu'a-t-il fait? Il a augmenté légèrement, si vous voulez de 10 p. c. les salaires de ses ouvriers; et si la demande de chaussures était toujours égale, il a maintenu les anciens prix; s'il y a un peu de concurrence, il a légèrement baissé les prix; enfin on peut estimer qu'il a gardé pour lui les trois-quarts des bénéfices. Cette énormité des bénéfices réalisés pendant un petit nombre d'années par des industries suroutillées ou équipées normalement avec des machines à grand rendement, cet excès de bénéfice est une des causes les plus profondes de la crise actuelle. Quand vous êtes industriel et que vous réalisez un tel bénéfice, qu'est-ce que vous pouvez faire de votre argent? Tous nous désirons gagner beaucoup d'argent, mais si, par métier, vous aviez à contempler les gens qui gagnent beaucoup d'argent, vous verriez — si paradoxal que cela semble — que le grand problème, la grande difficulté pour ceux qui gagnent trop d'argent, c'est de

savoir qu'en faire. Car, enfin, quand un homme s'est fait construire une maison à la ville ou à la campagne, qu'il a mangé à sa faim — et quand on a fait fortune on a généralement mauvais estomac! — quand il a réalisé un voyage en Europe qui lui a laissé quelquefois des souvenirs décevants et, enfin, quand il a bien dormi — s'il peut dormir — qu'est-ce que vous voulez qu'il fasse? S'il est un véritable industriel, il va employer son bénéfice excessif à augmenter son usine. C'est-à-dire que cet homme, du fait qu'il n'aura pas voulu partager son bénéfice avec le consommateur, va être déterminé fatalement à se faire à lui-même concurrence dans la surproduction, à écraser son propre marché. En second lieu, quand il aura développé suffisamment son usine, que fera-t-il encore de son argent? Il va dire: "Après tout — j'en ai vu des industriels dans ce cas — je connais mon affaire, elle paraît avoir atteint son maximum de développement; je vais cesser d'y engager de l'argent parce que ce serait de la folie. Il y a d'autres affaires qui me semblent extrêmement convenables; je vais y mettre mon argent soit sous forme de spéculations à la bourse, soit sous forme de placements." Or ces affaires, il ne les connaît pas. J'ajoute que l'homme qui gagne beaucoup d'argent a intérêt à placer son argent soit dans son affaire, soit dans des filiales, pour

échapper dans une certaine mesure à la menace du fisc. L'excès des bénéfices, joint à la menace du fisc, aboutit à une merveilleuse prospérité à la fois pour les constructeurs d'usines et pour les courtiers en bourse. Donc l'excès des bénéfices entraîne automatiquement la surproduction. Ce fabricant de chaussures dont je vous ai parlé, plein de prospérité, d'argent — sa situation, vous le pensez bien, est connue — on vient le trouver, on lui dit, ou il se dit: "Le capital de mon affaire est de \$100,000; or cela me rapporte du 100 p. 100, je ne vois pas pourquoi je ne mettrais pas le capital de mon affaire au niveau de son revenu, c'est-à-dire, pourquoi je ne vendrais pas au public une partie de ma fabrique, si possible en m'en réservant le contrôle?" Si vous réduisez ce processus psychologique à un cas présent, vous avez le fait suivant: une affaire est prospère, elle donne de bons résultats, elle est honorablement connue, son propriétaire l'estime, je suppose, \$1,000,000. Au bout de quelque temps, on lui dit: "Combien estimez-vous votre affaire?" Il marchandé, il dit: "Je ne veux pas vendre", ou "elle vaut \$1,500,000." Alors l'intermédiaire des financiers lui dit: "Moi, je la prends pour \$2,000,000." Il cède son affaire ou fait une combinaison avec celui qui lui propose de l'acheter. Puis, quelques mois après, on place l'affaire

dans le public à \$4,000,000. Sur quelle base s'est faite cette opération? Sur la base de l'excès des bénéfices d'une courte période de boom. Quand le resserrement se produit, vous vous trouvez devant le résultat de deux processus que j'ai analysés devant vous: une usine suroutillée parce que les bénéfices sont excessifs; une affaire surcapitalisée parce que mise au niveau d'un bénéfice anormal. Pour sauver cette affaire, l'alternative est très simple. Il faut, ou bien supprimer le capital en surplus ou arrêter l'outillage inutile. Dans le monde, il existe une quantité d'affaires qui sont excellentes en soi, elles sont très bonnes pour \$1,000,000, mais elles sont catastrophiques pour \$4,000,000. Tout le problème est de supprimer le surplus.

Je pense toutefois, et je l'ai déjà laissé entendre hier, qu'en dépit de ces erreurs de la production, l'ajustement se serait fait peu à peu, ou du moins la crise aurait été moins profonde s'il ne régnait pas une anarchie inouïe dans la distribution, c'est-à-dire dans la vente des produits aux consommateurs. C'est un phénomène historiquement très curieux. Depuis cinquante ans, la production a fait des progrès énormes, inouïs; la distribution a plutôt reculé. On estime aujourd'hui que les frais de distribution des produits, c'est-à-dire les frais que supporte un produit depuis le moment où il est

vendu par le producteur à l'usine ou aux champs, jusqu'au moment où il arrive dans la main du consommateur, représentent plus de la moitié du prix payé par celui-ci. Autrement dit, le prix de revient à l'usine ou aux champs subit en moyenne, une surcharge de 65 p. 100 qui constitue les frais de distribution ou la rémunération des intermédiaires.

On estime en outre aujourd'hui, et je parle toujours de moyennes, qu'un commerçant quelconque, un détaillant, sert deux fois moins de clients qu'il y a trente ans, et les sert avec des frais deux fois plus élevés qu'alors. Vous voyez donc, d'une façon saisissante, par ces chiffres qu'il y a un recul dans l'organisation de la distribution depuis trente ans. A quoi cela tient-il? A des causes nombreuses. D'abord, à la prodigieuse augmentation du nombre des intermédiaires et des commerçants. Depuis la guerre, estime-t-on, le nombre des travailleurs productifs, de ceux qui font sortir un produit, une marchandise de leur travail, en dépit du prodigieux accroissement du nombre ou de la quantité des marchandises, n'a augmenté qu'une fois et demie. Si vous songez que le nombre des produits depuis la guerre par l'effet du machinisme a été multiplié par cinq, et dans certains cas, par dix, vous voyez que la main-d'oeuvre propre-

ment dite n'a presque pas augmenté. En revanche, le nombre des gens qui vivent du commerce, de la manipulation ou de l'administration des marchandises, a été multiplié par le coefficient 3.5. Aux Etats-Unis même, dans ce pays qui se flatte de représenter le maximum de l'organisation commerciale, il y a eu durant la même période une augmentation d'intermédiaires de 1,600,000. Tous ces gens, il faut qu'ils vivent: ils vivent sur le produit, c'est-à-dire sur le prix de vente, et en définitive, sur le consommateur. Je ne suis pas de ceux qui jettent la pierre aux commerçants ni qui disent que le commerçant s'enrichit. Ce n'est pas vrai. Ces gens, parce qu'ils sont trop nombreux, sont le plus souvent malheureux. Ils vivent, et si vous voulez une preuve de leur état précaire, vous n'avez qu'à considérer dans l'ensemble des petits commerçants le nombre des faillites. Mais ils vivent et ils s'accrochent à cette profession. Pourquoi? Pour bien des raisons. La première, c'est que c'est le métier le plus facile. Un des grands changements, voyez-vous, de l'organisme social dans le monde moderne, c'est que le métier de commerçant-détaillant, le métier d'intermédiaire a cessé d'être difficile; en d'autres termes, a cessé d'imposer des responsabilités importantes, et même d'exiger une compétence. Autrefois, — il n'y a

pas bien longtemps, — quand vous alliez chez votre pharmacien acheter un produit pharmaceutique, il l'avait fabriqué lui-même, il en était responsable. Chez un marchand de produits de beauté, le commerçant, là encore, s'il ne l'avait pas fabriqué, du moins connaissait le produit; il était responsable de votre achat. La montre que l'horloger vous vendait, il fallait qu'il la connût quand il ne l'avait pas fabriquée. Aujourd'hui, vous allez chez le pharmacien, que vous vend-il? Un paquet sur lequel sont inscrits une marque, une spécification et un prix. Probablement il ne l'a pas ouvert et ne l'ouvrira jamais. Ce paquet est déposé chez lui par un fabricant. Il n'a qu'à vous le transmettre, il n'a même pas besoin de faire de la propagande, puisque cela est déjà fait. Le commerçant est là uniquement pour percevoir une dîme. Quel métier plus facile? C'est cette facilité qui explique à la fois l'extraordinaire augmentation du nombre des commerçants et l'extraordinaire spéculation sur les fonds de commerce. On a vu depuis la guerre, dans le monde entier, les fonds de commerce atteindre des prix vertigineux. C'est une des raisons pour lesquelles le petit commerçant est obligé de percevoir une dîme plus forte; ayant payé son commerce très cher, il est obligé de trouver dans sa dîme non seulement sa subsistance et celle de sa fa-

mille, mais l'intérêt sur les sommes qu'il a empruntées.

Il y a une autre raison, assez angoissante, pour laquelle le nombre des intermédiaires augmente: c'est que le machinisme — tel qu'il a été conçu depuis la guerre, c'est-à-dire pour produire des objets standardisés — réduit ou du moins limite les emplois de main-d'oeuvre. Ainsi vous avez une foule de gens, de jour en jour plus nombreux, auxquels le machinisme ferme les portes de l'usine, qui doivent par conséquent s'établir autour de cette usine pour filtrer le produit et prendre leur subsistance sur le prix de ce produit. C'est un problème très grave que de savoir ce que deviendront les hommes si la machine continue, non pas à abolir les emplois, mais à les limiter. Il y a un moyen de sortir de là, c'est de créer de nouvelles productions. J'en reviens à une idée que j'ai exprimée hier: la faiblesse technique de notre monde actuel, c'est de faire toujours le même produit. Faisant toujours le même produit, elle n'encourage pas les chances de travail et ne surexcite pas la consommation.

Comment se fait-il qu'un si grand nombre de commerçants se faisant concurrence entre eux, cela ne fasse baisser les prix? C'est, en apparence, un grand mystère, en réalité, c'est très simple. D'abord, le plus souvent, comme je vous l'ai dit tout à

l'heure, les prix sont inscrits sur le paquet même par le producteur; et notez bien qu'ils sont fixés de manière à permettre de vivre au commerçant le plus mal placé. En second lieu, je ne vous apprendrai rien en vous disant que, depuis la guerre, se sont développées des coalitions de marchands comme il n'en existait pas auparavant et que, dans ces dernières années, on peut dire que partout les prix étaient tenus par des accords d'abord entre les producteurs et ensuite entre les marchands. J'ignore la situation ici, et je ne fais allusion à personne. Je vous signale seulement le cas de Paris où on n'a jamais pu faire baisser le prix de la viande, parce qu'il existe une entente entre les bouchers. Ni la police ni le gouvernement n'ont pu y arriver.

J'ajoute que les gouvernements sont dominés par le respect du grand nombre. Or, je viens de vous le dire, les commerçants sont de plus en plus nombreux; ils ont donc une puissance électorale de premier ordre, qui les met à l'abri d'une répression abusive ou justifiée. Cette puissance a amené les Etats à une conception curieuse et extrêmement dangereuse pour le consommateur, qui est de prendre le commerçant comme un collecteur d'impôts. Je ne sais pas quelles sont les tendances de votre Parlement, je suppose qu'il est plus vertueux que les parlements européens — mais chez nous, quand

il y a la moindre difficulté, on met une taxe sur une marchandise, non pas sur un contribuable, parce que le contribuable s'en apercevrait. Le commerçant majore son prix en conséquence, généralement en plus, parce qu'il ne veut pas se tromper à la perte et parce que la majoration sera aisément supportée par le consommateur. C'est vous dire que les gouvernements sont extrêmement favorables aux petits commerçants, qui leur apportent des voix en temps d'élections ou des impôts entre temps.

Comment sortir de ce problème des intermédiaires? Ce n'est pas facile, et je n'ai pas de solution à vous apporter. Je vous dirai seulement que si notre civilisation évolue dans le sens où elle a évolué jusqu'à présent, la concentration commerciale doit se substituer à la concentration industrielle. Pour remédier à l'anarchie de la distribution, vous aurez fatalement, un jour ou l'autre, la constitution ou la généralisation des magasins à succursales multiples, ou *chain-stores*. J'ai beaucoup entendu discuter la question des chaînes de magasins. Économiquement, en théorie, c'est indiscutablement un progrès, puisque c'est une diminution des frais généraux et une meilleure distribution des produits. Je crains que jusqu'à présent ce progrès ne soit très sensible aux consommateurs, parce que le plus souvent, du moins en période de prospérité, dans

un monde commercial anarchique, les magasins concentrés, à succursales multiples, profitent de leur situation et de leur meilleure organisation, non pas pour baisser les prix, mais pour réaliser de plus grands bénéfices. Si un jour on arrive à une organisation qui supprime les frais généraux et l'anarchie de la distribution, tout en maintenant la concurrence, on aura, je crois, réalisé un grand progrès. Ce qui est à craindre c'est que la concentration commerciale soit encore plus dangereuse que la concentration industrielle, parce qu'elle aboutirait tout de suite à un monopole vis-à-vis du consommateur. C'est ce que nos ancêtres ont craint par-dessus tout, car un des grands principes de la Révolution française a été la condamnation de toute entente entre vendeurs.

J'arrive à un sujet moins personnel: les charges nouvelles de la distribution. Parmi celles-ci, il en est une énorme que peu de gens prennent en considération: la publicité. Ce qu'il y a de nouveau, c'est que la publicité ne fait pas forcément vendre un produit, mais qu'aucun produit ne peut se vendre sans la publicité. Par conséquent, vous avez dans toute marchandise un surplus de charges, souvent considérables, qui vient de la publicité forcée. Je ne sais pas si vous vous rendez compte de l'importance de ces charges dans le prix de vente.

Il y a des marchandises, comme les produits de luxe, les produits de marque, certaines liqueurs ou certains cocktails, où les frais de publicité représentent les trois-quarts du prix de revient. Il y a même des industries qui sont fondées uniquement sur la publicité. Je crains qu'une grande partie de la qualité des parfums ne viennent des frais de publicité! Pour ce qu'on appelle les vins réconfortants, c'est à peu près la même chose. C'est vrai pour tout, c'est vrai aussi hélas! pour la matière intellectuelle et pour les livres. Le public ignorera le talent s'il n'y a pas une publicité pour le faire connaître. Les grands romanciers sont des gens qui sont pris à charge par un éditeur. Comme un homme qui a une écurie de courses achète des poulains, l'éditeur fait sa spéculation.

Autre aspect de la distribution et, celui-là aussi, singulièrement épineux : la question des transports. Je sais, et je l'avoue tout de suite, que vous avez un problème des chemins de fer. Je veux dissiper l'illusion que vous pourriez avoir que ce problème vous est particulier. Il existe dans le monde entier. Pourquoi? Parce que les chemins de fer, après soixante ans de vie, sont devenus, sous la pression de la politique et même sous la pression des nécessités sociales, des organismes gérés anti-économiquement. Je ne sais pas com-

ment sont gérés les vôtres. Les nôtres, en France, sont dirigés par des gens éminents, aussi bien administrateurs qu'ingénieurs, mais cela n'a pas empêché de reconnaître qu'ils sont encore plus pape-rassiers et plus routiniers que l'Etat lui-même.

En second lieu, et c'est sur quoi je voudrais une seconde m'attarder, les chemins de fer, du fait de l'organisation politique nationale, partout, même quand ils sont des compagnies privées, sont dominés par des contrats avec l'Etat. Ils font supporter aux marchandises, avant qu'elles ne parviennent aux consommateurs, des frais exagérés, disproportionnés, parce que, sous réserve de certaines exceptions, les lignes de chemins de fer ont été construites depuis un demi-siècle, non pas en proportion de leur rendement en bénéfices ou de leur rendement commercial, mais en proportion de l'agrément des électeurs. Prenons une ligne de chemin de fer — je prends au hasard, — entre Montréal et Toronto. Je suppose que cette ligne est excellente en elle-même au point de vue rendement commercial et au point de vue financier. Par conséquent, comme on réalise des bénéfices sur cette ligne, le prix des transports devrait baisser en proportion, le prix de la marchandise également. Mais cette ligne fait partie d'un réseau qui exploite régulièrement une autre ligne, celle de la Rivière-

de-la-Paix, où il passe une marchandise tous les huit jours. Et la marchandise qui voyage entre Montréal et Toronto doit supporter le déficit de celle qui voyage sur la ligne de la Rivière-de-la-Paix. Nous avons une contre-épreuve, là-dessus, qui est décisive: c'est la concurrence de l'auto qui, d'ailleurs, est très mal comprise en général. L'automobile gêne le chemin de fer, non pas parce qu'elle lui fait concurrence, mais tout simplement parce qu'elle ne lui fait concurrence que là où il pourrait gagner de l'argent. L'automobile n'exploite que les bonnes lignes, l'automobile de transport ne s'installe que là où le transport est rémunérateur. Ce qui fait que le chemin de fer reste avec les mauvaises lignes.

Je vous ai parlé du parasitisme de la distribution; il faut bien que je vous dise aussi un mot du parasitisme politique et social, puisque je viens d'y faire allusion. Depuis la guerre, les Etats, les collectivités, ont assumé des charges sociales, soit sous forme de subventions de secours, de fonds de pension, soit sous forme d'aménagements, d'embellissements, etc., qui se traduisent par des taxes, lesquelles retombent toujours en définitive sur la marchandise, c'est-à-dire sur le consommateur. Il faut bien le dire, ce parasitisme politique et social est accru par le développement même des besoins que la publicité a créés. Aujourd'hui, en effet, les be-

soins ne sont plus les mêmes, ils sont augmentés, et nous rentrons ainsi dans le mécanisme économique.

Un employé d'autrefois, ou simplement un parasite de l'État, n'avait besoin que d'un logement, de vêtements et de nourriture, mais aujourd'hui se sont ajoutés d'autres besoins: le cinéma, le journal, la radio, l'auto particulière ou collective. Ces besoins nouveaux, nous ne pouvons pas les reprocher à l'homme, puisque non seulement ils ont amélioré son sort, mais puisque c'est vous qui les avez créés. C'est vous qui, par la publicité, par la propagande, par l'exemple, avez mis ces goûts dans la foule. Cela se traduit dans le budget de l'homme le plus simple, et, en particulier, dans les budgets de ceux qui sont à la charge de l'État, directement ou indirectement, par un accroissement de frais semblables. Et alors, fatalement, cet accroissement de frais entraîne un accroissement de dépenses générales et une surcharge sur la consommation à moins — et c'est là que nous joignons la première partie de mon exposé — que le prix des autres produits, des anciens produits, n'ait baissé, ce qui rétablirait l'équilibre.

Regardons un peu ensemble, si vous le voulez bien, le portrait du consommateur. Les économistes sérieux ont l'habitude de dire que le consommateur n'existe pas. Ils disent cela en chaire. Et

puis, à la sortie de l'école, ils se plaignent que la vie est trop chère! Messieurs, le consommateur existe. Nous sommes tous consommateurs dans la mesure de nos besoins journaliers. Mais ce qui est faux c'est que le consommateur soit un être uniforme, une espèce de lieu commun. Il y a de grandes inégalités sociales et économiques entre les différentes catégories de consommateurs. Et c'est une des raisons qui font que beaucoup de systèmes nouveaux pour rétablir l'équilibre entre la production et la consommation ont échoué. Mais qu'est-ce qu'un consommateur? C'est d'abord une catégorie bien connue, celle des bourgeois, des intellectuels et des professions libérales. Celle-là n'est pas intéressante, économiquement parlant; elle représente un trop petit nombre dans la société, nombre dont la petitesse nous effraierait si je le précisais un peu devant vous. Sur 400,000,000 d'habitants de l'Europe, il y a peut-être tout juste — je suis généreux — 500,000 personnes cultivées, je dis profondément. C'est une consolation, d'autre part, de constater que ce petit nombre qui n'est pas intéressant au point de vue économique, fait, par ailleurs, énormément de bruit en agitant les autres. Nous avons deux catégories intéressantes au point de vue économique: l'ouvrier et l'agriculteur.

L'ouvrier est, en principe, le seul à bénéficier des surplus excessifs ou supposés excessifs de l'industrie dont je vous parlais tout à l'heure. En réalité, il n'en bénéficie pas beaucoup, parce qu'il est victime lui aussi des erreurs de la distribution. Je ne sais pas ce qui se passe chez vous, mais chez nous, dans une ville ouvrière quelconque, quand le patron, pris d'un généreux mouvement ou sous la pression d'une grève, augmente de 50 centimes ou d'un franc le salaire de ses ouvriers, le prix de la pension ouvrière est augmenté huit jours d'avance de deux francs. C'est pour cela que l'on arrive à un résultat, que les techniciens des grèves connaissent bien, à savoir, que ceux qui ont avantage à susciter des grèves, ce ne sont pas les ouvriers, mais les commerçants de la localité.

Nous rencontrons ici une théorie: celle du for-
disme, celle des hauts salaires. Cette école américaine a professé et professe encore, pour justifier l'inflation, qu'en diminuant le nombre d'heures et en augmentant le salaire, vous faites marcher les affaires. Ce serait vrai si la société se composait uniquement d'ouvriers des usines Ford, mais elle se compose d'une foule de gens qui ne participent pas à la hausse des salaires. Et nous abordons ainsi le problème le plus difficile et le plus dramatique de la distribution des produits: l'avenir des pro-

duits agricoles. Plus les prix industriels montaient par l'inflation du crédit, plus l'agriculteur était malheureux, parce qu'il ne bénéficiait pas de cette hausse. Il y a quatre ans, alors que les États-Unis ou du moins les économistes — les dirigeants du pays — étaient dans la pleine exaltation de leur prospérité, alors qu'à New-York, à Chicago et à Washington on annonçait une ère indéfinie de hausse — les Américains vivant au jour le jour parlent volontiers d'indéfini, ce qui est la formule matérialiste de l'éternité — j'ai parcouru les petites villes de l'Ouest, j'ai interrogé en passant des petits banquiers; ils m'ont tous dit: "Nos agriculteurs sont hypothéqués, et aucun n'est en mesure de payer les intérêts de ses hypothèques. De sorte que nous, banquiers, nous ne savons pas quel est notre avenir, nous croyons que, finalement, nous serons obligés de prendre les terres et de les exploiter, ce qui est encore moins de notre compétence que de fabriquer du papier". Quand on a entendu cela, on peut être certain de la suite. Le boom américain était condamné, parce que l'agriculture américaine était elle-même condamnée. Pourquoi ne peut-on pas mettre la production agricole au rythme de la production industrielle? Pourquoi ne peut-on pas faire monter les prix de la production agricole au rythme des prix de la produc-

tion industrielle? Il faut rappeler un fait d'une simplicité élémentaire, mais que tout le monde oublie, à savoir, qu'il y a une différence fondamentale entre la marchandise, entre l'objet industriel et les produits agricoles. Cette différence la voici: avec de la publicité, du savoir-faire et de bons agents de vente, vous pouvez faire que votre clientèle achète quatre ou cinq costumes par an au lieu de deux, vous pouvez faire que le fils de famille fracasse deux autos par an au lieu d'une tous les deux ans; que les dames achètent six robes de soie ou de laine par mois; c'est une question après tout d'inflation ou de crédit. Mais vous ne pouvez pas faire, même avec la meilleure publicité, même avec d'excellents agents de vente, qu'un individu absorbe chaque jour plus d'une certaine quantité de vin, de farine, etc. Il y a donc un plafond absolu à la consommation des produits agricoles, et c'est peut-être un des cas les plus difficile à résoudre à l'heure actuelle. En Californie, on produit aujourd'hui neuf oranges par tête d'habitant des Etats-Unis par jour. Donc il y a un plafond à la vente des produits agricoles et par conséquent un plafond aux prix de ces produits. Or n'oubliez pas que plus de la moitié de l'humanité vit encore du travail agricole.

Par conséquent lorsque vous faites monter indé-

finiment à la fois le crédit et les prix des marchandises, vous faites monter à la fois les salaires et peut-être les illusions. La rupture se fait fatalement. Si vous revenez aux statistiques, vous constatez un fait qui est clair comme le jour: alors que les prix industriels n'ont cessé de monter en Amérique jusqu'à la fin de 1930, alors que les valeurs de bourse ont fait la chevauchée magnifique dans les cieux jusqu'à la fin de 1929, la courbe moyenne des produits agricoles n'a cessé de baisser depuis 1927. Il y a un ciseau entre les deux courbes. Et nous arrivons à la conclusion que fatalement il faut remettre de temps en temps le prix des produits industriels au niveau des capacités de consommation de la majorité des consommateurs qui sont dans le monde soit des agriculteurs, soit des gens dépendant de l'agriculture.

Les problèmes que je viens de vous exposer, les Etats leur ont cherché des solutions. Jusqu'à présent, deux solutions, je ne dis pas deux remèdes, ont été trouvées, ou du moins ont été poursuivies. L'une, c'est la solution du communisme. Pour résoudre l'anarchie et les iniquités de la distribution, les Soviets ont supprimé la distribution, ils ont établi le monopole du commerce intérieur et du commerce extérieur. Ils n'y ont réussi dans l'ordre social qu'en supprimant toute civilisation telle que

nous l'entendons, et dans l'ordre économique, que parce qu'ils avaient affaire à une économie extrêmement réduite où il y avait très peu de produits à distribuer en quantité, et moins encore en qualité. Quant aux autres Etats, tous se sont orientés vers une solution dont je ne suis pas sûr qu'ils voient la fin, mais dont ils espèrent par ailleurs de grandes facilités politiques; c'est le nationalisme économique, c'est le protectionnisme.





TROISIÈME CONFÉRENCE

LE NATIONALISME ÉCONOMIQUE

JE veux exposer aujourd'hui devant vous une question qui met en jeu, non seulement les intérêts des peuples, mais aussi leur sensibilité. L'alliance de ces deux mots, nationalisme et économie, vous le sentez bien, est un mélange des plus délicats. J'estime que chaque nation doit de toutes ses forces développer ses chances, les préserver et les mettre en valeur. J'estime que la civilisation est faite, dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel, de la concurrence des individus et des groupes, par conséquent des nations. Donc, je ne condamnerai en aucune manière, aucun effort sous aucune forme pour exalter le prestige national. La seule question que je vais traiter aujourd'hui c'est de savoir si le nationalisme économique est un bon moyen de développer les forces réelles des nations.

Qu'est-ce qu'on appelle nationalisme économi-

que? Il se définit en peu de mots. Le nationalisme économique consiste à réserver le marché national aux produits nationaux.

Vous connaissez, ou du moins vous avez entendu parler des procédés nombreux par lesquels les gouvernements s'efforcent de réaliser cette politique sous la poussée des intérêts et des passions de leurs électeurs. Le procédé le plus simple, qui a été en usage général pendant la guerre, c'est ce qu'on appelle la prohibition pure et simple des marchandises étrangères à l'entrée et à la sortie.

Je ne m'attarderai pas sur cette formule simpliste. Je voudrais vous faire remarquer, puisque vous êtes Américains, qu'il y a des formes de prohibition directes ou indirectes et que certaines, sans avoir l'air de prohibitions au sens économique, sont au contraire le plus subtilement et le plus efficacement économiques. Par exemple, la prohibition des boissons qui existe aux Etats-Unis. Cette grande mesure a incontestablement une origine idéaliste et hygiénique, mais elle a encore beaucoup plus une origine de canalisation des besoins proprement dits, et c'est la raison profonde de son succès. Avant la prohibition, on calculait que la boisson entraînait dans le budget d'un ouvrier pour environ 35 p. 100. Le calcul qui a été fait par un certain nombre de grands industriels, visait à sup-

primer cette dépense, ou plutôt à l'orienter obligatoirement vers d'autres dépenses proprement industrielles. C'est ainsi que ces 35 p. 100 ont probablement été orientés vers l'achat d'autos, de radios, etc. A l'heure actuelle, vous le sentez bien, il y a des intérêts industriels extrêmement puissants liés au maintien de la prohibition, parce que la part de revenu national qui irait aux boissons, est employée à consommer des produits industriels. C'est une politique comme une autre d'essayer de canaliser les plaisirs au profit de certaines industries.

Une autre formule que vous connaissez bien, c'est celle des tarifs douaniers proprement dits — tarifs spécifiques, c'est-à-dire où l'on taxe la marchandise suivant sa quantité, tarifs *ad valorem*, où l'on taxe suivant le prix. Je n'hésite pas cependant à vous dire que les tarifs en général aujourd'hui ne sont pas faits pour eux-mêmes, mais pour servir d'instruments de marchandage, pour donner matière à des concessions réciproques. Une des choses qui troublent le plus l'évolution économique du monde, c'est que chacun élève des barrières, non seulement au niveau de son intérêt présumé ou réel, mais au-dessus de ce niveau afin de pouvoir plus facilement discuter avec le voisin et obtenir des concessions.

Il y a d'autres formules, notamment les tarifs

ferroviaires préférentiels pour écarter les marchandises étrangères, les tarifs de transport pour éviter la concurrence aux marchandises nationales. Au Canada, pour l'immigration, il y a eu des formules de ce genre. Le transport des immigrants de Liverpool dans l'Ouest canadien coûtait moins cher que le transport des Canadiens français dans l'Ouest.

Dans l'Europe centrale, on interdit présentement de payer les marchandises achetées à l'étranger: exemple, l'Allemagne et la Hongrie. Le gouvernement allemand et le gouvernement hongrois défendent la sortie de toute espèce d'argent, ce qui équivaut à une prohibition des plus efficaces.

Le contingentement est tout simplement la fixation d'un certain montant de marchandises qu'on ne peut dépasser à l'importation. Ce système est plus ou moins bien inventé. En général le contingentement est épuisé dans la première semaine par les importateurs les plus habiles.

Il y a un procédé de protectionnisme plus subtil, celui qu'on applique sous prétexte de mesures d'hygiène. Dans tous les pays du monde ou presque, quand il entre trop de bétail et qu'on ne veut pas dénoncer les traités de commerce, on déclare que ce bétail est contaminé par une maladie, par exemple, la fièvre aphteuse. En France, nous ex-

portons des cerises en Angleterre; les Anglais trouvent nos cerises excellentes jusqu'au 15 juin parce que les leurs ne sont pas encore mûres. Mais après cette date, ils les déclarent véreuses et ils en arrêtent l'importation.

Le nationalisme économique a ses raisons; les unes sont légitimes, les autres ne le sont pas. Le protectionnisme est légitime lorsqu'il s'agit de sauvegarder la subsistance d'une classe sociale qui, sans cela, non seulement serait appauvrie, mais menacée d'émigration. Je prends le cas de nos paysans français. On comprend rarement à l'étranger la question française du blé. Elle est très simple. Près de la frontière belge on n'a guère besoin de protection. Au-dessus de la Loire, les terres produisent de 20 à 30 quintaux à l'hectare, il n'y a donc pas besoin de protection. Au-dessous de la Loire, c'est-à-dire dans presque les deux-tiers du territoire, le paysan français n'arrive à produire que 10 à 11 quintaux à l'hectare. Par conséquent, il ne peut supporter la concurrence du blé étranger. Mais alors pourquoi fait-il du blé? C'est là que se pose la question sociale: c'est parce que la terre ne peut produire autre chose, et que si nous ne protégeons pas le producteur, il émigrerait.

Une autre raison qui peut justifier dans certains cas le protectionnisme, c'est la défense nationale.

Il faut entretenir des industries de défense nationale à grands frais, par exemple l'aviation ou certaines industries chimiques. Il est enfin normal que, lorsqu'une concurrence étrangère emploie des moyens, je dirai, irréguliers, et tente à dessein d'écraser un marché, le gouvernement de l'Etat menacé défende ses nationaux par des mesures de protection contre le *dumping*. Autre raison qui peut justifier les mesures douanières plus ou moins rigoureuses: la commodité fiscale. Les douanes, on l'oublie très souvent, sont une des plus importantes recettes fiscales des Etats et une des plus commodes à percevoir. S'il est beaucoup plus facile d'imposer la marchandise que le contribuable, il est aussi beaucoup plus facile d'imposer la marchandise étrangère que la marchandise nationale.

Il y a aussi, avons-nous dit, des justifications mauvaises. La première que je me permettrai de combattre, c'est la justification patriotique. On se sert, aujourd'hui, pour soutenir les mesures de protectionnisme dans tous les pays, les mesures les plus exagérées et les plus incohérentes, d'arguments sentimentaux, prétendant qu'il s'agit de défendre le travail national, l'étendard national. Cela est faux: le patriotisme n'a rien à voir là-dedans. J'en donnerai deux exemples. L'Angleterre victorienne a été entièrement libre-échangiste; or, c'est

elle qui a fait l'Empire britannique, et personne ne peut supposer que les Anglais du temps de Victoria manquaient de patriotisme. Autre exemple. Il y a en Europe un pays qui a toujours manifesté du goût pour la liberté des échanges, c'est la Belgique, et on ne peut contester le patriotisme des Belges. Laissons donc de côté le sentiment dans ces affaires.

Le protectionnisme est-il le moyen de fortifier et d'enrichir une nation? Pour en juger, il n'est tout de même pas indifférent de jeter un regard en arrière, car enfin, nos pères ont lutté pendant tout le Moyen-Age et jusqu'à la fin de l'ancien régime pour ce qu'on appelait la liberté: la liberté des échanges, la liberté des mouvements, la liberté de circulation des hommes. Il ne faut pas oublier que si nous avons eu, au 19^e siècle et au commencement du 20^e, cet épanouissement merveilleux et inouï de civilisation matérielle, c'est en grande partie parce que, d'une part, l'univers a été policé et que, étant policé, la circulation pouvait se développer.

A ce sujet, il faut bien comprendre que la vie — non seulement économique, mais sous toutes ses formes depuis l'atome jusqu'à la vie de l'homme — est fondée sur l'équilibre. Et il n'y a pas d'équilibre sans échanges. Regardez autour de vous, soit

chez les arbres, les insectes ou les plantes, vous verrez que tous ces êtres, jusqu'aux plus humbles, vivent par l'échange soit d'aliments, soit de respiration, etc. Supprimez ces échanges, et dans un temps plus ou moins long vous vouez ces êtres à la mort.

Ce sont les échanges qui ont fait que le 19^e siècle a été le siècle du progrès rapide. C'est la liberté des échanges et de la circulation qui a permis l'immense accroissement de la natalité qui a caractérisé le 19^e siècle. Connaissez-vous les chiffres, ils sont impressionnants: au début du 19^e siècle, l'Europe avait à peu près 100 à 150 millions d'habitants; aujourd'hui elle en a plus de 400,000,000; le nombre des habitants a donc triplé. La population de l'Amérique du Nord, pendant ce temps, passait de 1 à 35 et cette augmentation provenait surtout des surplus de la natalité européenne. Et l'augmentation de la natalité en Europe a été en grande partie provoquée par l'ouverture des horizons du monde, car il y a cet autre fait que depuis Saint-Louis, soit depuis le 13^e siècle jusqu'au 18^e, la population de l'Europe n'avait presque pas changé.

Cela nous amène à une constatation importante, sur laquelle je vous demande la permission d'appeler votre attention. Il y a deux facteurs qui

font naître les enfants des hommes. Le premier, c'est la loi morale, la loi religieuse; le second, c'est la chance de nourriture et de travail qui s'offre à l'ambition des hommes. Eh bien! ces chances ne peuvent s'offrir si les frontières se ferment. Vous en avez aujourd'hui l'exemple tragique dans le fait que la surpopulation européenne détermine dans tous les pays une baisse rapide sinon dramatique de la natalité.

Le protectionnisme exagéré a pour premier effet de provoquer la hausse des prix intérieurs, parce que le protectionnisme exagéré aboutit à une sorte de monopole au profit des producteurs intérieurs. Cela conduit à un appauvrissement social parce que — là encore c'est une idée qu'il faut avoir le courage d'affirmer — il n'est de progrès de la civilisation que par l'abaissement des prix des marchandises destinées à l'alimentation. C'est une des erreurs les plus diaboliques de notre temps que de croire que la hausse des prix soit une cause d'enrichissement; ce qui est vrai, c'est qu'elle aboutit à l'amputation du revenu de chaque individu.

Si vous regardez l'évolution du 19^e siècle, vous verrez que son grand honneur vis-à-vis de la postérité, ce qui lui vaudra beaucoup plus que les inventions et les plaisirs, et qui lui vaudra la reconnaissance de l'histoire, c'est que pendant ce siècle,

en valeur-or, le prix des marchandises et des biens n'a cessé de baisser, c'est-à-dire que les marchandises ont été mises à la disposition d'un nombre de plus en plus grand d'individus sur place et au loin. Un minimum de nourriture et de biens a été mis à la portée même des plus misérables. Si vous amputez le revenu, vous diminuez virtuellement la consommation et, par conséquent, vous atteignez d'abord votre propre marché.

En second lieu, par un enchaînement nécessaire et immédiat, la hausse des prix entraîne la hausse des salaires et cette hausse des salaires de l'industrie se propage à tous les corps de métier, même à ceux qui n'ont rien à faire avec l'industrie. Et vous assistez à ce phénomène que dans une société protectionniste comme les Etats-Unis, par exemple, on ne peut avoir les services nécessaires, parce que le travail ne consent à travailler que là où il est rémunérateur. Vous assistez à la disparition d'une quantité de services dans la société, notamment, aux Etats-Unis encore, la disparition presque totale des domestiques.

Je voudrais attirer tout particulièrement l'attention des jeunes gens qui sont appelés à devenir les chefs d'industrie du pays sur le fait que l'excès de protection amène un affaiblissement technique de l'industrie. Cela peut être très contesté en théorie,

mais en fait les exemples sont éclatants. Prenons la France. Quelles sont ses industries fortes, les plus riches, celles qui, dans le monde entier, ont porté leur étendard et réalisé des bénéfices? Ce sont les industries libre-échangistes: la soie de Lyon, la laine de Roubaix-Tourcoing, l'article de Paris, que vous connaissez bien, qui ont résolu la question du protectionnisme depuis longtemps en se protégeant par leur génie d'invention et non pas par la protection douanière. Quand vous protégez le fer, vous enchérissez la matière première de la machine; par conséquent, vous favorisez l'importation de la machine étrangère. Si vous protégez la machine à son tour, vous obligez les industriels à employer une machine médiocre et trop chère, qui marche mal et qui produit à des prix de revient excessifs. Citons le cas des Etats-Unis, un des plus intéressants et des plus décisifs. Les Etats-Unis sont, au point de vue outillage, le premier pays du monde en quantité de machines, mais sauf pour les machines très grosses, qui n'ont précisément leur emploi que dans un marché aussi vaste, il n'y a pas une seule machine où les Américains puissent soutenir la concurrence de l'étranger. En voulez-vous la preuve? Supposez que demain les Américains abaissent leur tarif de 25%, ils seront les premiers à vous dire que leur industrie sera rui-

née. Mais ne voyez-vous pas ce spectacle: le pays le plus riche de la terre en ressources naturelles, en capital et peut-être en organisation sociale, le pays — il faut lui rendre cette justice — qui a fait l'effort matériel le plus remarquable, ce pays s'est précipité dans une dépression sans nom, par un excès de protectionnisme qui a abouti à la crise dont nous souffrons aujourd'hui. Les États-Unis ne sortiront pas de la crise tant qu'ils ne sortiront pas de leur hyperprotectionnisme.

En général, l'un des monopoles les plus protégés, ce sont les chemins de fer. Dans tous les pays, on a établi pendant longtemps le monopole de la circulation du transport, sans aucune concurrence. Je crois, sans porter atteinte à la dignité des ingénieurs ni des administrateurs, que l'industrie des chemins de fer est aujourd'hui la plus arriérée du monde. Je ne fais le procès de personne: dans toutes les nations, c'est la même chose. Lorsqu'il n'y a pas de concurrence, il ne peut y avoir d'effort ou d'invention.

La protection amène aussi un affaiblissement commercial. Vous pensez bien que lorsqu'un pays se ferme il ne tarde pas à ne plus pouvoir commercer avec le dehors. Pour deux raisons: d'abord, parce que son attitude provoque des représailles et, ensuite, parce que ses produits deviennent trop

chers; en réalité il ne fait que reculer pour mieux sauter. Je me rappelle avoir entendu raconter l'histoire suivante. A la frontière franco-belge, il y avait deux verreries, l'une belge, l'autre française. A ce moment-là, les Belges étaient libre-échangistes, et les Français, depuis 1892, s'acheminaient vers le protectionnisme. Tous les trois ou quatre ans, l'industriel français réclamait à son gouvernement un droit de douane pour le protéger contre son concurrent belge. Le verrier belge disait: "Je vais perdre le marché français pendant une ou deux années, après cela, les prix de mon concurrent seront tels, son usine sera si mal organisée, que je reprendrai ce marché". Cette histoire s'applique à toutes les industries qui sont trop protégées.

Il y a une industrie qui est toujours sacrifiée, c'est l'agriculture. On ne peut la protéger efficacement, sauf dans les pays — et ils sont peu nombreux, je crois qu'il y en a un ou deux dans le monde — où l'on consomme sur place toute la production. Comme je l'ai exposé l'autre jour, il y a une surproduction agricole dans le monde entier, d'abord, nécessairement, parce que c'est la production la plus facile, la moins ajustée aux changements des besoins et aussi, parce qu'il y a un plafond à la consommation des produits agricoles. Cette consommation ne pourrait augmenter que si

la population augmentait; or, depuis la guerre, elle diminue. Vous avez un grand nombre de pays exportateurs de denrées agricoles; si vous mettez l'industrie de ces pays à l'abri d'un régime protectionniste qui fasse monter les prix intérieurs, les produits agricoles ne pourront plus sortir.

C'est toute l'histoire du déclanchement de la crise aux Etats-Unis. Regardez l'immense transformation sociale qui se produit dans ce pays. Je crois qu'il n'y aurait rien de plus passionnant pour un historien qui en aurait le temps, que de faire l'histoire de la transformation sociale, morale, et je dirai — au sens noble du mot — politique des Etats-Unis, depuis 40 ans. Qu'est-ce que c'était que la vieille Amérique? — ceux qui ont fait le drapeau étoilé? C'étaient des *farmers*, des gens qui vivaient du sol et dans la liberté. Depuis trente ans, toute la vieille République, tous ceux qui ont fait l'étendard américain sont ruinés par les *mortgages*, et ils ne pourront pas en sortir parce qu'ils ont donné à leur industrie une protection exagérée, qui a tendance à enchérir le prix de revient de l'agriculture, alors qu'il lui faudrait produire bon marché pour vendre au dehors. Durant la présente campagne présidentielle, vous voyez ce problème se poser partout sans que personne l'ose aborder, parce qu'il met en con-

flit la grande tradition de l'Amérique de jadis et les intérêts énormes de l'Amérique d'aujourd'hui.

Les excès du protectionnisme aboutissent à ce que vous voyez autour de vous. Dans l'ordre international, c'est la suppression du commerce. Vous avez des gens qui disent: "Le commerce international, cela ne nous intéresse pas, c'est loin". Qu'est-ce que c'est que le commerce international? Mais ce sont tous les gens qui vivent du transit: les compagnies de navigation, les compagnies de chemins de fer, les gens qui construisent des wagons, qui construisent des bateaux, qui fournissent le matériel roulant, c'est toute la métallurgie et toutes les industries qui s'y rattachent. Les chantiers navals et les usines de construction de matériel et de chemins de fer sont arrêtés en Angleterre pour la raison que les tarifs sont trop hauts. Du moment qu'il n'y a pas d'échanges, il n'y a pas de transport, et quand il n'y a pas de transport, à quoi sert de construire des bateaux, des chemins de fer, etc.?

Puis-je m'arrêter un instant, après avoir parlé de la circulation des marchandises, à la circulation des hommes. C'est un sujet délicat, mais nous le traiterons en peu de mots, comme au laboratoire, tout à fait objectivement. L'histoire de l'Europe au 19^e siècle a été l'histoire d'une prodigieuse natalité,

dont le surplus s'écoulait vers les pays neufs. Cela est complètement arrêté, parce que la natalité a diminué et que la circulation est restreinte par les mesures protectionnistes. L'immigration n'est pas seulement arrêtée chez vous, elle est aussi arrêtée aux États-Unis, en Australie et dans tous les pays exotiques, neufs. Quel en est le résultat? Pour un homme qui observe et qui regarde de près les chiffres, c'est très simple, très clair et très prophétique. Dans tous les pays neufs aujourd'hui, il y a raréfaction et hausse du prix de la main-d'oeuvre. En Europe, continent surpeuplé, baisse foudroyante du prix de la main-d'oeuvre. Voulez-vous des chiffres? A l'heure actuelle, je crois qu'en Amérique un manoeuvre est encore payé au bas mot \$4 par jour. Savez-vous quel est le salaire en France, non pas de simples manoeuvres, mais d'ouvriers déjà qualifiés? \$1 par jour. Savez-vous quel est le salaire en Allemagne? Un demi-dollar par jour. Quant au salaire en Italie, je ne puis le dire, car les ouvriers italiens touchent le salaire qu'on veut leur donner. Je ne vous parle pas de l'Europe orientale où j'ai entendu un jeune homme, au bord de la mer Noire, me dire en cirant mes chaussures: "Comme je vous serais reconnaissant si vous pouviez me trouver en France un emploi où je gagnerais au moins un franc par jour".

Je vous disais donc que ces chiffres sont prophétiques. Ils le sont en effet. Il sera impossible si la situation reste ce qu'elle est pour les pays neufs de soutenir la concurrence des pays européens; la différence des prix de revient sera telle que l'Europe de nouveau submergera ses anciennes colonies de ses produits. Et alors, c'est à voir si le continent américain et, surtout les États-Unis, en maintenant leur protectionnisme excessif, en multipliant les barrières, voudront courir ce risque plutôt que de rétablir les échanges.

Les excès du protectionnisme en ce qui concerne la circulation des hommes ont une autre conséquence — et cela est très clair sur la carte — c'est de nous préparer la guerre. Regardez les trois taches sur la carte du monde où l'on voit se dessiner la menace d'une guerre: c'est le Japon, c'est l'Allemagne, c'est l'Italie. Qu'est-ce que c'est que ces trois pays? Ce sont les trois pays migrants qui ne peuvent plus exporter leurs hommes; ne pouvant plus les exporter dans la paix, tôt ou tard, ils chercheront un exutoire dans la guerre, tout simplement parce qu'on a interrompu à l'excès le courant de circulation des hommes.

Une autre conséquence, c'est dans le monde entier une baisse de la natalité humaine, car il faut bien que les surplus de population de chez nous—

je ne dis pas moralement, mais je dis matériellement — se résorbent.

Je conclus. Il y a un protectionnisme sain. C'est celui qui s'attache à sauvegarder les positions sociales essentielles, qui, sans cela, seraient menacées. Mais le protectionnisme tel que nous en voyons l'épanouissement aujourd'hui dans le monde, par une sorte de maladie contagieuse qui se propage elle-même terriblement, c'est une forme du moindre effort. C'est le moindre effort politique qui a créé cette façon de résoudre les problèmes économiques. C'est ce qui donne au nationalisme économique son caractère essentiel, lequel est d'être incohérent. Pourquoi est-il incohérent? Parce qu'il représente exactement la façon dont travaillent les hommes politiques qui, par profession et par nécessité, travaillent aujourd'hui dans l'incohérence. De nos jours, quand un gouvernement fait du nationalisme ou du protectionnisme économique, il ne suit pas un plan. Le gouvernement, c'est un Monsieur assis sur une chaise, éclairé par une lampe plus ou moins claire; il n'a qu'une idée, c'est d'attendre les affaires, mais surtout de ne pas les faire venir si elles ne viennent pas toutes seules. Elles viennent en effet toutes seules, mais comment? Pas suivant un plan, elles viennent individu par individu, groupe par groupe, suivant

l'horaire des chemins de fer ou la pression de la politique. Et alors, un tel vient demander un droit de douane, un autre vient demander une prohibition ou un contingentement. Chacun a avec lui deux ou quatre citoyens porteurs de lettres de recommandation qui ont été dictées par un député ou un sénateur de la majorité parlementaire. Le gouvernement déplace alors un pion, non pas en suivant un plan, mais le pion qui fera que le groupe venu par hasard dans son bureau sera satisfait en sortant et votera pour lui. Le résultat, c'est que vous avez dans tous les Etats un nationalisme économique, dont la définition est bien simple: la somme anarchique des intérêts particuliers dans la suite où ils se présentent à la politique pour la faire chanter.

Il y a des remèdes; ce sont les traités de commerce stables, les cartels et les ententes privées, mais pour aborder ces remèdes, il faut que nous prenions une connaissance d'ensemble des grands courants commerciaux actuels. C'est ce que je tâcherai de vous montrer dans les deux prochaines conférences.

En terminant je voudrais vous dire ceci. Ou bien le monde, les hommes reviendront à une notion, je dirai plus clairvoyante de leur égoïsme, et ils feront cadrer leur égoïsme avec la nécessité vita-

le que je vous exposais au début de cette conférence, à savoir, l'échange. Ils tâcheront de progresser par l'émulation et en se faisant profiter les uns les autres de leurs progrès et alors la crise actuelle, l'indécision où nous sommes, sera vite terminée. Je suis persuadé qu'une ère de prospérité très belle, très longue, commencerait si seulement un des grands peuples protectionnistes du monde, les États-Unis, donnait l'exemple du dégrèvement douanier. Ou bien ils persisteront dans la voie actuelle et il n'est pas besoin d'être grand prophète pour prédire, non seulement une crise aggravée, mais une guerre dans un avenir prochain. Vous êtes jeunes, vous avez confiance dans la vie, et pour les peuples comme pour les hommes, le moyen de réussir c'est d'aller droit à son voisin, de le regarder en face et de lui dire: "Moi, j'ai telle chose, toi, telle autre, faisons échange de notre esprit et de notre travail, prêtons-nous secours, mais ne nous enfermons pas chacun derrière une muraille, car une muraille fermée, le protectionnisme total, eh bien! c'est la prison, et personne ne veut y aller".



QUATRIÈME CONFÉRENCE

TRAITS CARACTÉRISTIQUES DU COMMERCE EUROPÉEN

QUELS sont les caractères généraux du commerce européen ? Pour comprendre la position de chaque pays, il faut avoir d'abord une vue d'ensemble des conditions générales de l'activité et des échanges de l'Europe. Le caractère essentiel de la civilisation européenne a été l'expansionnisme. Si vous reprenez l'histoire de chacun des grands peuples qui ont brillé à travers les siècles en Europe, vous verrez que leur fortune a toujours été en dépendance de leur puissance d'expansion au dehors du continent. Pour me borner à l'époque moderne, rappelez-vous la fortune des Portugais qui a été d'une gloire, d'un éclat bien oubliés aujourd'hui et qui a duré cent ans, — le temps et la durée de leur puissance d'expansion au dehors. De même pour l'Espagne. Au 16^e

siècle, ce pays a donné à l'humanité le spectacle d'une sorte de feu d'artifice merveilleux. Eh bien! ce feu d'artifice était alimenté par la force de conquête et d'expansion de l'Espagne au dehors. Dès qu'elle eut perdu sa force expansionniste, la métropole espagnole est tombée en décadence. Regardez les Hollandais qui ont perdu une partie de leur Empire, mais qui, parce qu'ils ont réussi à en conserver une autre partie, sont restés tout de même un des peuples les plus riches de l'Europe actuelle. L'histoire des Français, comme celle des Anglais, l'histoire des luttes et de la prépondérance alternée des deux grandes nations occidentales de l'Europe a été, depuis trois siècles, l'histoire de leur rivalité, non seulement pour la conquête, mais pour la civilisation et l'aménagement du monde. Tous les peuples européens sont colonisateurs, et même ceux qui sembleraient, en raison de la faible étendue de leur territoire, ne pas avoir de grandes chances de se répandre au dehors, même ceux-là sont colonisateurs, et quelquefois comptent parmi les meilleurs colonisateurs. Je n'en veux d'autre exemple que celui du peuple belge qui a constitué au centre de l'Afrique, au Congo, une magnifique colonie, une colonie modèle, bien plus grande que son territoire européen.

Il y a encore un autre phénomène plus curieux,

c'est que les Européens, quand ils n'ont pas de territoire à l'extérieur de leur continent, quand ils n'ont pas réussi à se procurer des colonies, restent colonisateurs quand même; ils exportent des hommes ou des entreprises. Vous en avez un exemple fort curieux dans le peuple grec. Tous ceux d'entre vous qui ont visité la Méditerranée ont certainement été frappés par le fait que le territoire de la Grèce est presque inexistant. La Grèce, c'est quelques ports adossés à des rochers, et on se demande comment ce pays, aussi bien dans l'antiquité qu'à l'époque contemporaine, a pu avoir un tel rayonnement dans le monde. La raison est toujours la même, elle a toujours été la même depuis la plus haute antiquité jusqu'à l'heure actuelle : c'est que du peuple grec, la majorité, est hors de la Grèce même, dans les colonies lointaines. Je crois que la colonie grecque la plus importante dans le monde est à Alexandrie. Un fait qui montre bien la puissance, le besoin d'expansion qui est dans le génie, dans l'âme européenne, c'est que les Grecs, qui n'ont pas de commerce chez eux ou très peu, ont réussi à conserver une des premières marines marchandes du monde, en exportant leur marine. Leur marine ne travaille pas sur la Méditerranée, elle travaille sur les côtes de l'Amérique du Sud,

sur le Pacifique. Elle s'est expatriée, mais elle est restée grecque.

Un autre exemple de colonisation sans territoires nous est fourni par les Italiens, qui sont revenus tardivement à leur situation de puissance importante. Ils constituent, comme population, des colonies considérables dans presque tous les pays du monde. Les peuples balkaniques, les plus miséreux de l'Europe, ont donné l'exemple de la colonisation par peuplement. Je crois qu'un tiers de la population actuelle de New-York est d'origine balkanique ou européenne orientale.

Il faut bien avoir présente à l'esprit cette première idée, ce premier caractère de l'Europe expansionniste pour sentir, non seulement en matière économique mais dans tous les domaines, ses réflexes permanents et profonds. Pourquoi l'Européen est-il expansionniste? Pour des raisons qui tiennent à la nature et pour d'autres qui tiennent à sa tradition morale. L'Europe a une nature privilégiée, non seulement par les ressources, mais surtout par le climat. Cette nature privilégiée, à toutes les époques, a favorisé des surplus de population, les naissances nombreuses, et aussi les surplus de richesses et de ressources. En outre, la carte de l'Europe, la constitution de l'Europe physique, est ouverte de tous côtés: c'est peut-être de tous les con-

tinents celui qui est le plus profondément et le plus diversement pénétré par la mer. De sorte que l'extérieur appelle l'Européen.

Mais il y a aussi des causes morales. Même dans l'histoire la plus matérialiste, la plus économique, les faits moraux ont une grande importance. Dans la fortune de l'Europe, il ne faut pas oublier la notion de l'homme que le Christianisme a donnée aux Européens. L'Européen est évangélisateur et cela se manifeste non seulement quand il est croyant, mais même quand il est incroyant. Vous en voyez la preuve dans le fait que toutes les théories européennes, tous les systèmes de pensée européens, ont le caractère commun d'être universalistes. Un Européen ne conçoit jamais que son action ou sa pensée puisse être limitée à un cadre donné, à un cadre géographique. Vous savez que les Espagnols, au 16^e siècle, alors qu'ils étaient le premier peuple colonisateur, avaient chez eux une polémique au sujet de la conversion des Indiens et des moyens de les élever à la condition d'hommes civilisés. Déjà, à cette époque, c'était une question qui hantait les colonisateurs. Chez les Anglais, la conquête du monde ou du moins de l'Empire, s'est faite sous le signe du peuple élu, c'est-à-dire d'une idée évangélisatrice orgueilleuse, mais encore évangélisatrice. Si vous suivez toutes les

phases de la pensée française, dans le domaine de la philosophie et de la sociologie, vous vous apercevrez qu'une de ses qualités, qui est aussi un de ses défauts, c'est de toujours légiférer pour l'univers entier, sans se rendre compte de la différence des positions et des situations.

J'ajoute un trait qui n'est pas sans importance: le Christianisme, même dans l'esprit des incroyants, a fait disparaître une des causes les plus opposées au commerce des hommes: la xénophobie. Si vous vous reportez à l'histoire des peuples antiques ou des peuples exotiques, même actuellement, vous verrez que tous ont la haine, la répulsion de l'étranger. Je crois que, sans paradoxe, on peut dire qu'une des grandes forces de l'Europe, non seulement au Moyen-Age, mais même à l'époque moderne, force qui lui a servi à développer son commerce, c'est que l'Européen considère toujours un autre homme comme son semblable, peut-être plus ou moins dégénéré, mais néanmoins comme son semblable. Il n'a pas la haine de l'étranger et c'est cela qui a facilité l'échange avec les autres peuples.

Inversement, et c'est là que la situation de l'Europe et, je dirai, les réflexes de l'Europe, deviennent plus difficiles à saisir — inversement, cette Europe, qui est expansionniste par définition, est, de tous les continents, le plus varié, le plus divisé, le

plus découpé à l'intérieur. C'est un continent dont la variété des ressources, dont la configuration géographique et physique, — il suffit de s'y promener pendant quelques semaines pour le constater — entraîne la multiplicité des Etats, des intérêts, des nations et des frontières. Par conséquent, alors que l'âme, l'esprit et le génie européens, par définition, étaient orientés vers la conquête du monde, à l'intérieur même de l'Europe subsistait et se développait un compartimentage assez étroit. D'où la grande marque de la politique commerciale de l'Europe qui est le conflit entre deux tendances: la tendance expansionniste et la tendance nationaliste. Ce conflit, qui vous paraît peut-être dans mon exposé préalable un fait abstrait, nous ramène à l'intelligence de la carte actuelle du monde. Vous ne pouvez comprendre la géographie économique, commerciale et coloniale d'aujourd'hui que si vous savez ceci: l'Europe a conquis et civilisé le monde, mais elle l'a fait sous des couleurs nationales différentes et le plus souvent rivales, de sorte que cet antagonisme devait se refléter dans la politique commerciale et dans la structure même des échanges de l'Europe. Chaque Etat européen a cherché à se faire un équilibre économique et commercial particulier contre ses voisins en Europe, mais hors du continent. D'où cet aspect du colonialisme euro-

péen: chaque nation, rivale de sa voisine en Europe, allant porter son drapeau sur les terres lointaines en rivalité également avec ses voisins. Telle a été la longue phase des rivalités coloniales, dont vous avez eu l'achèvement dans l'élaboration de la théorie qu'on appelle l'autarchie impériale: chaque nation européenne, chaque Etat, a cherché à constituer un Empire complet, comportant une métropole et des colonies, les colonies et les métropoles devant, par la protection et l'échange, former un équilibre parfait. Cette rivalité a plus que facilité, elle a surexcité la mise en valeur du monde jusqu'au moment où, après la Grande Guerre, les pays neufs, les pays que l'Europe avait équipés, outillés, et dans une certaine mesure instruits, ont fait concurrence à leur tour à la mère-patrie, au continent d'où venait leur civilisation.

A partir de ce moment, vous assistez en Europe à deux réflexes qui sont tout à fait nouveaux, significatifs, et qui n'apparaissent pas au premier abord dans l'extrême confusion des gestes politiques ou des concurrences internationales, mais qu'il faut avoir bien nets devant les yeux pour suivre l'histoire contemporaine. Devant la concurrence des pays neufs et de ses propres colonies, le réflexe de l'Europe a été, dans l'ordre économique, d'essayer d'atténuer ses divisions intérieures et ses

rivalités nationales et de s'organiser comme une unité économique continentale vis-à-vis les pays neufs. De là sont sortis tous ces projets plus ou moins bien définis, exposés soit dans des parlottes privées, soit à Genève; de là est sorti le projet de fédération économique de l'Europe; de là sont sortis maints essais et maintes réussites en ce qui concerne la formation des cartels et des ententes entre des industries autrefois rivales de différentes nations de l'Europe. Voilà le premier réflexe de l'Europe après la guerre.

Un second réflexe de la part des nations qui étaient le plus favorisées, si je puis dire, au point de vue colonial, a été d'essayer de reprendre le rêve de l'autarchie impériale, c'est-à-dire du système mixte européen et exotique, sur des bases nouvelles, plus prudentes, en négociant avec les colonies ou avec les Dominions. Et je n'ai pas besoin d'insister en vous disant que les conférences impériales britanniques sont une des formules de cette nouvelle réaction. Je terminerai cette première partie plutôt générale, mais que je crois nécessaire avant de faire l'exposé de la position commerciale de l'Europe, en vous disant que l'Europe ne peut pas, quoi qu'il arrive, cesser d'être expansionniste à cause de son excès de peuplement.

Vous allez maintenant comprendre plus facile-

ment les caractéristiques proprement commerciales et les méthodes commerciales du continent européen. En principe, l'Europe vend aux autres continents des produits manufacturés et transformés, et elle leur achète des matières premières et des denrées alimentaires. Cela c'est la base même des échanges coloniaux telle qu'elle fut constituée à l'origine. Encore aujourd'hui, l'Europe est restée exportatrice surtout de machines et de tissus, qui sont les deux types de produits transformés les plus abondamment achetés dans le monde entier. En revanche, je viens de vous le dire, l'Europe achète des matières premières et des denrées alimentaires.

Mais, dans cet équilibre, il s'est produit depuis la guerre une révolution, et cette révolution est en partie la cause du désordre actuel de l'économie universelle. Les matières premières que l'Europe achetait autrefois, les pays neufs maintenant les transforment, tendent à les transformer de plus en plus. Et les produits créés par cette transformation concurrencent les produits de l'Europe.

Mais la révolution la plus profonde s'est accomplie dans l'ordre agricole. Insistons un peu, car le problème agricole, qui semble très banal, est un des moins bien connus. Avant la guerre les pays neufs réussissaient à écouler en Europe à peu près tout leur excédent de production en denrées ali-

mentaires et en céréales. Quand la guerre est venue, l'agriculture européenne a été pour ainsi dire suspendue; les terres sont restées en friche, le travail rural a été désorganisé dans les pays belligérants. De plus, au lendemain de la guerre, le grand réservoir de céréales de l'Europe, la Russie, a été coupé du reste du continent. Les pays neufs ont dû alors suppléer par une production intensive à l'absence, si je puis dire, de la production européenne. De sorte que les pays neufs non seulement ont eu à fournir à l'Europe l'appoint déjà important de céréales et de denrées alimentaires qu'ils lui fournissaient avant la guerre, mais ils ont dû y ajouter un supplément très considérable, compensant la non-production de denrées alimentaires des pays qui avaient souffert de la guerre. Et c'est cela qui est l'origine, si l'on peut dire, technique de la surproduction agricole dans les pays neufs.

Que s'est-il passé ensuite? Ceci que sept ou huit ans après la fin de la guerre, l'Europe, elle, avait reconstitué peu à peu son agriculture, était devenue le fournisseur de ses propres consommateurs et même, dans certains cas, grâce au perfectionnement du machinisme, produisait plus qu'avant la guerre. Et puis, en ces derniers temps, le fournisseur russe, disparu entièrement du marché pendant une dizaine d'années, y réapparaissait bru-

talement avec des méthodes commerciales que vous connaissez bien et que l'on qualifie du nom de dumping. Voilà ce qui date de deux ou trois ans: une révolution et un déséquilibre qui tiennent à ce que l'Europe, en matière agricole, n'a plus besoin des pays producteurs qui l'ont secourue économiquement alors qu'elle était affaiblie. Mais est-ce tout? Non. Et là encore, je voudrais attirer votre attention sur un fait nouveau, — à savoir que la consommation de l'Europe en denrées alimentaires change considérablement.

C'est un fait peu connu, mais décisif dans l'évolution des produits du sol et dans leur commerce, que la transformation du travail humain dans les foules amène une transformation parallèle de la nourriture. On a beaucoup critiqué depuis quelques années en Europe l'habitude nouvelle que l'ouvrier a prise de se nourrir mieux qu'autrefois. On citait les femmes et ménagères qui, jadis, achetaient un pot-au-feu et un kilo de pain et qui, désormais, achètent un poulet et des légumes fins pour nourrir l'ouvrier. On a même voulu y voir le résultat d'une sorte de goût du luxe, de dépravation de l'ouvrier. Eh bien, non! Cette transformation de l'alimentation humaine est rigoureusement la conséquence de la transformation du travail humain. Autrefois — ce n'est pas très ancien —

un manoeuvre, un ouvrier, et même beaucoup de gens ayant des professions élevées faisaient un travail qui exigeait de la dépense musculaire, c'est-à-dire qui appelait une nourriture abondante en calories. Vous rencontrez dans les campagnes encore aujourd'hui ce goût pour la nourriture épaisse et abondante. On accuse le goût grossier des paysans. Mais pas du tout: ce n'est pas une question de goût, c'est une question de besoin physiologique. Or, de plus en plus, les populations dans le monde se livrent à un travail qui n'est plus musculaire, mais exige de la dépense nerveuse. Dans une usine quelconque, voici l'ouvrier: il ne fait plus de dépense musculaire; il surveille deux ou trois métiers ou machines; tout son travail est de tension nerveuse, d'attention, de surveillance, de résistance au choc même de la vibration mécanique. Et alors sa nourriture se transforme, et doit se transformer: il faut qu'elle soit légère et alimente son système nerveux. Ce qui est vrai pour l'ouvrier l'est encore bien plus pour les classes cultivées, pour les professions libérales, où le travail intellectuel exclut, par définition, la nourriture lourde, abondante. Savez-vous quel est le résultat de cette transformation? C'est que dans des villes comme Berlin ou Paris, depuis la guerre, la consommation de légumes

fins a doublé et qu'en revanche la consommation de pain a diminué d'un tiers.

Si je me suis permis d'attirer votre attention sur ce fait, c'est que je le crois destiné à se développer et que, peu à peu, l'humanité exigera de plus en plus, en ce qui concerne la nourriture, qualité et finesse. Le problème qui se pose à l'univers agricole, c'est donc de savoir s'il faut continuer à jeter sur les marchés une surabondance de produits primaires ou s'il faut peu à peu se spécialiser ou diversifier la production. La Belgique nous donne un exemple de ce progrès, un des plus remarquables de l'histoire économique. Autrefois, la Belgique produisait son blé et en importait très peu; aujourd'hui, elle n'en produit presque pas, ou du moins pas assez pour sa consommation. En revanche, les agriculteurs belges ont réussi à développer une production de légumes et de fruits qui enrichit la Belgique dans des proportions nouvelles. Les raisins primeurs viennent des serres des agriculteurs belges. Cette transformation de l'agriculture belge, par le goût du progrès et le calcul exact des hommes, s'est accomplie en quelques années. Elle a apporté à la Belgique une richesse qui lui permet d'acheter tout le blé qu'il lui faut, lui laissant en outre un bénéfice de 800 millions, soit de plus des deux-tiers. Cela, je le répète, a été fait en quel-

ques années et je me demande si, dans un monde, qui, à l'heure actuelle, ne sait que faire de la surproduction des produits agricoles, je me demande si la solution n'est pas dans un effort technique ou d'imagination de la part des producteurs pour diversifier et adapter leurs produits au goût changeant des hommes. En France se pose un problème de ce genre, tragique, et qui n'a pas été résolu. En Afrique du Nord, nous possédons un Empire qui est riche et bien peuplé. Cet Empire déverse aujourd'hui sur notre pays des quantités énormes de vins ordinaires qui écrasent notre marché au détriment de nos vins nationaux. Là encore, on n'en sortira qu'à la condition d'amener les Algériens et les Marocains à produire d'autres sortes de vins que ceux de la Métropole. Problème assez long à résoudre, plus long que celui que les Belges ont résolu, parce que la durée de la vigne et son amortissement sont longs et coûteux.

Je vous ai dit que l'expansion de l'Europe au dehors s'est faite sous le signe des rivalités nationales. Une des conséquences, c'est que les Européens dans leur expansion, ont dû lutter les uns contre les autres par des qualités différentes. Si vous voulez aujourd'hui avoir une idée simple de la différence fondamentale qui existe entre l'aspect, la nature des produits de l'Europe et l'aspect ou la

nature des produits américains ou australiens, vous la trouvez dans le contraste suivant : le produit européen est extrêmement varié et différent — il y a des spécifications innombrables de produits en Europe — alors que dans les pays neufs, qui ne se sont pas développés sous le signe national mais sous le signe continental, les produits tendent au contraire à se standardiser. Cela veut dire que sur le continent américain, aux Etats-Unis, vous achetez une machine qui est toujours la même, c'est-à-dire plus ou moins forte, un stylo qui est standardisé, des lames de rasoir, même des robes qui sont standardisées. En Europe, chaque ville, quelquefois chaque province produit une marchandise d'un type particulier. Ainsi le commerce européen se présente aux yeux du reste du monde sous le signe de qualités spécifiques à chaque nation. L'Anglais a fait sa fortune commerciale grâce à ses traditions d'habileté dans la vente et à ses traditions bancaires. La France fait sa carrière commerciale par l'originalité, l'invention de ses produits; l'Allemagne, par sa conscience technique, et le reste de l'Europe, en général, par des détails de qualité: l'Italien est décorateur ou maçon; l'Autrichien est chef d'orchestre ou danseur; le Polonais est producteur de travaux agricoles soignés, comme le Tchécoslovaque. Mais toujours l'Européen se présente

comme différent d'un autre Européen, que ce soit la personne ou que ce soit la marchandise.

Un autre trait, et celui-là également de portée assez grande dans la constitution commerciale de l'Europe, c'est l'importance des marchés intérieurs européens. Parmi bien des points de vue que je pourrais vous soumettre, je retiens celui-là à cause de sa portée vraie, sa portée pratique. Ce qui fait la solidité économique de l'Europe, ce qui fait que, à travers l'histoire, depuis 2,000 ans ou plus, ce continent a toujours survécu à toutes les crises, toutes les erreurs, toutes les guerres, c'est, au point de vue matériel, qu'il a un fonds de population assez abondant pour toujours retrouver son équilibre en lui-même. Je m'explique. Il n'est pas une production européenne, dans aucun pays du continent, qui n'ait le principal de sa clientèle dans le pays lui-même. La conséquence, c'est que l'expansion de l'Europe est au fond un luxe, un luxe nécessaire, mais quelque chose qui n'est pas vital. Quand les crises se produisent dans le monde, à l'intérieur de chaque pays de l'Europe, il reste toujours un marché suffisant pour que le peuple vive et qu'il y ait un minimum de travail. C'est pourquoi l'économie européenne est dans son ensemble beaucoup plus stable que celle des pays neufs.

Les pays les plus caractéristiques parmi les pays

neufs sont l'Australie et l'Argentine. Ces pays neufs ont leur production destinée en immense majorité à l'étranger. Leur travail dépend d'une clientèle qui n'est pas nationale. Le résultat est très simple. Lorsque l'étranger contracte ou rétracte ses achats, la nation s'écrase à l'intérieur sans ressources possibles. Je pense vraiment, en toute sincérité, et je le répète sans vouloir choquer qui que ce soit — je pense qu'on ne peut faire de l'économie solide, constituer des nations, qu'en ayant une base de population suffisante pour absorber en tout cas une quantité normale de produits nationaux. Vous appartenez à un continent qui, je le crois, est appelé à un magnifique avenir. Mais ne vous laissez pas entraîner par des erreurs qui ont pu être commises dans d'autres pays. Soyez bien persuadés que votre pays n'aura acquis sa pleine indépendance que le jour où une grande partie de son blé pourra être mangé par des Canadiens et où, par conséquent, le fait d'une rétraction plus ou moins grande des marchés extérieurs laissera indifférent le fond et l'équilibre de la richesse nationale. Regardez le drame des Etats-Unis, qui est un vrai paradoxe — ce pays, largement doué de ressources naturelles, ayant la plus grande industrie du monde, ce qui lui permet de s'isoler le plus possible, s'est pourtant précipité dans la crise parce que l'agriculture n'arrive pas à faire absorber une

quantité suffisante de ses produits par les consommateurs nationaux.

Les divisions intérieures de l'Europe tendent, en dépit des querelles et des manifestations politiques auxquelles vous assistez chaque jour, à s'atténuer sur le terrain économique et nous assistons à la constitution de plus en plus rapide d'une sorte de lien entre les industries et les commerces de nations différentes. Pour vous donner un aperçu de ce fait, que l'on ne voit pas d'ici, laissez-moi vous dire qu'entre les industries françaises et les industries allemandes, il n'existe pas moins aujourd'hui de quinze cartels différents, et pourtant ce sont deux pays qui ne passent pas pour s'entendre facilement. A l'heure actuelle, sur la surface de l'Europe, un immense réseau de combinaisons et d'ententes économiques se constitue peu à peu. A cet égard, je dois le dire, je crois que l'Europe est beaucoup plus avancée que l'Amérique, car j'ai été surpris de constater combien l'idée même de cartel ouvert est étrangère aux industriels américains.

A l'extérieur, l'Europe a cherché, devant la concurrence des pays neufs, en ces dernières années, à reprendre à la base ses entreprises d'autarchie impériale. Elle est aujourd'hui à la recherche d'un exutoire et de nouveaux débouchés et, là aussi, je vous signale une tendance qui est curieuse; c'est

que, concurrencée par ses anciennes colonies, l'Europe tend discrètement à s'éloigner d'elles pour trouver de nouveaux débouchés, équiper de nouveaux pays. Les capitaux mêmes de l'Europe s'orientent curieusement à cet égard, de préférence vers les pays qui sont restés, si je puis dire, libres de traiter avec elle. Savez-vous, par exemple, que la colonisation la plus remarquable qui ait été faite par l'Angleterre depuis le début du 20^e siècle, une oeuvre admirable, ça été la mise en valeur du Soudan égyptien? Regardez cette oeuvre comme elle est curieuse et captivante. L'Angleterre occupe l'Egypte; elle aurait pu mettre en valeur ce pays même; elle l'a laissé libre de s'organiser et d'exploiter ses richesses à sa guise. L'Egypte est un pays fort riche. L'Angleterre est allée plus loin. Ce n'est pas en Egypte qu'elle a mis ses capitaux, mais dans une terre lui appartenant en propre: le Soudan égyptien. L'oeuvre accomplie là-bas est une oeuvre de colonisation admirable. Ce pays est aujourd'hui un des principaux producteurs de coton du monde.

Cela m'amène à vous signaler une autre tendance de l'Europe qui est bien visible quand on s'arrête à considérer un peu le mouvement de la production des matières premières depuis la guerre: l'Europe cherche à se libérer des grandes matières

premières que lui fournissait autrefois exclusivement l'Amérique. En effet, il y a depuis la guerre, dans les rapports entre l'Amérique et l'Europe, beaucoup de choses que l'on voit et d'autres que l'on ne voit pas. Un fait que l'on n'a pas assez remarqué par exemple, c'est qu'un des progrès essentiels de l'Angleterre depuis la guerre a été de se libérer du pétrole américain. Pour cela l'Angleterre a constitué non seulement des compagnies, comme l'*Anglo-Persian*, mais des trusts. Elle a poursuivi en Asie et en Malaisie toute une politique savante et d'ailleurs heureuse pour s'assurer la maîtrise du pétrole. La signification de l'oeuvre accomplie au Soudan, c'est pour l'Angleterre d'avoir son coton. Je ne révélerai aucun mystère en disant qu'il n'est pas une grande nation européenne qui abdiquerait, quels que soient sa haine ou son mépris pour la Russie, le droit éventuel de s'approvisionner de matières premières chez les Russes. Il y a là, voyez-vous, un problème qui est à la fois américain et européen. Je crois que les Américains doivent bien le comprendre; peut-être — je ne fais de reproches à personne car je n'exprime que ce que je vois — les Etats-Unis se sont-ils montrés un peu trop exigeants à l'égard de l'Europe depuis la guerre. Ces exigences ont eu pour résultat, par réflexe, de pousser l'Europe à se libé-

rer en créant de nouvelles entreprises coloniales, en effectuant de nouveaux financements, mais aussi, en réservant l'avenir du ravitaillement russe. Car s'il y a dans le futur de l'économie contemporaine un grand point d'interrogation, c'est celui de savoir si l'immense territoire russe équipé par les Américains mêmes, développé par des méthodes scientifiques rigoureuses mais aussi par des méthodes politiques qui abaissent singulièrement les prix de revient — si l'immense territoire russe ne sera pas dans 25 ou 50 ans, un réservoir de matières premières contre lequel le réservoir américain aura des difficultés à défendre ses chances.





CINQUIÈME CONFÉRENCE

L'ÉVOLUTION ACTUELLE DE L'EUROPE

PÉNÉTRONS, si vous le voulez bien, dans la vie un peu plus précise et un peu plus intime de l'Europe actuelle. Je voudrais d'abord vous indiquer sous quelles divisions différentes on peut se représenter l'Europe. Il en est une qui est la moins commune, mais qui est peut-être, au point de vue historique, la plus intéressante. Je laisse à ceux d'entre vous qui ont l'esprit de synthèse et d'histoire, le soin de la creuser. Je veux vous la citer seulement au point de vue de la curiosité intellectuelle. Les nations sont comme les individus: elles se rassemblent là où il y a le plus de passages. Il y a deux grandes rues en Europe: voies maritimes qui commandent toute l'histoire et la géographie humaine de ce continent. C'est la vieille route de la Méditerranée, qui a été jusqu'à la Renaissance la grande rue de l'Europe, la seule

rue vivante, celle d'où sortaient tous les élans de la civilisation. Après la découverte de l'Amérique, le courant des échanges s'est déplacé vers l'Atlantique et nous avons aujourd'hui une grande rue qui est la principale; celle qui passe par la Manche et va vers la Mer du Nord, où vient aboutir le courant Atlantique de l'Europe. Je vous ferai remarquer simplement deux faits qui sont intéressants au point de vue de la géographie humaine, d'abord, que la partie la plus civilisée, ou la plus avancée de l'Europe, la plus active au point de vue spirituel et économique, est celle qu'on appelle l'Europe occidentale. C'est la plus rapprochée du point de jonction des deux routes, du carrefour.

En second lieu, les Etats se pressent d'autant plus et sont d'autant plus rivaux qu'ils sont plus près de l'une des deux routes ou passages. Une succession de pays: la Turquie, l'Italie, l'Espagne, etc., bordent la route de la Méditerranée. Et là où il n'y a pas de rue, puisque vous vous trouvez en face de l'océan, vous avez de longs territoires d'une même nationalité. Au nord, les nationalités se pressent: la Belgique, la Hollande, le Danemark, l'Allemagne, etc. On pourrait faire le tableau de l'Europe, et un tableau fort intéressant, par rapport à cette considération des deux grandes voies de trafic maritime. Une autre division que

l'on peut envisager et qui a été exposée par un économiste français, M. Francis Delaisi, c'est la division entre l'Europe qui a du charbon et celle qui n'en a pas — l'Europe du cheval-vapeur et l'Europe du cheval de trait — ce qui correspond à peu près à l'Europe septentrionale et à l'Europe méridionale.

Pour plus de clarté et de précision, il vaut toutefois mieux, au cours de cette leçon, prendre les grands pays et les grandes régions les unes après les autres. Commençons, si vous le voulez, par la Grande-Bretagne qui vous touche de plus près. Pour comprendre la position de la Grande-Bretagne, il faut toujours avoir présent à l'esprit le fait que les Iles Britanniques ne produisent leur nourriture que pendant deux jours par semaine, c'est-à-dire que sur 7 jours de la semaine, il en est 5 pendant lesquels la population des Iles Britanniques se nourrit de produits importés. Un autre fait, c'est que les Iles Britanniques, en dehors du charbon, ne produisent presque aucune des matières premières qu'elles transforment. La conséquence immédiate, que vous apercevez, c'est que, à la fois pour sa vie matérielle ou physiologique, comme pour son travail et ses échanges, l'Angleterre est dans la dépendance absolue de ses moyens d'acheter au dehors son ravitaillement et

ses matières premières, en dépendance d'une monnaie qu'elle doit trouver en elle pour payer ses importations. Quelle sera cette monnaie? Pendant plus d'un siècle, la grande monnaie de l'Angleterre a été le charbon, et le fait nouveau, inquiétant pour les Iles Britanniques depuis 25 ans, mais surtout depuis la guerre, c'est ce que j'appellerai la décadence de la monnaie-charbon. Cette décadence provient de plusieurs causes. La première, vous la connaissez, c'est la concurrence que font au charbon, d'une part, les huiles minérales (le pétrole) et, d'autre part, l'électricité. L'autre cause, c'est que dans le monde, et notamment en Europe, la production du charbon s'est prodigieusement développée. Alors que pendant longtemps l'Angleterre était une sorte de producteur monopolisateur du charbon, aujourd'hui, sur le continent européen, il y a surproduction, de sorte que vous assistez à une dépréciation de la monnaie-charbon. Cette dépréciation a de nombreuses conséquences d'ordre économique et même d'ordre alimentaire, comme vous allez le voir. Prenons le cas du port d'Alger ou du port de Malte. Avant la guerre, Alger recevait son charbon d'Angleterre. Un bateau, un cargo, amenait de Cardiff à Alger du charbon et, au retour, se chargeait de denrées alimentaires ou de pâte d'alfa qu'il ramenait en An-

gleterre. Aujourd'hui, les bateaux chauffés au mazout vont directement de Bordeaux à Suez sans arrêter à Alger. Par conséquent, il n'y a plus de dépôt de charbon à Alger, ou du moins dans une faible mesure. Résultat, l'Angleterre ne vend plus de charbon à Alger, et autre résultat, le bateau anglais qui vient y chercher les denrées alimentaires et la pâte d'alfa, est obligé de faire son voyage de retour à vide, ce qui augmente le prix de revient des importations anglaises d'Alger. Ce phénomène se produit dans le monde entier — Malte, autrefois capitale de la Méditerranée tant au point de vue stratégique que maritime, aujourd'hui ville morte, parce que les bateaux n'ont plus besoin de s'y arrêter.

Quand on a bien vu cela, on comprend la première cause de l'inquiétude britannique au lendemain de la guerre. On comprend aussi pourquoi l'Angleterre a cherché par tous les moyens et dans un magnifique effort à s'emparer des sources ou du moins d'une partie des sources du nouveau combustible. Puisque je parle du pétrole et de l'Angleterre, je voudrais vous faire apercevoir le côté stratégique de la question. Dans le monde entier, il y a deux grandes sources de pétroles: l'une, outre-Atlantique, aux États-Unis et se prolongeant au Mexique et en Amérique du Sud; l'autre, en Rus-

sie et en Asie mineure ainsi qu'aux Indes néerlandaises. Pour les Etats de l'Europe occidentale — France, Angleterre et même Italie — supposez qu'une guerre se produise, une guerre future qui consommerait une quantité de pétrole extraordinaire. Comment se ferait le ravitaillement en pétrole? Nous nous trouvons devant l'alternative suivante: ou l'Angleterre et la France sont alliées aux Etats-Unis et le ravitaillement est assuré par l'Atlantique; ou elles ne sont pas soutenues par les Etats-Unis, et le ravitaillement est coupé en pétrole. Par conséquent elles sont forcées d'être sinon alliées, du moins en bons termes avec la Russie et de surveiller leur communications à travers la Méditerranée. C'est là, vous le comprenez, un des problèmes les plus angoissants, non pas de la politique au jour le jour, mais de celle qui se fait dans la méditation des hommes d'Etat et de leurs hauts fonctionnaires: assurer la communication de la défense nationale avec les sources du pétrole. C'est pour l'Europe le problème qui jusqu'à présent n'est pas résolu, parce que nous n'avons pas trouvé de pétrole dans l'Europe occidentale.

Deux autre causes d'inquiétude sont nées pour l'Angleterre depuis la guerre. D'abord le recul de sa prépondérance maritime. Autrefois l'Angleterre était maîtresse non pas seule-

ment de la mer au point de vue forces navales ou militaires, mais aussi de la marine marchande. La guerre a amené un développement tel des marines de commerce à travers le monde que le pourcentage de prépondérance de l'Angleterre a été diminué en grande proportion. Mais de plus, la guerre a amené une hyperconstruction de navires. L'un des résultats, c'est la ruine des chantiers de construction navale de l'Angleterre. Ces chantiers ont été longtemps une des principales industries britanniques, celle qui gagnait le plus d'argent et qui faisait vivre le plus grand nombre d'ouvriers.

En troisième lieu, l'Angleterre qui ne peut pas vivre sans exportations — il lui faut exporter pour payer ses denrées alimentaires — a vu les marchés extérieurs se fermer à elle au lendemain de la guerre—marchés extérieurs en Europe, parce que ces trois grands débouchés sur le continent étaient l'Allemagne, la France et l'Europe orientale. La France, au lendemain de la guerre, ayant subi des dévastations, achetait beaucoup moins; l'Allemagne, ayant dévalorisé le mark, ne pouvait plus acheter; quant à l'Europe orientale, elle était sans crédit. Les pays extra-européens n'achetaient plus; au contraire, ils étaient devenus les concurrents de l'exportation britannique du fait de la création d'industries nouvelles.

A l'aide de ces trois considérations, vous pouvez vous expliquer le chômage britannique, qui ne date pas de la crise présente, de la dépression, mais qui est un état au lieu d'une crise, et qui s'est manifesté au lendemain même de la guerre. Il représente la perte d'activité permanente de l'Angleterre, du fait du découronnement du charbon comme monnaie d'échange et de la perte des marchés. Mais il ne faut pas prendre trop au pied de la lettre les chiffres du chômage britannique, cela à cause de deux faits. D'abord, l'Angleterre a toujours été un pays surpeuplé, du moins dans la seconde moitié du 19^e siècle; ce surpeuplement est d'ailleurs une des grandes causes de la fondation de l'Empire britannique. Au 18^e siècle, alors que la France nourrissait déjà 23 millions d'habitants, elle n'avait exporté dans l'Amérique du Nord que 60,000 de ses nationaux, tandis que l'Angleterre qui, elle, n'avait que 3 à 4 millions d'habitants, avait sur le continent nord américain, déjà 400,000 émigrés. Cela vous montre que l'Angleterre est un pays qui a toujours eu peine à nourrir sa population, même par l'industrie. Ce surpeuplement a été souvent traité depuis par les romanciers anglais et il est passé dans la littérature classique. En Angleterre, il y a actuellement 500,000 individus qui représentent l'ancien chômage. De plus, il faut tenir

compte du fait que les Anglais enregistrent parmi les chômeurs les femmes. Le travail des femmes en Angleterre s'est développé d'une façon considérable pendant la guerre. Les économistes les plus précis enregistrent le chiffre d'environ 500,000 femmes qui ont travaillé pendant la guerre et qui ne travaillent plus. Si l'on veut une image exacte de la situation, il faut déduire ces chiffres — c'est-à-dire 1,000,000 — du total de 2,700,000 chômeurs industriels; ce qui fait qu'il y a maintenant environ 1,700,000 chômeurs industriels proprement dits.

Cette situation économique a été aggravée par une erreur monétaire. Au lendemain de la guerre, vous le savez, l'Angleterre, avec un beau courage, a entrepris de sauvegarder à la fois sa puissance militaire et navale et sa puissance financière en empêchant la chute du sterling. Empêcher la chute du sterling était une mesure courageuse et j'ajoute salutaire; mais revaloriser le sterling, comme elle l'a fait en 1925, c'était braver la fortune. La revalorisation du sterling, sur un marché qui déjà n'exportait plus, a eu pour effet de faire s'effondrer un peu plus le commerce extérieur. Car tout le problème de l'Angleterre est un problème de commerce extérieur.

L'Angleterre, depuis quelques années, a cherché

à reconquérir ses débouchés extérieurs, elle a cherché à retrouver des clients, et, suivant sa vieille méthode financière, elle a placé de l'argent dans les pays où elle pensait qu'elle pourrait trouver des clients. Depuis 1925, nous avons assisté, de la part de l'Angleterre, à une politique presque systématique de financement, d'une part, de l'Europe centrale et de l'Allemagne et, d'autre part, de l'Amérique du Sud. Ce financement a été effectué non pas avec les ressources de l'épargne anglaise, puisque la guerre les avait partiellement épuisées et que le budget anglais était en déficit, mais avec des crédits américains, quelquefois à court terme. Le calcul aurait pu réussir si les emprunteurs avaient été solvables; mais les placements en Europe centrale et en Amérique du Sud reposaient sur des bases économiques fragiles. L'Europe centrale n'est pas un terrain solide au point de vue économique. Dès le commencement de la crise, les crédits anglais se sont trouvés "gelés". Quant à l'Amérique du Sud, c'est un pays qui, souffrant de n'avoir pas de marchés intérieurs et d'être obligé de vendre au dehors tous ses produits, est toujours atteint par les crises dès l'instant qu'elles se manifestent. Les crédits anglais se sont trouvés bloqués partout à la fois et c'est la cause de la chute du sterling.

Quelles sont les chances futures de l'économie anglaise? Telles que j'aperçois celle-ci à l'heure actuelle, rien de défini ne peut être prévu. L'Angleterre a une monnaie instable et, d'autre part, son commerce extérieur, qui s'est un peu relevé après la dévalorisation de la livre, a recommencé à descendre. L'Angleterre dépend pour son redressement de la possibilité qu'elle aura, dans un délai plus ou moins bref, d'une part, de stabiliser de nouveau le sterling sur la base de l'or, ce qui permettrait à Londres de redevenir encore la capitale financière du monde et, d'autre part, de remettre en équilibre ses exportations et ses importations. Ce sont deux conditions qui ne sont pas distinctes; elles sont liées, l'une ne va pas sans l'autre. L'Angleterre ne peut stabiliser le sterling tant qu'elle n'aura pas rétabli l'équilibre. La santé de l'Angleterre — la balance des comptes — ne peut être rétablie que de deux façons: l'abaissement des prix de l'industrie et la réouverture des marchés qui se sont fermés depuis la guerre. Je suis convaincu que la pensée profonde de l'Angleterre aujourd'hui, pour retrouver sa fortune d'autrefois, sauver sa vie, est d'assurer la réouverture des marchés extérieurs de l'Europe, de la Chine, de l'Orient et des Etats-Unis. Vous verrez, je pense, cette politique non pas libre-échangiste, mais échangiste, se manifester avec beaucoup de

force à la prochaine Conférence Economique Internationale et à celles qui suivront, car ces conférences internationales ne sont jamais des enfants uniques — elles ont une longue postérité !

J'ajoute en terminant que si vous voulez comprendre l'acte par lequel le gouvernement britannique est passé d'une position libre-échangiste à la position d'un protectionnisme prohibitif, vous devez savoir d'abord qu'il avait besoin d'argent pour équilibrer son budget. Pour ne pas faire fuir les capitaux par l'impôt direct, on a taxé les marchandises importées. Etranglée par le protectionnisme du reste du monde, l'Angleterre a voulu prendre une position excessive pour tenir la dragée haute et négocier avec l'étranger.

J'arrive à l'Allemagne: Qu'est-ce que l'Allemagne? Au point de vue économique, c'est un pays dont les rythmes de vie ont été complètement changés par la victoire de 1870. Avant cette date et, peut-on dire, depuis presque l'origine de l'Europe, l'Allemagne était un pays d'émigration. Chaque année, des ports allemands, hollandais ou belges, partaient des dizaines et des dizaines de milliers d'Allemands qui allaient s'établir au loin; et vous savez que c'est ainsi que s'est effectué le peuplement des Etats du nord des Etats-Unis.

L'Empire est parti de ce principe que tous les Allemands devaient rester en Allemagne s'ils le voulaient, et qu'ils devaient pouvoir y vivre. C'est exactement, à 50 ans de distance, le même principe sur lequel s'appuie aujourd'hui M. Mussolini. L'Empire désirait créer une nation allemande et il fallait pour cela équiper l'Allemagne de telle sorte qu'elle put nourrir sa population. C'est pourquoi, essentiellement, il fallait industrialiser l'Allemagne, la suréquiper, la suroutiller, développer ses connaissances techniques, son instruction technique, pour l'amener à produire à bon marché et, si je puis dire, à inonder le monde de produits de camelote, jusqu'au jour où elle pourrait s'affirmer par des produits de qualité. Le travail de l'Empire a été d'industrialiser et de surindustrialiser l'Allemagne.

Pour industrialiser il faut de l'argent et du crédit. C'est toujours le pied d'argile de l'Allemagne; elle n'a pas d'argent, pas de crédit. Pourquoi ? Parce que dans ce pays surpeuplé, et où la population a toujours plus de besoins qu'elle n'a de possibilités de travail, il ne se forme pas d'épargne; l'Allemagne est un pays manquant d'épargne. On a dû se servir, pour s'acquitter, de l'argent d'autrui. L'argent d'autrui, ce fut, après la guerre de 1870-71, l'argent de l'indemnité fran-

çaise, qui a été la base de la grande construction industrielle de l'Empire allemand. Quand cet argent a été épuisé, les Allemands ont trouvé du secours un peu partout, mais ils sont restés quand même un peuple assoiffé de crédit jusqu'en 1914.

Comment ont-ils essayé — avec une remarquable ingéniosité d'ailleurs — de résoudre ce problème? En développant leur exportation à un rythme tel que les bénéfices de cette exportation leur permettent de payer leurs emprunts de plus en plus nombreux. Ce système a fonctionné jusqu'en 1913. A ce moment, il est apparu que la machine allemande était essoufflée et, à mon avis, une des grandes causes de la guerre, c'est que la mécanique allemande ne pouvait plus marcher sans créer un fait nouveau: un fait révolutionnaire.

Au lendemain de la guerre, l'Allemagne s'est trouvée devant le même problème, avec cette différence que la défaite lui avait laissé une dette extérieure énorme et que, d'autre part, les marchés sur lesquels elle exportait avant la guerre s'étaient fermés pour elle comme ils s'étaient fermés pour l'Angleterre. Qu'a-t-elle fait? Je vous signale en passant qu'il y a peu de prévoyance économique dans le monde. Il n'y a guère, à mon avis, qu'un gouvernement, qu'un pays qui ait des plans systématiques d'aménagement économi-

que; c'est le gouvernement allemand. L'esprit de méthode est caractéristique de l'Allemagne. La première chose qu'a faite l'Allemagne, au prix de souffrances inhumaines infligées à sa population, a été la destruction du mark, la destruction de la monnaie. Par ce système, les dirigeants de l'Allemagne, l'oligarchie industrielle, a obtenu la suppression de la dette intérieure et la réduction de la dette extérieure, car, à partir de la dévalorisation, les créanciers ont commencé à comprendre que l'Allemagne ne paierait pas, et à réduire leurs exigences pour obtenir quelque chose. Premier grand résultat: suppression de la dette intérieure et réduction, allègement de la dette extérieure, qui vont permettre d'abaisser les prix de revient, et aussi, en même temps, renouvellement de l'outillage et suréquipement de l'industrie; car, en période de dévaluation monétaire, on peut acheter à très bon marché en valeur-or des marchandises que l'on paie en monnaie dépréciée. C'est ainsi que le monde a assisté à la construction de villes entières et d'outillages publics énormes, au grand scandale des créanciers de l'Allemagne. En même temps, et toujours par le même phénomène, la dévaluation de la monnaie permettait de produire des marchandises avec des salaires considérablement réduits. L'Allemagne se trouvait à l'exté-

rieur dans une position d'exportation extrêmement favorable, cependant que les souffrances de la population étaient telles qu'elles menaçaient l'ordre intérieur social allemand. Il a bien fallu stabiliser et créer un nouveau mark, ne fût-ce que pour permettre à l'Allemagne d'emprunter de nouveau. En effet, ayant fait cette première opération de suroutillage et de liquidation de ses dettes, l'Allemagne se trouvait avec de belles usines, mais sans fonds de roulement. Et alors, grâce à l'ingéniosité de la stabilisation, ayant refait un nouveau mark, elle a de nouveau emprunté pour avoir un fonds de roulement. Elle a emprunté à l'Angleterre qui cherchait des emprunteurs susceptibles de devenir éventuellement des clients, aux Etats-Unis, et dans une beaucoup moindre mesure, à la France. Il s'est produit de nouveau ce que vous savez: la dépression est arrivée, et les crédits qui avaient été placés en Allemagne se sont trouvés "gelés". Aujourd'hui, l'Allemagne possède un outillage — pour employer une épithète courante qui n'est pas exagérée — formidable, tout neuf, et des prix de revient extrêmement bas. Elle n'a plus de dette intérieure; demain, en théorie, et dès aujourd'hui, en pratique, elle n'a plus de dette extérieure, du moins de dette publique. Quant aux dettes privées, elle va s'efforcer, au cours des

mois prochains, d'en obtenir la réduction, comme elle l'a obtenue pour les dettes publiques.

Voilà donc un pays prodigieusement armé pour la guerre économique, sous une réserve, qui est la réserve décisive, à savoir, que l'Allemagne, armée pour conquérir le monde économique, manque toujours de débouchés, que les débouchés sont fermés, et qu'elle manque de nouveau de fonds de roulement. De sorte que si vous voulez comprendre la situation présente de l'Allemagne, il faut la résumer en deux mots: c'est une formidable usine avec les meilleurs ingénieurs, tout à fait préparés à leurs tâches, une main-d'oeuvre à bon marché, très qualifiée, mais qui ne peut marcher faute de clients au dehors et faute de fonds de roulement au dedans. C'est pourquoi vous avez le chômage allemand qui atteint à l'heure actuelle six ou sept millions. A force d'avoir trituré ses institutions économiques au détriment de la sensibilité et du bien-être de son peuple, l'Allemagne se trouve aujourd'hui, par l'excès même des souffrances qu'elle a imposées, devant un problème social et politique. La question est de savoir pour elle si elle obtiendra le salut de son armature sociale intérieure au prix d'une dictature, ou bien si elle versera dans l'anarchie. Si elle traverse la crise, vous la verrez certainement se joindre

à l'Angleterre pour demander l'abaissement des tarifs, en y ajoutant une autre demande, qui est la perpétuelle demande de l'Allemagne depuis des siècles: la demande de crédit.

Passons maintenant à la rue d'en bas: à la Méditerranée. Les pays méditerranéens ont une fortune commune, ils sont de constitution agricole pauvre, ils n'ont pas de charbon, pas de matières premières, ou très peu, et dans la mesure où ils peuvent faire de l'agriculture, leur production est similaire ou uniforme sur l'ensemble des côtes. Et alors, tout de suite, je vous indique un fait qui vous éclairera bien des problèmes politiques méditerranéens. Tous les États méditerranéens produisent la même chose, depuis la Grèce jusqu'à l'Espagne: des vins, de la céramique, des fruits et des primeurs; ils sont tous concurrents entre eux, et ne peuvent pas s'accorder parce qu'ils n'ont pas d'éléments complémentaires à échanger. Ainsi, fait très curieux: les Italiens ont toujours des griefs contre les Français et cherchent à trouver une alliée dans l'Espagne pour essayer de couper la route de la Méditerranée entre la France et l'Afrique. Cependant jamais ils n'ont pu établir un traité de commerce, parce qu'il y a concurrence sur tout, même sur les ténors !

Je prends parmi ces Etats le cas typique de l'Italie, qui est vraiment intéressant à l'heure actuelle. L'Italie est un vieux pays d'émigration et vous pensez bien que si l'Empire romain comme on nous l'enseignait dans nos écoles, n'est l'oeuvre que du génie des hommes d'Etat, nous devons admirer le hasard qui a fait que, dans ce coin de la terre, une succession de génies s'est produite comme il ne s'en est pas vu ailleurs. Le génie politique est rare, et il n'y a pas de raison pour que l'Italie en ait eu plus que sa part. La grande raison historique de la formation de l'Empire romain, c'est que les Italiens avaient besoin de débouchés et qu'ils émigraient en grand nombre, comme aujourd'hui. C'est un pays producteur d'hommes, producteur de matière première humaine, selon une expression brutale des Allemands, producteur de travail. Et ce n'est pas une mauvaise denrée, comme on pourrait le croire, si on la laisse sortir. Ce pays italien, qui a toujours eu la plus grande difficulté à trouver en lui-même des ressources, s'est toujours sauvé par l'argent, par l'épargne que lui envoyaient ses émigrants lointains. La stabilité de la lire depuis quelques années n'est due qu'au retour des épargnes des émigrés italiens dans tous les pays du monde, notamment aux Etats-Unis. Vous voulez que je vous donne

l'explication d'un fait assez mystérieux? On s'est demandé pourquoi Mussolini avait stabilisé à 92 alors que la France, pays plus riche, stabilisait à 125. Cette stabilisation à 92 a coûté cher à l'Italie et est très difficile à maintenir. Mais si l'Italie avait stabilisé au même taux que la France ou au-dessous, les émigrés italiens qui étaient en Fran-

que leur argent y aurait eu plus de valeur. Mussolini a créé l'impression, au moins temporaire, que la monnaie italienne avait plus de valeur que la monnaie française.

L'Italie, pays d'émigration, est, d'autre part, un pays doué pour la marine, du fait même de son potentiel d'émigration et de la constitution de ses côtes. L'Italie le sent, et Mussolini fait un effort extrêmement méritoire pour développer ses lignes de navigation. Mais elle ne peut devenir un grand pays de navigation maritime qu'à la condition de trouver du fret, qu'elle n'a pas chez elle, car l'Italie ne produit pas de quoi alimenter une grande flotte commerciale. Elle ne peut avoir une grande flotte prospère qu'à la condition d'être la transporteuse des produits de l'Europe centrale ou de la zone danubienne ou circum-alpine. Vous allez voir la répercussion. Pourquoi l'Italie considère-t-elle comme le point le plus irrité, le plus menacé

de son territoire le fond de l'Adriatique? C'est parce que sa grande victoire économique de la guerre a été de conquérir le débouché de l'Europe centrale sur l'Adriatique, qui est Trieste. Quand d'Annunzio a fait son équipage sur Fiume, je suis sûr que c'était pour annexer à la patrie italienne les Italiens de Fiume, mais c'était surtout pour empêcher que le port de Fiume, qui est mieux aménagé, ne détruisit la fortune de Trieste. Les frictions qui existent à l'état aigu entre la Yougoslavie et l'Italie sont dues à ce que les Serbes veulent eux aussi un débouché sur l'Adriatique. Y ayant renoncé par force, ils essaient de créer un grand port maritime qui, dans quelques années, détournera et captera une partie du trafic qui maintenant vient sur Trieste. Je vous indique également un autre réflexe de la sensibilité italienne, tenant à ce point de géographie. Les Italiens flirtent volontiers avec les Allemands, mais de temps en temps, ils se rappellent que l'Empire allemand s'étend vers le sud et que si l'*Anschluss* se produisait, l'Allemagne serait à une heure de chemin de fer de Trieste. Si cela arrive, on peut supposer que l'Allemagne se rapprochera davantage et aura bientôt une fenêtre sur la Méditerranée, ce qui a toujours été son rêve.

M. Mussolini, que je salue comme très grand

organisateur (je ne fais pas de politique), a cherché tous les moyens de valoriser une terre très difficile parce que le territoire est pauvre, à l'exception de la Lombardie. Il a cherché à créer un débouché dans l'orient de l'Europe. Et vous avez assisté, dans ces dernières années, à l'expansion du commerce italien dans les Balkans d'abord, sur le Danube, en Asie mineure, mais surtout en Russie. Car vous savez que le gouvernement qui est dans la plus étroite relation avec la Russie, c'est le fascisme, et le port d'Odessa est à l'heure actuelle un port où le commerce est entièrement entre les mains des Italiens. Une des clauses du traité entre l'Italie et l'U R S S a été que le ravitaillement des Italiens se ferait par les Russes.

Si nous essayons d'entrevoir l'avenir de l'Italie, nous restons également incertains, parce que l'Italie n'a pour ainsi dire pas de chances stables, à moins qu'elle ne réussisse à s'emparer complètement du commerce et à dominer la politique dans les Balkans et la Méditerranée orientale. C'est sa pensée secrète et qui se heurtera probablement tôt ou tard à la résistance de l'un ou l'autre des peuples balkaniques. Aujourd'hui, l'Italie tente une alliance avec la Bulgarie et la Hongrie. La raison profonde du ressentiment de l'Italie à l'égard de la France, c'est qu'elle n'a jamais pu obtenir que la

France abandonne les Serbes à une attaque italienne. La France a toujours dit: "Nous sommes prêts à traiter avec l'Italie, mais nous renonçons à faire des Serbes la rançon de notre traité avec l'Italie".

Je reviens au carrefour dont je vous parlais tout à l'heure et vous remarquez que la grande voie maritime de l'Europe forme un triangle ouvert à la circulation, de Suez à Gibraltar. L'ouverture du triangle c'est la partie de l'Europe la plus éloignée des grandes voies de communication, mais aussi la plus arriérée au point de vue économique, comme au point de vue social. Dans l'Europe orientale, le triomphe des nationalités par le traité de Versailles et le traité de Trianon a abouti incontestablement à relever le niveau politique des populations, mais aussi à bien des difficultés économiques qu'il sera extrêmement ardu de résoudre. La principale est de recréer une circulation normale et des échanges normaux dans ce qui constituait autrefois l'Empire austro-hongrois. De Paris à Constantinople, 2 jours $\frac{1}{2}$ de chemin de fer, on traverse 7 frontières, 14 douanes, 14 polices. Il est évident que la circulation des hommes et des marchandises est ainsi fortement gênée. D'autre part, chaque Etat nouvellement créé s'est donné ce qu'il estimait être le principal privilège

de l'indépendance, savoir, un gouvernement, des ministres, des politiciens. Tout cela coûte très cher et n'est pas payé, parce que les échanges sont empêchés. La France, depuis le traité de Versailles, d'accord avec les hommes d'Etat les plus intelligents de cette partie du continent, a préconisé une fédération de l'Europe centrale, fédération danubienne, qui reconstruirait l'unité économique de l'ancien empire austro-hongrois, mais non pas son unité politique qui est incompatible avec le développement des nationalités. L'Angleterre s'est montrée favorable à cette idée, sous une réserve, qui est conforme à son attitude traditionnelle: que l'Italie y consentirait. L'Italie s'y oppose et se montre hostile à la reconstitution de l'ancien Empire austro-hongrois pour les raisons que l'on sait. Le projet français se heurte au projet allemand, qui est conforme à la tradition de la Germanie du Moyen-Age, et repose sur cette idée que l'Orient appartient aux Allemands. C'est la politique de Bülow, que déjà Bismark avait indiquée, et qui avait amené l'alliance avec la Bulgarie et la Turquie. Sous son patronage, l'Allemagne effectuerait un rapprochement entre les deux capitales qui nous sont le plus hostiles, Budapest et Vienne. En attendant que les deux

grandes politiques arrivent à se mettre d'accord, les populations meurent de faim.

Enfin venons à la France. Je ne vous ferai pas l'histoire de la France, je voudrais simplement vous marquer en quelques traits la situation actuelle au point de vue économique. Une question que beaucoup de gens se posent dans le monde, c'est de savoir pourquoi la France actuelle a souffert moins que les autres et pourquoi elle subit cette crise économique avec un certain retard. Elle subit moins profondément que les autres les conséquences de la crise économique pour une première raison d'importance capitale: le Français n'est pas emprunteur. Le Français est un homme qui ne va emprunter qu'au dernier moment, quand il ne peut pas faire autrement et qui ne dort pas quand il a une dette. Cela a eu pour résultat que l'économie française est beaucoup moins surcapitalisée, chargée de dettes que les économies étrangères. De tous les pays, c'est la France qui a le moins subi les effets de l'inflation des crédits. Quand la dépression s'est produite, elle en a souffert dans le volume de ses affaires, mais elle n'a pas subi l'écroulement de châteaux de cartes comme les autres pays en avaient édifié.

La deuxième raison de ce retard de la crise,

c'est la manière dont a été faite la stabilisation du franc en 1927. M. Poincaré a longuement hésité sur le taux de la stabilisation. Les industriels, qui désiraient bénéficier par là de la prime à l'exportation, voulaient stabiliser à 175 la livre sterling, c'est-à-dire très bas. Le gros de la population bourgeoise — les rentiers et les pensionnés — qui sont si nombreux en France, pays d'épargne, lui demandaient de revaloriser. Après deux années d'études et d'hésitations, M. Poincaré a stabilisé à 125 le sterling, alors que les prix intérieurs de la marchandise étaient à 100. Le franc a été divisé par 5. Au moment où on a dévalué, divisé le franc-or, les prix intérieurs n'étaient ajustés qu'au coefficient 4. Par conséquent, il y avait une marge d'un cinquième entre le taux nouveau de la monnaie et les prix de détail, les frais de fabrication et de main-d'oeuvre. D'où ce premier résultat: la stabilisation n'a pas arrêté le commerce français, ne lui a pas enlevé cette légère prime à l'exportation que lui donnait la baisse du franc; elle lui a laissé une marge d'élasticité qui a permis pendant deux ou trois ans aux prix de monter.

D'autre part, le fait que la stabilisation avait été faite à 125, alors qu'on aurait pu stabiliser beaucoup plus haut, à 100 ou même à 80, a créé l'opinion mondiale que le franc était sousestimé, et

que, par conséquent, il y avait en lui un potentiel de revalorisation. Cela a provoqué la rentrée, le rapatriement des capitaux français placés à l'étranger et un afflux des épargnes du monde en quête d'un placement. Cet afflux de capitaux, à son tour, a provoqué une abondance d'argent à l'intérieur de la France qui a été un grand facteur de prospérité. Aujourd'hui, la France est entrée dans la crise, surtout par son budget des dépenses publiques, les ressources des impôts ayant baissé en proportion des prix, alors que les dépenses avaient été ajustées dans tous les budgets à la hausse antérieure. C'est pour elle un problème que de mettre son budget en équilibre.

Quant à la balance du commerce, elle commence à être un peu déficitaire, du fait que les prix sont un peu plus élevés que ceux des marchandises étrangères. Toutefois, si la balance commerciale est peut-être menacée, la balance des comptes restera favorable. Du fait du redressement opéré par M. Poincaré, la France se trouve rentrée dans le rythme traditionnel de sa vie économique qui est d'exporter des capitaux en même temps que des objets de qualité. Cette exportation de capitaux qui recommence et va se développer au cours des années prochaines, amènera en France la rentrée d'intérêts qui combleront le léger déficit de la

balance commerciale. Avant la guerre, la France avait toujours un déficit commercial de un milliard de francs, mais son crédit était incomparable, parce que ce déficit était largement compensé par le revenu des capitaux qu'elle avait placés à l'extérieur. La question est de savoir, pour nous Français, si cette politique d'exportation des capitaux, qui va redevenir la base de notre équilibre économique, pourra se faire d'accord avec les autres nations, c'est-à-dire sur un plan ordonné et dans la paix, ou si nous devons le faire simplement pour garantir une sécurité que les uns nous discutent par ignorance, les autres par perfidie.



II

LA CRISE DU CAPITALISME



PREMIÈRE CONFÉRENCE

LA SURPRODUCTION

NOUS commençons aujourd'hui l'étude des problèmes du capitalisme ou, plus exactement, l'étude des questions qui se posent devant ce que j'appellerai la conscience capitaliste. La première de ces questions, et la plus paradoxale, c'est ce qu'on appelle la surproduction. C'est un signe singulier du désordre des esprits que l'on puisse concevoir qu'il y ait surproduction par rapport aux besoins de l'humanité. Il suffit de se promener dans nos villes et même dans nos villages pour constater, certes, que les besoins de l'homme ne sont pas satisfaits et encore moins comblés. Il ne peut pas y avoir surproduction en général, parce que, même si les besoins élémentaires de l'homme étaient tous satisfaits, l'homme ne serait pas

satisfait dans son désir d'augmenter ses satisfactions, et la voie resterait toujours ouverte au progrès, à un effort d'amélioration dans tous les domaines. Donc, il n'y a pas surproduction et il me paraît que c'est une grande tromperie vis-à-vis de soi-même que d'employer ce mot. On se trompe soi-même et on trompe les autres. Il n'y a pas de surproduction, et pourtant il y a une quantité, un excès de stocks inventus et de machines qui ne tournent pas, d'outillages inutiles, mais ce n'est pas la même chose que la surproduction. En vérité, il n'y a pas excès de production, il y a désordre dans la production.

Je voudrais, avant de vous donner un aperçu de ce désordre, répondre à une des grandes accusations que l'on a lancées contre les esprits les plus éclairés, les plus novateurs du capitalisme, au sujet de la rationalisation. Vous entendez dire, surtout en Europe, et surtout par les socialistes et les révolutionnaires, qu'une des causes de la crise actuelle, une des principales causes, c'est le perfectionnement de l'industrie sous forme de rationalisation — perfectionnement qui a abouti, d'une part, à trop produire, et à produire sans emploi de main-d'oeuvre ou en diminuant les emplois de main-d'oeuvre. Je vous réponds tout de suite que si nous sommes dans la dépression actuelle, ce

n'est pas à cause de la rationalisation, c'est par suite d'une absence de rationalisation. Cette absence de rationalisation, ce manque de raison, puisqu'il faut employer le mot français — le mot rationalisation étant un mot savant créé par les Allemands, — cette absence de proportion, de prévoyance et d'ajustement dans la production, c'est cela que l'on peut reprocher au capitalisme. Ce n'est certes pas, au contraire, d'avoir été trop prévoyant, d'avoir trop mesuré, d'avoir été trop exact dans ses prévisions.

Le capitalisme se débat dans la crise actuelle, parce que lui-même s'est laissé entraîner à violer deux de ces principes essentiels. En premier lieu, il a créé du crédit fictif, sans garantie, non pas sous des influences économiques mais sous des influences politiques. Sa seconde erreur a été d'empêcher la concurrence, de la gêner, de la limiter autant que possible, alors que la loi fondamentale du capitalisme, c'est la concurrence libre. Vous le comprenez bien, il ne peut pas y avoir ajustement, adaptation exacte ou même convenable de la production aux besoins, s'il n'y a pas un certain classement, une certaine sélection entre les produits; cette sélection ne peut se faire précisément que par la concurrence. Si vous empêchez la concurrence de jouer, vous maintenez

dans le monde des productions arbitraires, artificielles, imposées à la population et, par conséquent, que celle-ci n'a pas choisies; vous arrêtez le progrès, vous créez des désordres.

Le capitalisme a abandonné ainsi, non seulement la loi de la concurrence, mais une autre loi qui en découle, celle de la spécialisation. On ne peut pas progresser, maintenir l'équilibre en matière économique, pas plus qu'en aucune autre matière, si l'on ne fait pas effort pour améliorer la qualité en fonction du changement des besoins ou des nécessités. Puis — et ici je m'adresse aux jeunes gens, en particulier, à ceux qui entreront dans les affaires plus tard ou prochainement, et je veux les inviter à réfléchir sur un paradoxe formidable sous lequel aujourd'hui vit notre organisation commerciale — depuis des années, en Amérique et en Europe, on est parti de cette idée que le besoin devait s'adapter au produit, non le produit au besoin. On a imposé le produit; les méthodes commerciales ont été conçues pour faire accepter le produit au public, et non pas pour rechercher dans le public ses désirs et ses besoins et y répondre. Evidemment, on a été entraîné là par les facilités extraordinaires que donnaient les nouvelles méthodes de la publicité. Mais ce paradoxe ne pouvait pas durer très longtemps; il était

certain que la réalité reprendrait ses droits et que la demande serait mise en posture plus tard d'imposer sa volonté à l'offre.

Je suis extrêmement frappé de la persistance, encore aujourd'hui, en pleine crise, de cette erreur de la part des industriels et des marchands, qui veulent imposer leurs produits, et croient que pour sortir de la crise il suffit d'exagérer, comme on dit en Europe, le bobard, de faire du *bluff*, de dire que telle marchandise se vend bien alors qu'elle ne se vend pas. Ce n'est pas le problème. Actuellement, la promesse de bonnes affaires est à celui qui, avant de savoir ce qu'il produira ou vendra, ira dans la foule, dans les maisons et verra ce dont on a besoin; puis, l'ayant vu, et sachant ce dont on manque, le fabriquera et l'offrira. Celui-là, je lui promets tout de suite de bonnes affaires. Autrement dit, la base des affaires, aujourd'hui, toujours, le moyen de remonter le courant, c'est de chercher les marchés, les débouchés, et ensuite de produire; et non pas de produire d'abord pour s'imposer à des marchés qui n'existent pas ou n'existent guère.

Cette habitude de s'imposer ou d'imposer ses produits au marché, n'est pas seulement le fruit des facilités que l'on a pu trouver dans la publicité; elle est aussi une conséquence profonde de

l'unification des types de marchandises, la standardisation excessive à laquelle le machinisme nous a conduits, et de l'absence de variété et de rénovation dont souffre la grande majorité des entreprises industrielles. Supposez que j'aille chez un marchand de motocyclettes et que je lui demande une moto à ma taille. Comme je suis très gros, on me dira qu'on ne fabrique des motos que pour gens maigres ou normaux. Si j'ai \$200 à affecter à cet achat, après cette réponse, j'emploierai mon argent à d'autres usages. J'admets que le nombre des gens gros est en minorité, mais encore est-ce une minorité importante dans le monde. Je pense que l'industriel qui fabrique seulement des motocyclettes pour gens maigres augmenterait considérablement ses affaires s'il voulait faire un petit effort pour s'adapter. Les méthodes actuelles ne le veulent pas, parce qu'aujourd'hui on impose sa marchandise et on ne se soucie pas des acheteurs.

Vous avez ici, au Canada, un exemple de ce que produit la méthode raisonnable de recherches du débouché: c'est le cinéma français. Quelque chose de remarquable a été accompli dans la ville de Montréal et dans la province de Québec depuis quelque temps au point de vue commercial: c'est la diffusion du cinéma français. Quelle est

la conclusion commerciale à tirer de ce succès? Elle est claire comme le jour. Ce qu'il y a d'étonnant dans la réussite du cinéma français, c'est qu'on n'ait pas encore pensé à s'en servir. Il était évident, *a priori*, pour quelqu'un ayant le sens commercial, qu'il y avait une immense clientèle au Canada, que le débouché existait, et il a suffi à un ou à plusieurs hommes de se rendre compte de l'existence de ce débouché pour que l'affaire fut bonne. Imaginez au contraire qu'un cinéma aussi bon, mais allemand ou russe, ait voulu s'imposer dans la ville de Montréal à force de publicité. Je pense que certainement des curieux y seraient allés pendant quelque temps, mais c'aurait été une affaire douteuse ou qui n'aurait pas réussi.

Le marché préexiste aux produits; est-ce à dire qu'on ne puisse créer un marché? Non, mais on ne peut le créer que dans le sens des besoins latents, quand ces besoins ne sont pas exprimés. Regardez, par exemple, l'automobile. C'est un cas très intéressant à analyser psychologiquement de la révélation d'un besoin aux hommes qui l'éprouvaient préalablement. Qu'est-ce qui fait le succès de l'automobile? Pour nos pères, il est probable que l'auto aurait eu beaucoup moins d'attrait que pour nous, parce que nos pères vivaient plutôt trop souvent dehors et pas assez souvent

dedans. Ils travaillaient dehors. D'autre part, leur plus grand désir — quand ils avaient un désir social — ce n'était pas de sortir de chez eux, c'était d'y rentrer; ce n'était pas de fuir la ville, c'était d'y aller. Vous savez très bien, en particulier, qu'en Amérique, les grandes villes se sont formées en partie par le désir de la population qui vivait isolée dans les campagnes, dans les terres sauvages, de se rassembler de temps en temps et de communier dans une société intense. Aujourd'hui, l'auto est la réaction contre la concentration urbaine; elle est le moyen de fuir les rues résidentielles, où il y a des gratte-ciel mais où il n'y a plus de ciel, où il y a des hommes qui vont de trous en trous, sans jamais apercevoir une surface ou un horizon définitif. L'automobile est apparue juste au moment où l'humanité avait besoin de s'évader, et c'est un besoin si profond qu'il a fallu créer des autocars partout, non pas seulement pour les transports dits utiles, mais pour les transports de plaisance. Beaucoup de gens croient que le principal attrait de l'auto, c'est l'isolement ou la vie privée en mouvement. Eh bien! non, la preuve en est dans les autocars, où la vie n'est pas privée mais collective, et qui sont plus achalandés que les automobiles. Encore une fois, l'automobile ne s'est pas imposée aux hommes car,

en réalité, elle correspond à un marché, à un besoin latent: le besoin de s'évader d'une vie trop factice et urbaine.

Au sujet de la rationalisation, je voudrais dissiper quelques erreurs. Vous aurez beau rationaliser votre comptabilité, si vous êtes en déficit cela ne vous donnera pas de bénéfices. Vous vous en apercevrez mieux, voilà tout. Si vous produisez trop, plus que le marché n'a besoin, vous aurez beau rationaliser, standardiser, normaliser votre travail, cela ne vous fera pas vendre vos marchandises. Qu'est-ce que c'est donc que la vraie rationalisation? C'est le sens de l'ajustement raisonnable de chacune des parties des entreprises et des industries aux besoins qu'elles doivent satisfaire.

Il y a aussi, ne l'oubliez pas une rationalisation des risques, car si quelque chose doit nous surprendre dans le monde actuel, ou du moins dans les événements qui nous ont conduits aux accidents actuels, c'est la disparition de toute notion élémentaire du risque chez un grand nombre de chefs d'industrie. Voulez-vous que je commette l'imprudence de faire allusion à un cas très actuel et très voisin de votre pays. On parle beaucoup en ce moment de la déconfiture d'Insull. Je voudrais que chacun d'entre vous analysât à la loupe

cette affaire. Elle est extrêmement instructive, car on y voit, d'une part, ce qu'il y a de magnifique dans l'élan de l'économie moderne et, d'autre part, les erreurs puérils, énormes qui gâtent cet élan. Si vous prenez l'affaire en question qui, au départ, est une concentration de la distribution de l'électricité en une seule entreprise, vous avez une rationalisation parfaite, une affaire excellente — la preuve en est que son excellence même a grisé ses directeurs. Puis, peu à peu, vous voyez l'idée raisonnable ou rationnelle disparaître et apparaître la folie puérile d'aller superposer un trust électrique, une banque et une espèce de gigantesque entreprise de courtage en bourse.

C'est le contraire de la rationalisation, c'est le désordre dans les choses et dans les esprits. Ne croyons pas que la concentration soit toujours un progrès, que ce soit cela la rationalisation; ça peut l'être dans certains cas, mais pas dans d'autres. La rationalisation ne consiste pas à avoir toujours plus de machines, mais à s'en servir. A Paris, quand on arrive à la Madeleine et qu'on veut se rendre à l'Opéra, on ne peut plus avancer. La rationalisation, là, c'est d'aller à pied. De nos jours, on produit n'importe quoi, on produit en n'importe quelle quantité, et puis, ensuite, on se préoccupe de trouver des acheteurs. Voulez-

vous que nous appliquions cela d'une façon un peu plus concrète à quelques matières et branches commerciales? Prenons l'agriculture. Nous verrons ensuite l'industrie. Y a-t-il un seul ministre de l'agriculture dans le monde entier qui, lorsqu'il encourage ses compatriotes à produire du blé, du vin, des fruits ou de la viande, se soit jamais préoccupé de l'endroit où on les vendra? Je n'en connais pas. J'ai toujours vu les ministères encourager la production, quelquefois donner des crédits ou de bonnes paroles, mais jamais je n'ai vu une administration se préoccuper de savoir où l'on vendra ces produits. Il est fort possible et même probable que le Canada est l'un des endroits du monde les plus propices à la production du blé. Mais alors il faudrait que les autres endroits qui le sont moins n'en produisent pas, parce que, fatalement, il y a une limite à la consommation du pain: on ne saurait obliger les hommes à manger du pain 24 heures par jour. La consommation du pain, comme celle des autres denrées, ne peut augmenter qu'avec la population. Or, la population du monde est en diminution depuis la guerre. Reste un autre moyen: relever le niveau des populations qui sont encore très arriérées. Mais regardez jusqu'à quel point le désordre règne dans le monde au point de vue de l'orga-

nisation économique: il y a des peuples qui, non seulement ne consomment pas assez de ce qu'ils produisent, mais qui, de parti pris, n'en consomment pas du tout. J'ai visité les paysans, les agriculteurs, qui produisent le blé roumain de Bessarabie. Ce qui m'a beaucoup frappé, c'est que ces populations ne mangent pas un grain de blé et se nourrissent de maïs. Il y a tout de même un paradoxe à ne produire que pour vendre à autrui, surtout en matière agricole. Donc la rationalisation n'est pas faite.

Prenons notre problème du vin. Le vin, en France, a une histoire très ancienne qui est devenue assez compliquée depuis le phylloxéra. Cette maladie a eu pour résultat de transformer, dans le midi, la production paysanne du vin en une production pour ainsi dire industrielle en très grande partie. De sorte que les petits vins du centre de la France ont été concurrencés par les gros vins du midi. Dans les villes, les petits vins ne se vendent plus et ne sont plus consommés. La production industrielle du vin dans le midi n'a cessé d'augmenter. Je crois que le marché français absorbe à peu près 60 à 65 millions d'hectolitres de vin par an. Le midi, à lui seul, en produit à peu près 50 à 55 millions d'hectolitres. Les vins locaux de la Touraine, de Bordeaux, etc., sont

consommés sur place en partie, ou trouvent un débouché à l'exportation. Vous avez un marché à peu près équilibré. C'est une grande chance, lorsqu'on a des stocks en surplus, qu'il arrive de la grêle. La France, vous le savez, il y a 100 ans, a conquis l'Algérie, puis occupé le Maroc et la Tunisie. Ce sont des pays magnifiques, riches; mais, à l'heure actuelle, ils produisent à eux seuls 18 millions d'hectolitres de vin, exactement le même vin que produit le midi de la France, de sorte que la colonisation, pour les paysans du midi, a été une catastrophe. Une erreur d'imprévoyance économique et même politique, c'est d'avoir laissé les colons algériens produire exactement le même vin que les vigneronns de la métropole. Pendant que les vigneronns algériens produisent un même vin, la France est obligée d'importer ce qu'on appelle les vins de liqueur de l'Espagne et de la Grèce. Ce sont ceux qu'on aurait dû produire en Algérie. Mais c'eût été faire acte de prévoyance lointaine: la politique ne prévoit pas au-delà du Monsieur qui est assis devant elle.

Voulez-vous que nous regardions un peu les matières premières industrielles? Là aussi règne un désordre extraordinaire. Je vous parlais tout à l'heure de la Roumanie; il y a là quelque chose de très frappant qui s'applique aussi ailleurs. La

Roumanie produit non seulement du blé, mais aussi beaucoup de pétrole et notamment beaucoup d'huile minérale, de mazout. Si vous allez en Roumanie, pays charmant, vous constaterez que les voyages y sont désagréables, parce que la locomotive ou le train envoie dans les wagons, non pas du charbon, mais de la terre et du sable. Comment se fait-il que, dans un pays où il y a tant de pétrole, les locomotives consomment un combustible intermédiaire entre la pierre et le charbon? Tous simplement parce qu'on a découvert dans ce pays, par hasard, une mine qui ressemblait à du charbon; il s'est constitué, avec le patronage des pouvoirs publics, une société anonyme qui a mis un ou plusieurs sénateurs dans son conseil d'administration, et qui a passé un contrat avec les chemins de fer de l'Etat, lesquels sont obligés de brûler le charbon de la société. Pendant ce temps là, on verse le mazout au Danube, parce qu'on ne sait qu'en faire. Voilà ce que c'est que les erreurs du capitalisme. Si on ne voulait pas employer le pétrole, on avait, tout proche, du charbon européen, en Sibérie ou en Europe centrale. Il y a de la surproduction de charbon dans l'Europe centrale, parce que les débouchés sont fermés, et surproduction de mazout en Roumanie

par absence de rationalisation élémentaire dans l'emploi des matières.

Voyons le cas du pétrole. Il y a surproduction de pétrole dans le monde. Pourquoi? parce qu'il est impossible d'empêcher les producteurs de pétrole de percer des trous et de mettre le pétrole à la disposition du public. Cette industrie qui est extrêmement *trustée* et concentrée dans la distribution, n'a jamais pu être organisée dans la production, parce que n'importe qui peut acheter du terrain, y faire des forages, et distribuer dans le public. Là, encore, absurdité totale de la production. Personne ne peut actuellement savoir quels sont les gisements de pétrole qui sont destinés à survivre ou non, parce qu'il y a des pétroles excellents en Mésopotamie, en Russie, en France, aux Etats-Unis, au Vénézuéla et au Mexique. Comme il n'y a aucune rationalisation, tous ces pétroles sont concurrents, mais personne ne peut savoir quel est celui qui rémunérera les capitaux engagés.

Même chose pour les produits transformés. Je ne veux pas m'étendre indéfiniment, mais dans le monde, que de pays qui, pour justifier le maintien d'ateliers, de mécaniques, ou de métallurgies inutiles, superflus, emploient des types arriérés, démodés de machines, etc. Je vous citais, je crois,

l'autre jour, le cas des compagnies de chemins de fer françaises qui ont mis leur amour-propre, non pas à normaliser leurs produits, mais à les dénormaliser pour les rendre individuels et aussi particuliers que possible. Cela se traduit par le maintien d'ateliers qui sont chargés d'entretenir des types arriérés de matériel et par des commandes passées à des métallurgistes et mécaniciens qui, sans cela, n'existeraient pas.

Je n'ai pas besoin de vous dire que le protectionnisme, dont je vous ai parlé et auquel je touche toujours avec un mélange d'inquiétude et de respect, est dans une large mesure le bouclier derrière lequel s'accomplit cette contre-rationalisation de la production universelle. En définitive, si vous examinez la carte du monde, vous verrez que la loi économique est tout à fait anti-économique; elle se résume à ceci: chacun veut produire le maximum de ce qu'il peut tant bien que mal produire, sans se soucier des prix de revient et des débouchés. Et quand il a établi son prix de revient tant bien que mal, il le justifie par des protections d'origine politique; ensuite, il crée son débouché par le même système de la protection politique.

Pour terminer ce tableau des causes de la surproduction, ajoutons que les excès de crédit aux

quels nous avons assisté depuis 1926, ont multiplié les désordres de la production à un degré que peu de gens imaginent. On peut dire qu'aux Etats-Unis, le nombre des entreprises a été doublé seulement par le fait des facilités de crédit. Un individu quelconque se présente à une banque avec une référence quelconque, et il obtient du crédit pour fabriquer n'importe quoi. Vous avez donc eu, depuis trois ou quatre ans, une multiplication d'entreprises indéfinie, non seulement aux Etats-Unis, mais dans le monde entier. Le résultat a été un surcroît d'outillage; et cet excès d'outillage des entreprises nouvelles a obligé les entreprises anciennes, pour se défendre, à renouveler elles aussi leur outillage prématurément et à se surcapitaliser. Et nous revenons à notre point de départ, car l'excès de crédit n'agit pas seulement par une influence directe, il agit aussi bien par une influence en retour. Du fait qu'il y a trop de nouveaux venus sur un marché déjà saturé, les anciens sont obligés à leur tour de commettre des excès qu'ils n'auraient pas commis sans cela.

J'arrive aux remèdes. Le premier se rattache à ma dernière remarque. C'est la nécessité, je le dis tout crûment, de restreindre et d'assainir le crédit. Je pense qu'aujourd'hui nous n'avons pas à encourager trop les banquiers dans cette voie,

mais nous pouvons simplement leur donner le conseil, au cas où les affaires sembleraient repartir, de ne pas verser dans les erreurs trop grandes d'autrefois.

Le second remède, c'est de restaurer tout de même une certaine concurrence, volontaire ou forcée. Je l'ai dit au début et je le répète: il est impossible que les besoins s'ajustent à la production, si la production ne se soucie pas des besoins. Et comment les connaîtrait-elle, s'il n'y a pas de concurrence et si le consommateur ne désigne pas ses préférences par le choix.

Et puis, il faut des solutions plus vastes; on ne peut pas laisser indéfiniment se compromettre non seulement la sécurité économique, mais la sécurité sociale internationale, on ne peut pas laisser la production internationale dans son état actuel d'anarchie. Il faut aller à une rationalisation progressive des productions nationales par des traités de commerce et des accords pour la rationalisation de la production. Cette rationalisation peut se faire par la voie officielle. Espérons que les gouvernements, peu à peu, lorsqu'ils auront à discuter un traité de commerce, une entente, un tarif de douane, ne se préoccuperont pas seulement de marchander ou de refuser le plus de choses possible à celui qui contracte avec eux, mais aussi d'é-

tablir un équilibre stable entre les échanges et la production des deux pays, dans l'intérêt des consommateurs comme des producteurs. Il est inadmissible, il est contraire à la raison et à la sécurité que lorsqu'un pays produit de la pierre au lieu de charbon, il ferme sa frontière à l'anhracite anglais ou au charbon canadien. Cette rationalisation peut se faire aussi dans l'ordre privé, par les cartels internationaux. Cette méthode est déjà assez avancée en Europe.

Je voudrais qu'à tous ceux qui se destinent aux affaires, on donnât un enseignement susceptible de les préparer à produire de la qualité plutôt que de la quantité. Depuis 10 ans, on a enseigné dans le monde, partout, à produire beaucoup, à produire vite. Il serait temps d'enseigner à produire bien et à produire bon. Je ne suis pas l'adversaire de la production massive, mais il faut comprendre qu'en économie comme en politique, il n'y a pas de formule unique. C'est une des grandes illusions et des grandes erreurs de notre cerveau que de croire qu'un jour nous arriverons à trouver un théorème définitif qui répondra pour l'éternité à toutes les situations économiques, politiques, morales et sociales. La vie en économie comme ailleurs, n'est faite que d'oscillations, et à chaque oscillation, il faut une adaptation. La production

de masse a été excellente, elle le sera encore à certaines époques. Quel est son objet? C'est d'étendre la consommation, c'est de réduire les types ou modèles de produits à un nombre si restreint qu'on puisse en abaisser le prix et, par conséquent, trouver des clientèles qui, sans cela, ne les auraient jamais achetés. Mais il arrive un moment où la facilité même de production de masse fait augmenter le prix par la surcapitalisation ou le suroutillage. A ce moment, on entre dans une autre phase, celle où nous sommes aujourd'hui. Il faut substituer, ne serait-ce que pour dix ans, la production de qualité à la production de masse, il faut perfectionner les produits, en inventer de nouveaux, chercher ce que désire le consommateur. Or, il désire beaucoup à l'heure présente, et même s'il n'a pas beaucoup d'argent, quand vous lui apporterez quelque chose qui répondra à son secret désir, il l'achètera. Regardez en ce moment, en pleine dépression, quelles sont les industries qui restent vigoureuses dans leur activité, sinon dans leur gestion financière, qui n'a rien de commun avec la technique industrielle; ce sont les industries qui apportent quelque chose de nouveau à l'humanité. C'est l'électricité qui se développe partout, c'est le cinéma, les textiles artificiels, certaines branches de la chimie. Les vieil-

les industries routinières qui restent dans la production massive, sans vouloir se perfectionner, sont condamnées.

Un dernier remède, c'est tout simplement la paix. Vous comprenez bien qu'il y a une foule de productions parasites dans le monde et dans chaque nation qui se couvrent des prétextes plus ou moins sincères de défense nationale. Pour restreindre ces productions parasites — c'est une des raisons, non des plus élevées mais des plus pratiques, de notre désir de paix — il faut rétablir dans le monde le désir et le moyen d'asseoir la paix. Le jour où les peuples auront l'assurance qu'ils ne seront pas le lendemain bloqués par une guerre, ils se montreront peut-être plus impatients à l'égard de certains abus du protectionnisme.

Je crois très sincèrement qu'en dehors des souffrances matérielles qu'elle inflige à une partie très nombreuse des populations ouvrières, la crise actuelle est extrêmement bienfaisante. Je crois qu'elle amènera non pas, comme certains le craignent, un abaissement du niveau général de la production ou de sa qualité, mais au contraire, je crois que, dans l'ombre des ateliers qui chôment, dans le cerceau des hommes d'affaires inquiets, dans les laboratoires des ingénieurs et même dans la réflexion des ouvriers, il y a, sous l'impression et

l'influence de la misère et de l'angoisse, un effort de recherche d'où jaillira dans quelque temps un nouvel épanouissement des inventions, une nouvelle présentation à l'homme de son oeuvre et de ses recherches.

En terminant, je tiens à vous rappeler cette phrase qu'a proférée un des plus grands hommes d'affaires de l'Europe, un de ceux qui sont restés de grands hommes d'affaires jusque dans le sommeil de la tombe, ce qui est assez rare, parce que, d'ordinaire, on n'est un grand homme d'affaires que pendant quatre ou cinq ans. Cet homme a dit: "On ne progresse que dans les périodes de gêne ou de crise." C'est profondément vrai, et quand j'entends les gens se désespérer, annoncer la fin du capitalisme ou de la société, je leur réponds: "Il est possible que certains capitalistes se soient trompés, ceux-là tomberont; mais au-dessous, il y a d'autres hommes qui travaillent et qui apporteront à l'humanité les moyens de continuer sur une voie qui tout de même a été celle du progrès matériel." Je sais bien que le progrès matériel n'est pas la fin de l'homme, mais, enfin, reconnaissons que sans un certain confort matériel, il est difficile d'avoir des idées très élevées. Je voudrais vous dire à ce sujet qu'il ne faut pas mépriser l'oeuvre du capitalisme. On peut être un saint

dans la pauvreté, c'est même, dit-on, un des conseils pour devenir saint que d'être pauvre, mais il faut avoir des aptitudes et, pour l'ensemble des hommes, je crois qu'une des conditions qui leur facilitent beaucoup la pratique de la vertu, c'est d'avoir suffisamment de quoi manger et aussi de quoi élever leurs enfants, en leur promettant un sort meilleur. Si on vous dit que la cause du capitalisme est désespérée, répondez: "Non, le capitalisme se sauvera, parce qu'il souffre; s'il ne souffrait pas, il serait perdu."





DEUXIÈME CONFÉRENCE

LE CHÔMAGE

NOUS allons aborder ce soir le problème le plus douloureux de notre époque: celui du chômage. L'ancienne économie naturelle faisait vivre les hommes directement sur leur travail, c'est-à-dire que chaque père de famille tirait sa subsistance du fruit de son travail, des produits de la terre. Chaque famille produisait presque tout ce dont elle avait besoin. Cette économie n'est pas très ancienne. En France, nos grand'mères filaient encore le chanvre, et nous avons tous dans nos armoires de famille des vêtements, des draps, des nappes, faits par nos grand'mères. L'homme d'autrefois ne connaissait pas le chômage; il connaissait simplement, suivant les bonnes ou les mauvaises saisons, l'augmentation ou la diminution des ressources naturelles que lui apportait son travail. Le seul problème pour lui

ou pour la majeure partie des hommes, était d'avoir assez de terre et d'assez bonne terre. En effet, si vous vous reportez à l'histoire sociale d'autrefois, vous verrez que les grands conflits, les grands mouvements, les grandes révolutions, ont eu lieu autour du partage des terres: c'était les sans-terre qui réclamaient des terres.

Cette économie naturelle, celle qui garantit la subsistance de l'homme et de sa famille par l'apport des individus, survit encore dans une assez grande partie de l'Europe; elle fait la résistance sociale de certains Etats, notamment de la France, où les petits propriétaires indépendants sont extrêmement nombreux, d'une grande partie de la Belgique, de la Suisse, de l'Allemagne du Sud, de l'Italie du Nord et, à niveau social plus pauvre, de pays comme la Bulgarie et la Serbie.

Le grand changement apporté par l'économie industrielle et capitaliste a été de mettre la subsistance des travailleurs, non plus en dépendance directe de leur travail même, mais en dépendance de l'échange du produit de leur travail. De sorte que le travailleur, au lieu d'être comme autrefois dans l'univers tout entier, et aujourd'hui dans certains pays ou certaines régions agricoles, le maître presque absolu de son économie personnelle, de sa subsistance, de son travail ou de ses besoins

dans un enclos ou dans une haie, dépend maintenant pour le rendement de son travail, d'un système universel dont il n'a ni le contrôle, ni même la connaissance, et sur la base duquel il n'a pas le moyen d'influer. C'est le résultat d'une grande modification qui a été apportée par ce qu'on appelle le progrès, autrement dit, par l'évolution de l'industrie, dans le mécanisme de la vie humaine et du travail humain: c'est le résultat de la spécialisation. Le travail aujourd'hui est étroitement spécialisé: autant dire qu'il est presque aveugle. Prenez, dans une usine de construction mécanique, un tourneur sur métaux: cet homme, toutes les heures du jour, tous les jours de l'année, et pendant un nombre d'années égal au nombre des années de sa vie active, tourne toujours la même pièces, le même morceau de métal, sans savoir où doit aller ce métal et à quel usage il est destiné, et pour quelle machine. De sorte que cet homme est une cellule infime d'un corps dont il ne sait même pas où est le cerveau, dont il connaît à peine l'objet. Ce que je viens de vous dire pour l'ouvrier, je pourrais aussi bien vous le dire pour le directeur de l'usine ou même le patron dans des proportions moindres, bien que le patron, le chef, le président du conseil d'administration, soient censés avoir plus de connaissances, plus de cultu-

re générale, plus de prévoyance. Il reste que, aujourd'hui, la prospérité ou le chômage tombe pour ainsi dire sur les populations à l'improviste, souvent sans que la population qui est atteinte ait pu le prévoir, ni même qu'elle ait aucune part de responsabilité dans ce qui lui arrive. Il suffit qu'il y ait une révolte en Chine pour que des usines à Londres et à Carcassonne chôment; il suffit que Gandhi s'agite dans une ville des Indes pour que les ouvriers textiles de Liverpool ou de Manchester chôment; il suffit qu'une tornade ruine une île de la Malaisie pour que, aussitôt, les exportateurs européens soient condamnés à chômer. C'est là le grand caractère de notre époque: tous les modes d'activité dans le monde, tous les risques sont solidaires. Et pourtant — contraste violent, générateur d'une quantité de désordres — alors qu'il y a solidarité universelle entre les intérêts et les modes d'activité, chacun de ces intérêts, chacun de ces modes d'activité prétend faire ses affaires seul, sans se soucier des autres.

Il faut savoir cela pour situer le problème précis du chômage tel qu'il existe aujourd'hui. Il faut savoir aussi autre chose: l'humanité s'est toujours heurtée dans son développement ou, si vous le voulez, dans l'ordre qu'elle recherchait, à ce que j'appellerai la difficulté des excès de popula-

tion. Je crois avoir déjà fait allusion à ce phénomène chronique de l'excès de population sur certains points du globe. J'y reviens simplement pour le signaler. Le capitalisme, l'industrialisation de l'univers a prodigieusement augmenté la population sur le globe. Par conséquent, on peut dire que le capitalisme a pris la responsabilité de nourrir dans une certaine mesure les enfants qu'il a fait naître. La question est de savoir s'il s'est rendu compte de cette responsabilité. Il faudrait de longues leçons pour entrer dans tous les mystères et dans les responsabilités de ce problème. Laissez-moi vous rappeler quelques chiffres concernant l'Europe, simplement à titre d'indication. Il y a cent ans, l'Europe avait environ 100 millions d'habitants; aujourd'hui, elle en a 400 millions. Si vous prenez l'Angleterre, vous verrez qu'à la fin du 18^e siècle, elle avait environ 7 millions d'habitants; elle en a aujourd'hui 44 ou 45 millions. Quant à l'Allemagne, vous savez que son rythme d'accroissement a été prodigieux au cours et surtout à la fin du 19^e siècle. Si nous sortons même de l'Europe, si nous allons, par exemple, en Egypte, nous voyons que sous l'influence du capitalisme, de la mise en culture des terres de la vallée du Nil pour le coton, la population de l'Egypte, le nombre des fellahs, est passé en moins

d'un siècle de 2 millions à 14 millions. C'est-à-dire que, toute réserve faite pour l'influence morale et religieuse dans l'accroissement de la population, le capitalisme, en ouvrant d'immenses chances de travail, un immense débouché éventuel devant les hommes à naître, les a fait naître.

En second lieu, le capitalisme a pris une autre responsabilité, celle-là est peut-être une de celles qui pèsent le plus sur notre situation. Je vous ai dit pour commencer que l'ancienne économie permettait à l'homme de vivre sans grand risque, du moins sans risque de chômage au sens où nous l'entendons aujourd'hui; l'homme était lui-même son propre *supporteur*, pour employer une expression anglaise. Depuis 25 ans, mais surtout depuis la guerre, sous l'influence de l'inflation de crédit et sous l'influence consécutive de la création de multitudes d'industries nouvelles, de l'expansion des industries anciennes et de la construction de nouveaux centres industriels, le capitalisme, ou plus exactement l'industrie, a déraciné des foules, des milliers d'hommes qui avaient auparavant un moyen modeste, mais extrêmement sûr, d'existence, pour en faire brusquement de la main-d'œuvre industrielle, pour faire du paysan un ouvrier.

Et alors, nous arrivons à un autre aspect de la question, ou, si vous le voulez, à la même ques-

tion sous un autre aspect; l'énorme développement de la population urbaine, depuis une vingtaine d'années, non pas seulement à tel ou tel endroit du globe, mais dans le monde entier. Si vous aviez sous les yeux un globe dynamique représentant l'univers et que, sur ce globe, vous indiquiez les courants, les attraites qui entraînent les populations ou les ont entraînées depuis vingt ans, vous assisteriez en esprit à ce fait qui est le mouvement directeur de l'humanité: la concentration dans les villes. On peut dire aujourd'hui que dans le monde entier, les hommes marchent vers les villes et c'est la véritable explication du caractère nouveau de notre civilisation entière — sur quoi je ne m'étendrai pas — ainsi que des transformations sociales, morales ou autres auxquelles nous assistons. Voulez-vous regarder où il y a le plus de chômeurs dans le monde à l'heure actuelle. Ce sont exactement les pays où il y a le maximum de concentration urbaine. La plus grosse masse de chômeurs est aux Etats-Unis; vous savez qu'en ce pays, le tiers de la population habite dans des villes de 100,000 habitants; ensuite c'est l'Allemagne, où la concentration urbaine est au moins égale, où le tiers habite dans les grandes villes; puis vient l'Angleterre, vieux pays de concentration urbaine. Veuillez remarquer ensuite que le chômage, lié si

étroitement dans les faits à la concentration urbaine, est cependant indépendant de la densité générale de la population. Aux Etats-Unis où pour une surface égale ou sensiblement égale à celle de l'Europe, vous n'avez que 115 ou 120 millions d'habitants, vous avez cependant plus de chômeurs que sur une surface équivalente en Europe. C'est la concentration urbaine, concentration industrielle, qui crée en cas de crise la situation du chômage beaucoup plus que la densité de la population.

C'est aussi la concentration urbaine qui donne au chômage son caractère douloureux, car une ville, grande ou petite, mais surtout la grande ville, a ceci de particulier, entre autres choses, qu'elle ne produit rien pour manger, rien des besoins élémentaires de l'homme. L'homme qui est sans travail dans la ville, s'il n'est pas secouru, est automatiquement condamné à mort; il est infiniment plus menacé en cas de rupture dans le mécanisme industriel que le trappeur de l'Alaska et du Labrador, qui peut au moins se nourrir par la chasse. Si vous multipliez ce phénomène de l'incapacité des agglomérations urbaines à faire subsister l'individu par ses propres moyens, par le nombre de chômeurs actuels, vous vous trouvez devant un fait qui est angoissant, non seulement au point de

vue immédiat de votre prospérité, mais au point de vue général de la civilisation. A cet égard, il est tout de même bon de rappeler que l'agriculteur, s'il semble désavantagé à l'époque moderne à bien des égards, a du moins un privilège qu'il ne faut pas méconnaître, et que lui-même d'abord ne doit pas méconnaître: c'est qu'il peut toujours se nourrir et vivre libre.

Voulez-vous que nous regardions d'un peu plus près le nombre des chômeurs dans le monde à l'heure actuelle et que nous analysions les chiffres. Il y a en gros, dans la partie dite civilisée de l'univers, c'est-à-dire dans l'Europe occidentale et dans l'Amérique du Nord, il y a, disent les statisticiens, 25 millions de chômeurs complets. Ces chiffres ne comprennent que la partie industrialisée ou civilisée de l'univers. Un des avantages de ce que nous appelons la civilisation, c'est que lorsque l'on meurt de faim on est inscrit dans les statistiques. Quand on meurt de faim en Chine ou en Afrique, on n'a pas ce privilège! Il est donc impossible de dire le nombre de gens qui ne travaillent pas sur les autres continents. Comment se répartissent ces 25 millions! Un peu plus de 2 millions $\frac{1}{2}$ en Angleterre, 6 millions $\frac{1}{2}$ en Allemagne, 2 à 3 millions dans le reste de l'Europe, et encore nous ne savons rien ou pas

grand chose de ce qu'on appelle le reste de l'Europe, parce que dans cette partie, il n'y a pas de statistiques; 11 millions $\frac{1}{2}$ à 12 millions aux Etats-Unis.

Je voudrais en quelques mots vérifier ces chiffres. Qu'est-ce que c'est qu'un chômeur, en dehors des statistiques? Un chômeur, c'est un homme qui le plus souvent a une famille. Si vous réduisez cette notion de famille à ses éléments les plus modestes, vous supposez que chaque chômeur a une femme et seulement un enfant, ce qui est peu, étant donné que les classes pauvres dans les villes sont toujours les plus prolifiques. Si vous réduisez à trois le nombre de personnes dont un chômeur a la charge, vous aboutissez aux chiffres suivants: il y a aujourd'hui dans la partie la plus évoluée, la plus civilisée, la plus développée du monde, sans parler des autres parties, 25 millions multipliés par trois, c'est-à-dire 75 millions d'être humains qui ne mangent pas à leur faim.

Je pense que sous ce chiffre il y a lieu de mettre quelques points d'interrogation et aussi de mettre une affirmation. Cette affirmation la voici: si l'ordre social, si le capitalisme lui-même résiste à une pareille épreuve, c'est que vraiment l'ordre social, le capitalisme lui-même contient des ressources et des moyens de résistance très supérieurs

à ceux de n'importe quelle civilisation antérieure. Veut-on chercher la cause de cette résistance extraordinaire qui, lorsqu'on l'analyse, paraît presque invraisemblable, savoir pourquoi ce monde blanc, dit civilisé, qui couvre l'occident de l'Europe, et le nord de l'Amérique, résiste à la misère et à la révolte intérieure de 75 millions d'êtres? Cela ne peut s'expliquer que parce que les hommes, tout de même, par l'éducation aussi bien de l'esprit que du caractère, ont acquis une certaine sagesse qu'ils n'auraient peut-être pas possédée autrefois, alors qu'ils étaient moins éduqués. S'il y a un hommage que nous devons rendre dans cette crise, c'est l'hommage aux éducateurs et aux hommes de toutes conditions qui, dans tous les peuples, à travers le monde, ont propagé à la fois la notion d'un certain respect mutuel des hommes et aussi d'une certaine intelligence des choses.

Des distinctions s'imposent. De ce chiffre énorme de chômeurs, il faut d'abord soustraire ce qu'on appelle en économie pure les chômeurs permanents. Il y a toujours eu dans tous les pays un certain nombre de personnes qui ne se sentaient pas disposées au travail et qui avaient adopté la philosophie facile que le travail n'est pas fait pour l'homme, la preuve étant que ça le fatigue! Ceux-là, évidemment, ont trouvé le couronnement long-

temps attendu de leur philosophie et sa sanction dans les indemnités que l'on est venu leur donner pour les dédommager de leur paresse. Ils sont assez nombreux. Ceux d'entre vous par exemple qui ont visité l'Angleterre d'avant-guerre savent qu'il y avait alors beaucoup moins de chômeurs avant la guerre, mais qu'il y avait beaucoup plus de misère. Ce qui veut dire que les chômeurs d'avant-guerre ne touchaient pas d'indemnité. C'est la seule différence. Nous pouvons tout de même déduire du nombre impressionnant que je vous citais tout à l'heure un certain pourcentage de chômeurs totalement résignés à chômer.

En dehors de cela, il faut envisager une autre catégorie; l'immense quantité des ouvriers ou travailleurs de tout ordre que l'industrie a déracinés depuis 10 ou 15 ans. Ce sont des gens qui sont venus au travail industriel comme sous l'influence du *boom*. Ils sont une des formes du *boom*. Ils ont été enlevés aux professions agricoles ou artisanes qui jadis assuraient leur subsistance. Et si vous voulez constater combien cette catégorie de travailleurs est importante dans les statistiques présentes du chômage, vous n'avez qu'à vous référer à la proportion des manoeuvres et des employés parmi les chômeurs. Dans tous les pays, ceux qui dominent en nombre la masse des chômeurs ce sont

les manoeuvres et les employés, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas une tradition ou une éducation technique. Or, il est un fait sur lequel je voudrais attirer votre attention: les émigrants de la terre fournissent presque toujours ces deux catégories. Quand ils n'ont pas reçu une instruction quelconque, ils deviennent terrassiers ou manoeuvres, et quand ils ont reçu de l'instruction, ils deviennent employés sous un nom quelconque, ce qui est une autre manière d'être manoeuvres, avec cette différence que l'on a des frais de vêtements supplémentaires. Par conséquent, ce qui augmente la masse des chômeurs dans le monde, c'est incontestablement la proportion considérable des gens qui ont été déracinés des campagnes par l'industrie depuis dix ou quinze ans.

Déduction faite des chômeurs volontaires et résignés et des chômeurs non qualifiés, il reste encore à peu près une quinzaine de millions de travailleurs réellement professionnels qui n'ont pas de travail. Or, à l'heure présente, il y a dans ces chômeurs un nombre très considérable de femmes, bien que, dans les statistiques, le nombre des femmes portées comme chômeuses soit très inférieur à leur contingent. La femme s'inscrit moins volontiers, elle révèle moins volontiers sa misère et surtout, il faut bien le dire, elle est accueillie moins

volontiers chez ceux qui donnent des secours, à cause de sa moindre influence électorale.

Et là se pose une interrogation qui n'est pas sans nous préoccuper; celle de savoir dans quelle mesure les femmes qui ne chôment pas, celles qui ont gardé leur emploi, font concurrence ou non au travail masculin et, par conséquent, augmentent indirectement le nombre des chômeurs. Pour ma part, bien qu'en Europe et peut-être en Amérique les organisations socialistes la dénoncent avec de plus en plus de véhémence, je ne crois pas que la concurrence féminine soit de nature à nuire au travail masculin, parce que peu à peu les femmes se sont fait des emplois que les hommes ne pourraient pas remplir, soit parce qu'ils ne conviendraient pas à leur force musculaire, soit parce qu'il faudrait payer trop cher leurs services.

Si nous résumons tout ce que je viens de dire, nous constatons que la répartition géographique et sociale du chômage correspond au phénomène suivant: concentration urbaine, intensité plus ou moins grande de l'industrialisation. J'ajoute, faisant allusion à ce que je vous ai exposé précédemment, chômage d'autant plus développé que le pays en cause dépend davantage de l'exportation, parce que le protectionnisme a fermé tous les marchés extérieurs peu à peu. Enfin, le chômage se

développe en proportion de l'élément des prix de revient comme nous l'avons vu en Angleterre depuis la guerre.

Alors une question se pose: Pourquoi a-t-on accusé la rationalisation et le machinisme d'avoir développé le chômage? Je crois avoir dit assez de mal de l'excès du machinisme pour le défendre sur un terrain où il est attaqué d'une façon injuste. Il est faux que le progrès des machines ait jamais réduit les chances du travail humain. Je vais vous en donner un exemple que je crois décisif. Il y a cent ans, en France, il y avait, occupés au transport des voyageurs et des marchandises par voitures à chevaux, diligences ou bateaux, environ 6,000 à 8,000 personnes. Aujourd'hui, il y a un million d'employés de chemins de fer et, je crois, au moins un million d'individus qui vivent de l'automobile, des accessoires ou des produits nécessaires à l'auto. Par conséquent, l'invention du chemin de fer et de l'automobile, — combattus à l'origine par certaines parties de la classe ouvrière qui craignaient d'être privées d'emplois — non seulement n'a pas réduit le travail, mais l'a augmenté dans des proportions que personne n'avait prévues. Autre exemple: en France, lorsque Jacquart inventa le métier à tisser — dit métier Jacquart — les ouvriers qui employaient un mé-

tier plus ancien, plus arriéré, brisèrent son métier, en disant que ce métier, en augmentant la production, allait affamer la population ouvrière. Je crois que l'industrie textile aujourd'hui occupe, non pas des dizaines de milliers, mais des millions d'ouvriers dans le monde, et le perfectionnement des machines, loin d'y réduire le travail, l'augmente chaque jour. Donc, c'est un procès absurde que celui que l'on fait depuis l'origine des âges au progrès mécanique.

On a dit aussi, et vous l'entendrez soutenir par des comités plus ou moins politiques, que l'excès de rationalisation des usines et du travail entraîne le chômage. Cela peut-être vrai dans des cas particuliers. Il est évident que lorsque dans une gare de chemins de fer il y a du travail pour 4 employés et qu'on en a mis 100, la rationalisation consiste à en supprimer 96. Règle générale, toute amélioration de la technique ou des méthodes de l'industrie et du travail, loin de diminuer les chances d'emploi, les augmente. Si vous en voulez la preuve par la négative, elle est facile à placer devant vos yeux. Quel est le pays qui a souffert depuis la guerre d'un chômage constant, irréductible, alors que le chômage n'existait pas dans les autres pays et qui, même dans le maximum d'activité, n'a jamais pu faire tomber le nombre de ses chô-

meurs au-dessous de 1½ million? C'est l'Angleterre. Or, quelle est la caractéristique de la vieille industrie anglaise? Cette caractéristique est très connue des ingénieurs et des industriels européens: elle est la moins rationalisée du monde.

Une des causes qui aggravent le chômage, c'est incontestablement l'aveuglement et le parti-pris de certains dirigeants. En période de crise, de dépression, vous avez une réduction de la masse des salaires qui correspond à la réduction du volume des échanges, à la réduction des achats de la part de la clientèle. Si vous prétendez maintenir la fraction de salaire qui revient à chaque ouvrier au niveau de la période d'inflation, automatiquement vous réduisez le nombre de ceux qui participent à la distribution des salaires. On peut donc dire, sans aucun parti-pris, que la politique ouvrière qui consiste à maintenir, par pression politique, des salaires nominalement exagérés, est une des causes essentielles de l'aggravation du chômage. La politique devrait être au contraire d'établir un niveau minimum de salaire de chaque individu et de chaque famille et, le salaire ayant été abaissé à ce niveau, d'en faire profiter le plus grand nombre possible d'individus, de répartir la masse du travail entre le plus grand nombre de travailleurs.

Vous savez quelle est la solution que proposent

ceux qui demandent le maintien des salaires d'inflation: la réduction des heures de travail. C'est une des modes récentes que de croire que l'on puisse résoudre la crise actuelle en payant aussi cher, mais en travaillant moins. La réduction des heures de travail ne peut supprimer ni directement ni indirectement aucune des causes de la crise, telles que je vous les ai exposées. Elle n'enlève rien au désordre de la production, elle ne change rien à l'excès de cherté des produits. Au contraire, il faudrait plus de temps et plus de salaires pour produire la même marchandise. Elle ne changerait rien aux abus du protectionnisme; elle n'améliorerait certes pas l'anarchie de la distribution et ne changerait rien au parasitisme politique et social. Quel sera l'effet, dans certains pays, de la réduction des heures de travail? Le plus simple, le plus certain, ce serait l'émigration des industries vers un autre pays. Il est d'expérience que là où le travail n'est pas assez intelligent pour adapter ses revendications aux cycles de prospérité et de dépression de l'industrie qui le fait vivre, celle-ci est contrainte d'émigrer: l'industriel va où le travail est libre et n'est pas réglementé. Aux Etats-Unis on peut observer que toutes les industries primitives, notamment les industries textiles, étaient situées dans la Nouvelle-Angleterre et dans le nord-

est des Etats-Unis. En Nouvelle-Angleterre, les syndicats ouvriers ont augmenté leurs exigences. La conséquence en a été l'émigration des filatures de coton vers la Caroline et la Georgie, où le travail n'est pas réglementé.

Mais que peut-on envisager comme remède? Il y a les remèdes préventifs, pour empêcher le chômage, et les remèdes curatifs pour la situation actuelle. Je voudrais d'abord que tous les industriels et tous les gouvernements désormais prissent garde de déraciner le moins possible les populations qui ont déjà des moyens d'existence. Je vais plus loin: dans une période où le contrôle de l'Etat s'exerce partout à tort et à travers, je me demande pourquoi il ne s'exerce pas là d'abord, et si, avant de donner permis à un industriel de construire une usine qui vivra pendant six ou dix ans, avant d'installer cette industrie, le gouvernement ne devrait pas lui demander où il va recruter sa main-d'oeuvre et quelle garantie de travail il assurera à la main-d'oeuvre.

En Europe, en Amérique, on a vu des quantités d'entrepreneurs, plus ou moins doués de capitaux ou d'initiative, n'ayant jamais touché à l'industrie, s'installer à proximité des populations rurales, déraciner les filles et les garçons de vingt villages, et faire faillite au bout de six mois. Alors les jeunes

garçons et les jeunes filles, dégoûtés de la vie agricole dont ils avaient perdu l'habitude, s'en sont allés vers la grande ville, à la recherche, Dieu sait de quels métiers.

J'estime que les déplacements de population qui sont sévèrement réglementés pour toute autre matière, en matière économique, doivent être sinon réglementés, du moins contrôlés.

Il faudrait d'autre part rendre à l'économie une certaine souplesse individualiste. Je vous ai montré l'espèce de démence effroyable de l'homme aveugle, dans un petit atelier, à l'égard d'un système tout entier dont il ignore la destination. Cette prison professionnelle, cette étroitesse de l'horizon spécialisé disparaît dans une certaine mesure lorsque l'ouvrier est un artisan, lorsqu'il travaille pour son compte. Je voudrais, sans nuire en rien au développement de la grande industrie, que dans tous les milieux on fit un effort pour maintenir une classe d'artisans qui soit une soupape, une classe toujours souple et assurée de son existence, à côté des masses ouvrières qui, elles, dépendent du destin d'un jour et ne sont pas plus assurées de leur lendemain que les feuilles des arbres de la forêt.

Je voudrais aussi, en m'adressant aux élèves d'une école de hautes études commerciales, que l'on

mit bien dans la tête des corps chargés d'éduquer la jeunesse qu'il importe avant tout, pour nous garder des risques de notre civilisation, de donner aux jeunes gens une instruction technique. Par là, je veux dire le moyen de produire soi-même quelque chose, d'être un rouage producteur. Je vous ai dit tout à l'heure que le chômage sévit surtout chez les manoeuvres et chez les employés, et je pourrais ajouter que je ne connais pas au monde — je ne dis pas qu'il n'en existe pas — de vrais ouvriers, ayant un bon métier en main, qui chôment, qu'il n'y a pas un très bon mécanicien qui ne trouve aujourd'hui à s'employer, ni un très bon horloger ni un très bon cordonnier. Un homme qui a un métier et qui est capable d'offrir à son voisin quelque chose qui réponde à un besoin précis, ne risque pas de chômer. Au contraire, celui qui représente dans la société économique des services de commodité et non pas des services de nécessité, celui qui dispense son voisin de travailler, ou l'employé qui fait un travail que le patron juge n'avoir pas le temps de faire, le manoeuvre qui balaie l'usine ou qui sert le technicien, ceux-là sont toujours, par destination, sacrifiés dès qu'il y a à faire des restrictions ou dès que la masse des salaires se réduit. Je crois qu'il ne faut pas encourager la jeunesse, dans aucun niveau

social à rechercher des emplois correspondant précisément au mot d'employé. L'employé, croyez-moi, est l'homme qui est, dans notre société, le plus dépendant, l'homme le moins indépendant. Ce qu'il faut pour être libre et être assuré de son gagne-pain, c'est avoir un métier, pouvoir produire quelque chose: bâtir une maison, construire une charrette, faire du pain; bref, apporter quelque chose à la société, que l'on soit un très grand ingénieur-chimiste ou le savetier du coin.

J'ajoute que l'on ne peut avoir un métier, être l'homme que je viens de décrire, que si, précisément, on a le goût et la possibilité d'une certaine prévoyance individuelle. J'ai parcouru des cités ouvrières dans beaucoup de pays, j'ai fait parler, j'ai écouté des employés de toute catégorie; ce qui me frappe dans notre monde moderne, ce qui me frappe chez ceux qui travaillent, c'est cette abdication croissante de la personnalité, ce goût du traitement fixe, ce goût du petit garçon pour entrer dans un bureau où il n'aura pas à prendre d'initiative, où il n'aura qu'à exécuter des ordres; ce goût du berger, libre sur la montagne, pour la ville, où l'on met partout des enseignes afin de n'avoir pas à se servir du cerveau, de réfléchir. Cette abdication, c'est la tare morale, intellectuelle la plus profonde de notre temps. Elle nous ramène né-

cessairement à l'esclavage. Je voudrais précisément vous dire que si le monde actuel n'avait pas consenti à cette abdication, si tous nous étions des individus capables d'initiative, capables de réagir, dans les plus petits cercles de travail ou de responsabilités, nous n'assisterions pas à cette espèce d'effondrement de l'humanité qui semble attendre la fin de ses maux de ce miracle qu'on appelle la "reprise!" Est-ce que vous croyez vraiment que les anges vont descendre du ciel pour vous permettre de vendre les sacs d'épicerie que vous avez en magasin, que la foudre va payer vos dettes, que le printemps va résoudre vos problèmes de comptabilité, que l'on va faire disparaître les responsabilités qui ont été accumulées, sans que personne ne fasse un petit effort pour se débrouiller, pour rajeunir ses méthodes?

Je m'excuse d'avoir terminé cette conférence par un peu de lyrisme, mais il est vraiment triste pour un observateur de voir l'humanité dans l'état où elle est, de voir, après un siècle de prodigieuses inventions, de transformations du globe, de voir dans tous les pays, les mendiants souvent menaçants que l'on voit aux Etats-Unis. Je croyais qu'on avait enseigné aux citoyens modernes que c'est précisément la chose la plus humiliante que de recevoir la charité. On a crié contre la charité et,

aujourd'hui on voit les hommes, les prolétaires à qui on a enseigné les droits du citoyen, la philosophie matérialiste, tendre la main, provoquer la charité et presque l'insulter. Je dis que l'éducation est fausse, qui a fait cela, parce qu'elle a enseigné à l'homme à être indépendant par les mots et non par son travail, son initiative. Si vous voulez faire un monde nouveau, commencez par apprendre à travailler sous une responsabilité, à ne pas mettre votre avenir entre les mains d'autrui. On met son avenir entre les mains d'autrui quand il s'agit d'idéal, jamais quand il s'agit d'intérêt. La loi d'intérêt est: "chacun pour soi", ce qui ne veut pas dire l'égoïsme; mais l'émulation dans le sens du progrès, de la bataille!





TROISIÈME CONFÉRENCE

RESPONSABILITÉS DU CAPITALISME ET RESPONSABILITÉS DU SOCIALISME

APRÈS les exposés que j'ai eu l'honneur de vous faire sur l'ensemble des problèmes que pose la crise présente, je veux essayer de définir devant vous aujourd'hui les responsabilités du capital et celles du travail. Il va de soi que mon intention n'est aucunement d'entrer dans une discussion sur la valeur doctrinale du capitalisme, du socialisme et du travaillisme, ni de discuter la bonne ou la mauvaise foi des uns et des autres, ou de contester le droit de chacun de défendre ses intérêts avec l'ardeur qui lui convient. Ce que je vais mettre sous vos yeux, ce sont les éléments chiffrés du problème, afin que, dans le débat social que fait naître le débat économique, le terrain soit déblayé autant que possible de toute discussion technique.

Si vous le voulez, nous allons procéder à l'analyse schématique de la crise actuelle et de ses solutions éventuelles. Voici un tableau qui montre, d'une part, (a) la position économique qui a causé la crise, la situation déterminante de la crise et, d'autre part (b) les solutions de diverse nature que l'on préconise.

LES SOLUTIONS A LA CRISE

a) La situation

Production			+ distri- bution		= prix de vente	pouvoir d'achat		
frais gén.	mat. prem.	salai- res	total			(1) cl. ind.	100	
						cl. agr.	80	
						cl. lib.	80	
15	15	20	50		50	100		

b) Solutions

I)	Restriction de la production						100
20	18	20	58	50	108		80
							80
II)	Rendement intensifié						100
12	13	20	45	50	95		80
							80
III)	Réduction des heures de travail						105
15	13	20	48	50	98		82
							82
IV)	Sacrifices du Capital et du Travail						80
10	13	17	40	40	80		80
							80

(1) Cl. ind. = classe industrielle; cl. agr. = classe agricole;
cl. lib. = classe libérale.

Supposons une marchandise industrielle mise sur le marché au prix de \$100. Elle se trouve en présence de trois clientèles: l'une directement inté-

ressée au travail et au profit de l'industrie, dont le salaire, par conséquent, en principe, est égal à 100, puisque c'est précisément la rémunération de ce travail industriel qui forme le prix de vente du produit. Les deux autres clientèles sont au-dessous de ce chiffre: ce sont les agriculteurs du monde entier et toutes les classes qui ne participent pas à la rémunération directe ou indirecte du travail industriel. Le chiffre 80 pour chacune de ces deux classes indique le coefficient supposé de sous-consommation et de sous-moyen d'achat qui les caractérise.

Les agriculteurs, dans le monde entier, avaient un pouvoir d'achat inférieur au prix de vente du marché. Il convient d'insister sur ce point parce que peu de gens se rendent compte encore de la proportion tout à fait prédominante des populations non-industrielles dans le monde. Nous parlons toujours de production industrielle. Or, en Chine, il y a 350 millions d'habitants et à peine 1 ou 2 millions sont associés au rythme industriel. Même situation en Malaisie et en Australasie. En Europe, bien que le développement industriel soit considérable, la population agricole est supérieure à la population industrielle. Le pouvoir d'achat des classes non-industrielles est déterminant dans la proportion des deux-tiers de l'é-

quilibre des marchés. Ce pouvoir d'achat des classes non-industrielles est surtout déterminé par le prix des denrées agricoles, et le prix des denrées agricoles se heurte à un plafond de la consommation, d'où une crise chronique. Nous ne pouvons donc pas élever le prix des produits industriels au-dessus d'un certain niveau et les faire acheter par les agriculteurs qui n'en ont pas le moyen.

Donc, vous supposez que 100 représente le prix d'une automobile; au moment où s'est déclenchée la crise, il y avait trois voitures à vendre, mais seul un client sur trois pouvait acheter. Les deux grands éléments du prix de vente d'une marchandise sont: le coût de la production, le coût de la distribution.

Vu l'anarchie de la distribution dans le monde, à l'heure actuelle, il arrive assez fréquemment que le prix de la distribution, le prix payé aux intermédiaires, représente, dans le prix de vente du produit, un montant supérieur au prix même de la fabrication. Pour simplifier, nous allons accorder aux deux éléments, production et distribution, la même part: la moitié, 50 p. 100.

Dans la production, il entre trois éléments: les frais généraux, (coefficient 15); les matières premières et les machines, (coefficient 15); les salai-

res et rémunération du travail, (coefficient 20), soit, pour l'ensemble de la production, le coefficient 50, ou la moitié du prix de vente.

On entend par frais généraux, les frais de capital, la rémunération du capital, les frais de gestion, les frais d'impôts, en général, tous les frais généraux d'une entreprise, hormis les frais de fabrication proprement dits et les salaires. Je m'en suis tenu pour les frais généraux, à un chiffre très bas, car les frais de capital sont toujours très élevés à cause du phénomène de la surcapitalisation. Plus ce phénomène est marqué, plus les frais généraux ont tendance à grandir.

Les matières premières et les machines, par exemple, d'une fabrique d'automobiles, ce sont le fer et l'acier et les diverses fournitures et les machines qui les consomment. Pour les matières premières, le coefficient peut être extrêmement variable. Relativement élevé dans l'industrie du papier, il est extrêmement bas pour des entreprises hydro-électriques.

Je crois que le coefficient, aujourd'hui, en moyenne, pour la matière première, ne dépasse pas 15. Les frais d'entretien des machines sont relativement très peu élevés dans la conduite d'une entreprise.

Le pourcentage 20 que nous accordons aux sa-

lares, est à peu près le pourcentage moyen dans les grandes industries de transformation, sous réserve qu'il y a de très grandes différences dans l'emploi de la main-d'oeuvre dans l'industrie, et que celle-ci peut représenter jusqu'à 50 p. 100 du prix de fabrication dans certains cas, mais parfois, aussi, moins de 15 p. 100.

Telle est la situation — exposée en *a* au tableau qui précède — qui a déterminé la crise. Si vous voulez sortir de cette situation, tout va dépendre de la façon dont vous établirez la cause même de la crise, car c'est la cause même qui va dicter le remède ou la solution.

L'hypothèse à la mode, celle qui fait l'objet des conversations générales celle qui, à mon avis, malheureusement, guide aujourd'hui la direction de la plupart des hommes d'affaires dans le monde, c'est l'hypothèse de la surproduction. Cette idée amène automatiquement un industriel à réduire la production (voir tableau b-I) sans se soucier des autres éléments ou facteurs de l'entreprise. Le résultat est que, si vous réduisez les quantités produites, la part des frais généraux augmente en proportion; par conséquent, les frais généraux montent à 20. Vous réduisez également le rendement des machines, vos frais généraux en machines montent également. Cette hausse des

machines est en partie compensée, dans la mesure où l'on diminue la production, par la réduction de l'emploi des matières premières; cette réduction est en général assez faible, ou du moins, a une limite. D'autre part, le prix des matières premières ne peut plus descendre au-dessous de ce qu'il est aujourd'hui. Pour tenir compte de tous ces éléments, nous relevons le pourcentage des matières premières et des machines à 18. Le salaire ne bouge pas, il reste au même niveau, ce qui n'empêche pas le renvoi des ouvriers; comme on fabrique moins, l'on paie moins de salaires, mais ceux-ci restent proportionnellement identiques pour chaque unité produite. Donc, coefficient 20. Le coût de production passe ainsi à 58, le coût de la distribution est toujours à 50, et le prix de vente s'établit à 108. Par conséquent, à partir de ce moment, même les ouvriers, dont le pouvoir d'achat demeure stable à 100, ne peuvent plus acheter le produit: et c'est justement ce qui se passe actuellement dans le monde entier. Le poste salaires ne cède pas, soit à cause de la résistance des syndicats ouvriers, soit parce que le patron lui-même estime qu'il n'y a pas lieu de les abaisser.

Que va-t-il se passer dès lors? . . . Le poste capital n'étant plus rémunéré, va tomber, et le poste distribution ne pouvant plus vendre, va se retirer.

La chute de ces deux postes entraîne une aggravation du chômage, par la fermeture ou, s'il y a des stocks, la faillite de l'entreprise. Voilà à quoi aboutit le dogme de la surproduction et son corollaire, la réduction de la production.

La deuxième hypothèse, l'hypothèse proprement industrielle, consiste à augmenter le rendement de la machine par l'augmentation au lieu de la réduction des quantités. C'est le procédé inverse: l'augmentation des quantités pour essayer de faire diminuer les prix, sans changer les autres éléments (voir tableau b-II). Augmentation des quantités, par conséquent, des frais généraux moindres dans chaque produit; vous pouvez descendre les frais généraux à 12. Le facteur matières premières et machines descend à 13 parce qu'il y a accroissement du débit de la machine et des frais d'entretien répartis sur un plus grand nombre d'objets; le salaire ne bouge pas; soit, coût de production 45, plus distribution 50, total: 95. Vous retombez dans le phénomène antérieur. Ceux qui travaillent vont acheter, puisqu'ils représentent 100, tandis que les autres classes de sous-consommateurs n'achètent pas. Le résultat, excès des stocks en magasin, charges de capital et, par conséquent, le stockage s'ajoutant à la surcapitalisation, la déconfiture de l'entreprise.

Une troisième solution (voir tableau b-III) qui est soutenue par un grand nombre de publicistes américains et, en général, par des organisations travaillistes et socialistes: c'est la réduction des heures de travail, compensée par le rendement accru des machines, avec les mêmes salaires. Là, le phénomène est un peu plus compliqué, mais fort intéressant à suivre.

Il y a d'abord augmentation du rendement des machines mais sans changer les quantités totales, puisque vous diminuez le nombre des heures de travail. Les frais généraux gardent donc le coefficient 15. Le coût proportionnel des matières premières et des machines descend à 13, à cause de l'augmentation du rendement des machines, et vous avez 20 comme salaire. Frais de production: 48, distribution: 50, prix de vente: 98. Du fait que le travailleur gagne toujours le même salaire, en travaillant moins, vous avez une augmentation du pouvoir d'achat des salariés qui peut se traduire par le coefficient 105, au lieu de 100. Mais vous avez aussi une augmentation dans les autres classes du fait que les ouvriers peuvent acheter des services ou des produits alimentaires en plus grande quantité, ce qui permet de porter le coefficient à 82 au lieu de 80. Cette augmentation n'est pas suffisante pour payer le prix du pro-

duit. En général, seuls les ouvriers directement intéressés, peuvent encore acheter.

Le phénomène dangereux est dans la contagion de la hausse du pouvoir d'achat. Cette hausse des salaires industriels va se répercuter sur l'ensemble des autres salaires ou des prix de revient ou des frais de distribution, d'où, après quelque temps, crise pire que la première. En effet, ces ouvriers-là, qui touchent plus pour le même travail, ou autrement dit, touchent un salaire qui n'a pas changé pour travailler moins, sont des ouvriers privilégiés par rapport à l'ensemble des travailleurs — donc leur profession va faire appel, servir de modèle à l'ensemble des travailleurs. Supposez que les ouvriers travaillant dans l'automobile voient aujourd'hui leur pouvoir d'achat, leur salaire augmenté par ce système de 10 à 20 p. 100. Eh bien, tout le monde voudra être ouvrier dans une fabrique d'automobiles ou tous les travailleurs, par contagion, voudront ajuster leur rémunération à ce tarif nouveau. Résultat: il y aura augmentation parallèle du coût de la distribution, des salaires des fonctionnaires et, par conséquent, du budget des Etats. Seuls n'augmenteront pas les revenus de la classe agricole, parce qu'il y a un plafond à la consommation des produits agricoles, parce qu'un homme ne peut pas manger au-delà

d'une certaine mesure. De sorte que ce système qui paraît très ingénieux aboutit fatalement, au bout d'un certain temps, à une recrudescence de la crise.

J'arrive à ce qui me paraît représenter le seul moyen rapide de sortir de la situation où nous sommes (voir tableau b-IV). Supposons que les industriels fassent l'acte d'intelligence de réduire leur capital d'un tiers et, partant, leurs frais généraux d'autant; c'est un sacrifice, mais un sacrifice bienheureux s'il doit leur épargner la ruine. Tout de suite, abaissement des frais généraux à 10. Accélérons la production au lieu de faire de la sous-production, nous arrivons pour les matières premières et les machines à ce que je disais tout à l'heure, à 13. Aux ouvriers, au lieu de demander une réduction du tiers, je demande tout simplement 15 p. 100 et je réduis le coefficient de 20 à 17. Je demande à la distribution, aux intermédiaires, aux entreprises de transport, d'établir une réduction exactement parallèle à celle que j'ai demandée, aux producteurs, une réduction de 15 p. 100 du capital, plus 10 p. 100 des salaires ce qui ferait 25 p. 100 — mettons 20 p. 100 sur les frais généraux de la distribution, et, au lieu de 50, nous avons 40. Le prix de vente s'établit alors à 80. Et alors, du jour au lendemain, toute la clientèle

achète. Le chiffre d'affaires se multiplie par 3. Mais, me direz-vous, la classe industrielle a fait un sacrifice et son pouvoir d'achat est diminué. Non, l'ouvrier a vu baisser son salaire nominal de 15 p. 100, mais la baisse des prix de vente a été de 20 p. 100, de sorte que son pouvoir d'achat, son salaire réel est plus élevé. D'autre part, l'accroissement énorme de la demande se traduit vite par des bénéfices plus considérables qui compenseront les sacrifices du capital, sous forme de dividendes ou de plus-value des titres. La chose essentielle pour remettre en marche les machines, le prix de vente, c'est que tout le monde fasse son sacrifice. Je suis persuadé que par là les bénéfices croîtront par l'assainissement des entreprises et aussi par l'augmentation du pouvoir d'achat des capitaux.

J'ai voulu simplement vous faire sentir d'une façon sèche, mais que je crois assez claire, que le problème de notre bonheur réside dans l'intelligence du capital, et dans l'intelligence et la bonne volonté du travail. Remaniement du capital par des opérations qui semblent cruelles au premier abord, mais qui, en y regardant de près, sont des opérations préservatrices. Sacrifice purement apparent de l'ouvrier, récompensé par un pouvoir d'achat accru. Sacrifice qui ne vaudra que si la démagogie consent à y voir clair, sinon à renoncer

à ses exigences. Si on ne fait pas cela dans l'ordre, par prévoyance, cela se fera tout seul par des catastrophes et la ruine. C'est-à-dire que si le capital ne veut pas se réduire, il sera réduit à rien, car l'entreprise disparaîtra; le salaire, s'il ne veut pas faire son sacrifice, disparaîtra par le chômage. Encore une fois, j'insiste sur ce fait que la repartition du pouvoir d'achat dans le monde comprend une partie mobile et ajustable, qui est celle des populations industrielles, et une partie rigide, qui est celle des populations agricoles et des classes à revenu fixe.

Quand vous entendrez dire que pour résoudre la crise il suffirait d'augmenter les prix, dites-vous bien, au contraire, que cela conduirait le monde à la faillite.

Je voudrais maintenant vous dire quelques mots de deux problèmes que je n'ai pas pu aborder avant et qui sont assez importants. D'abord, la concentration des usines. Vous savez ce qui a amené au 19^e siècle et au début du 20^e siècle un excès de concentration des usines; c'est le préjugé que plus les usines étaient concentrées, plus les prix de transport étaient bas, plus la manipulation était facile. Aujourd'hui, ou du moins depuis quelques années, il est apparent que la concentration des usines entraîne, en matière de vie ouvrière

re, une surcharge telle de frais de subsistance, et par conséquent une hausse telle des salaires, que le bénéfice, l'économie réalisée sur les frais de transport du fait de la concentration dans les villes est amplement mangé. Dans certains pays, vous assistez de la part des industriels prévoyants, depuis quelques années, à des essais de décongestion des grands centres industriels.

Je voudrais dissiper une contradiction apparente dans mon exposé précédent. Je vous ai dit que je blâmais le fait pour un entrepreneur quelconque d'aller dans une région agricole où la population a sa subsistance assurée par son travail, de déraciner cette population, de l'amener dans une usine où elle sera soumise à des aléas que l'agriculture lui avait laissé ignorer auparavant. Ce blâme que j'adresse aux industriels, et l'appel de contrôle que j'ai fait aux Etats, ne s'appliquent évidemment qu'aux pays agricoles qui sont relativement prospères, c'est-à-dire, en général, les pays de polyculture, c'est-à-dire de culture variée. Quand, au contraire, vous avez affaire à une population qui meurt de faim aux champs ou qu'il y a un surplus de natalités, il est évidemment recommandable d'y apporter une industrie comme moyen d'existence complémentaire.

Vous avez, par exemple, l'usine Bata, fabrique

de chaussures en Tchécoslovaquie. Bata est un petit ouvrier qui a passé sa jeunesse à aller à travers la montagne porter aux clients dans la forêt les bottes que son père avait fabriquées dans son échoppe. Cet homme de génie a peut-être en vingt ans amené dans cette région une industrie qui occupe 50,000 à 60,000 ouvriers. Peut-on le blâmer? Non. Il faut le louer, parce que la Slovaquie est un pays qui n'avait aucune ressource; la population mourait de faim; il lui a apporté du pain.

L'industrie à la campagne n'est pas recommandable quand il s'agit d'un pays où l'agriculture produit suffisamment, car l'agriculture, c'est la stabilité, et l'industrie, ce n'est jamais la stabilité pour l'ouvrier. Au contraire, dans les régions où la population est très pauvre, seulement là où la terre n'est pas riche, il est bon d'apporter de l'industrie. Mais sous quelque forme que cela se fasse, je crois vraiment qu'il faut toujours, dans la mesure où la technique le permet, essayer de sauvegarder pour l'ouvrier une issue vers un autre moyen de subsistance; il faut laisser dans une localité assez d'agriculture pour que, au cas où l'usine ferme, une partie des ouvriers, puissent trouver au moins un peu de travail, d'occupation, dans les jardinets ou les champs. En France — c'est une

des grandes raisons pour lesquelles les crises industrielles sont moins apparentes qu'ailleurs et pour lesquelles les statistiques de chômage montrent un niveau très inférieur à celui des autres pays — les usines sont souvent des usines de 100 à 150 ouvriers. Quand ces petites usines débauchent l'ouvrier, celui-ci retourne tout naturellement au champ, soit comme ouvrier, soit comme petit exploitant. Il n'est jamais sur la dure, il a toujours une ressource. Un rêve qui n'entre pas dans les calculs des chômeurs, est de décongestionner autant que possible les centres industriels, ceci étant une cause de la hausse des prix de revient et du prix de la vie. J'ajoute que ces centres industriels sont aussi des centres de propagande révolutionnaire et socialiste. Décongestionner dans la mesure du possible, mais ne disperser les usines que vers les pays où il y a vraiment de la main-d'œuvre besogneuse, c'est-à-dire dans les pays agricoles très pauvres. Quand vous installez une industrie, ne pas faire trop grand, ne pas installer des usines qui absorbent toute la population d'un pays, mais des usines qui laissent subsister l'agriculture tout autour. Je voudrais qu'on évitât certains excès auxquels on assiste par exemple en Allemagne, et qui sont extravagants. Je connais une ville de 16,000 habitants qui sont occupés

dans la proportion de 10,000 à l'usine — une usine de produits chimiques. Les autres habitants sont des fournisseurs de cette usine. Cette ville n'a donc absolument d'autre raison d'être que l'usine de produits chimiques en question; elle n'a non plus d'autre budget et d'autres ressources que les taxes perçues sur l'activité de l'usine et sur le revenu des employés ou des patrons. Voici que l'usine ferme; alors la population de 10,000 ouvriers est en chômage complet, les commerçants sont ruinés et la ville, qui n'a plus de ressources, a à sa charge budgétaire toute la population pratiquement. On ne peut pas faire dépendre un milieu social tout entier de la marche plus ou moins sûre d'une industrie: c'est une absurdité sociale.

Il n'y a de santé que si vous pouvez changer d'air et que si vous pouvez faire des mouvements qui ne soient pas toujours les mêmes. Dans l'industrie, pas de circulation et d'échanges sans variété, même quand il s'agit de la main-d'oeuvre.

Je vous ai parlé de la responsabilité du capital en ce qui concerne la résorption des frais de crédit et des frais généraux. Le capital a une autre responsabilité. La classe ouvrière est aveugle, mais précisément parce qu'elle est aveugle, elle a besoin d'être dirigée. Elle n'est pas chargée, parce qu'elle n'en a pas les moyens, de conduire la politi-

que du monde, ni les courants de migration, ni les échanges commerciaux. D'autre part, quand il y a surpopulation, comme cela existe dans maints endroits du monde, la classe ouvrière n'a aucun moyen de résoudre ce problème: elle ne sait pas où aller. Même avec la meilleure volonté de s'expatrier, de travailler, elle doit mourir de faim, faute d'être conduite là où elle pourrait vivre. Je rends hommage à la prévoyance d'un économiste de Montréal, M. Leacock: comme lui, je suis d'avis qu'une des grandes tâches du capitalisme doit être de mettre en valeur et de peupler les pays riches qui sont déserts. Mais pour les peupler, il ne suffit pas d'y amener et d'y poser des gens qui n'ont ni argent, ni ressources, ni plans, ni desseins pour se tirer d'affaire. Le peuplement du monde et la mise en valeur des territoires déserts qui peuvent nourrir la population et multiplier la richesse ne sauraient se faire que si l'organisation de la migration humaine se base d'abord sur une organisation de la mise en valeur à l'aide de capitaux. Il y a aujourd'hui des capitaux colossaux qui ne font rien et c'est là une chose sur laquelle peu de gens réfléchissent. Vous entendez dire en Europe: "Comment se fait-il que les affaires ne marchent pas? Les banques sont pleines d'argent, il y a de l'argent partout même dans les ar-

moires. Pourquoi l'argent ne bouge-t-il pas?" Cet argent, c'est celui des classes dont le pouvoir d'achat est à 80 quand les prix sont à 100. Cet argent représente un pouvoir d'achat qui ne se manifeste pas; il ne se dépense pas, il reste en compte dans les banques, en billets dans les armoires. En dehors de ce qui pourrait se dépenser par un abaissement général des prix de revient et de vente, il resterait encore un surplus considérable. Ce surplus, pourquoi ne pas l'employer à donner du pain, du travail et des terres nouvelles à ceux qui meurent de faim et qui n'ont aucun moyen de travail dans l'Europe orientale ou ailleurs.

Le capitalisme a souffert depuis la guerre de deux défauts. Le premier c'est le manque d'idées générales. On a enseigné à l'homme à vendre une paire de chaussures, à marchander, à compter chaque soir et chaque mois le résultat de son effort et son bénéfice. On ne lui a rien enseigné de plus. Quant aux phénomènes les plus simples de l'économie universelle, vous avez encore dans le monde et dans l'Amérique, notamment, des millions d'industriels ou commerçants qui croient qu'il suffirait de faire monter les prix pour que les affaires reprennent, comme si de les faire monter, alors qu'il y a 12,000,000 de chômeurs, rendrait plus faciles des achats de la part de ces chômeurs qui

n'ont pas d'argent. Cela montre une inculture profonde et cette inculture est une inculture d'idées générales. Je voudrais formuler la loi des élites: il est impossible de comprendre quoi que ce soit sans une certaine culture classique, mais il est impossible que cette culture classique ait la moindre force si vous n'y faites pas entrer les phénomènes essentiels de notre temps, qui sont économiques. Ce qu'il faut, c'est interpréter ces faits, incorporer dans une culture ancienne les idées nouvelles.

C'est toujours un mauvais calcul, dans n'importe quel domaine de chercher le profit immédiat. Depuis la guerre, le monde a cherché le profit immédiat. Le résultat qu'on ne prévoit pas, c'est qu'en se basant sur le prix immédiat, on ne peut faire le calcul exact. Une preuve très simple: on ne peut pas, sur le rendement d'une année, c'est-à-dire suivant la méthode courante en bourse ou dans les conseils d'administration, juger une seule entreprise au monde, agricole, commerciale ou industrielle; il faut au moins une courbe de dix ans. Et alors, comment voulez-vous, devant ce fait, que les industriels et les commerçants qui ne songent à la différence que d'un an ou deux ans, comment voulez-vous qu'ils produisent avec cette prévoyance égoïste, matérialiste, qui veut qu'une affaire ne

rende que sur une courte période? Je demande à tous ceux qui ont une influence dans le monde économique de faire les sacrifices de capital et de salaire que j'ai indiqués, parce que ces sacrifices se traduiront sur la courbe des dix années à venir par un bénéfice énorme pour tous. Si on fait cela, on est appelé à une prospérité, qui ne serait jamais disparue si l'on avait songé au profit d'ensemble et non au profit immédiat.





QUATRIÈME CONFÉRENCE

LA LUTTE DU CAPITALISME ET DU SOCIALISME EN EUROPE

CONTINUONS, si vous le voulez bien, l'étude du conflit entre les tendances socialistes, ou plutôt entre les erreurs socialistes, et ce que j'appellerai les erreurs capitalistes. Aujourd'hui, je vous exposerai particulièrement ce conflit dans son aspect général en Europe et, ensuite, nous aborderons ensemble l'étude du cas des Soviets de la Russie.

Le socialisme vit sur certaines doctrines que vous connaissez, mais il vit aussi et plus encore sur un certain nombre de préjugés élémentaires. Le plus ancien, le plus simple et le plus efficace de ces préjugés, c'est celui que les biens sont injustement répartis dans le monde et que toute l'évolution sociale, toute l'évolution économique, doit tendre à égaliser le partage des biens. C'est une idée très

archaïque, mais elle survit, encore, même chez des populations assez avancées. C'est cette idée qui a amené le partage des terres dans l'Europe orientale — partage des terres qui, du point de vue économique, est une mesure déplorable. L'Europe orientale était organisée en grands domaines pour la grande culture, avec un outillage considérable; le partage ayant fractionné non seulement les domaines, mais les moyens de culture, a abouti à empêcher la culture elle-même. Vous concevez que là où il est facile de produire du blé à bon marché quand il s'agit d'exploitations de 100, 200 ou 500 hectares, les conditions deviennent tout à fait différentes lorsqu'il s'agit de petits lots de quatre hectares, puisque l'outillage, non seulement ne peut pas être employé, mais ne peut même pas être acheté pour un si petit usage. En France même, où nous avons un très grand nombre de petits propriétaires, où l'on peut dire que la grande propriété n'existe plus, il survit une certaine hostilité très vive du petit propriétaire contre le grand propriétaire. Toutes les fois qu'une richesse est apparente, elle est pour ainsi dire mesurée par ceux qui sont moins riches et l'idée de partage naît automatiquement. J'ajoute que même dans l'industrie, si absurde que cela soit, l'idée du partage subsiste; elle n'a pas disparu, elle est encore dans la tête de

beaucoup d'ouvriers qui ne réfléchissent pas. Je vous en citerai un exemple fameux: l'occupation des usines de la Lombardie et du Piémont, à la veille du fascisme, par les ouvriers. Ces braves ouvriers italiens se sont persuadés qu'il suffisait d'envahir l'usine même où ils travaillaient, pour la faire marcher et en partager les profits. C'est une idée primitive du socialisme.

Je voudrais m'arrêter à cette idée du partage, qui paraît tout à fait simpliste, mais à laquelle il n'est pas toutefois si facile de répondre. La réponse est la suivante: le principe du partage suppose une richesse acquise, consolidée et isolée du reste du monde. L'idée du partage s'applique à un gâteau qui est cuit et non à un gâteau qui est en cuisson. L'économie politique d'autrefois était un gâteau cuit, c'est-à-dire que la richesse était constituée presque uniquement de terres, d'immeubles, quelquefois d'outillage, mais d'un outillage qui ne variait pas. Aujourd'hui, la civilisation économique est essentiellement dynamique, c'est-à-dire qu'elle n'est jamais finie, qu'elle ne s'arrête pas; tous ses éléments sont solidaires et, si l'on veut comprendre le rythme de l'activité contemporaine et le comparer aux exigences du vieux socialisme, il faut imaginer ce que donnerait, par exemple, le partage d'une automobile.

Pour satisfaire son envie, il suffirait à chacun de garder une pièce d'une voiture, mais il est évident qu'on ne serait pas plus avancé. Si le socialisme pouvait réaliser son idée de base, celle du partage, il arriverait exactement au même résultat. Que voulez-vous que fasse l'idée du partage appliquée, par exemple, aux chemins de fer? Est-ce qu'une locomotive peut se fractionner?

Ce qu'il faut retenir de cela, c'est que, à la base de l'idée socialiste, quels que soient ses raffinements, ses subtilités, et même son développement intellectuel, il y a le plus souvent le problème de la répartition des biens. Ce problème, nous l'avons vu, n'est pas résolu dans le monde moderne; il ne l'a jamais été, il comporte le grand point d'interrogation de l'avenir. Si vous voulez vous faire une idée très largement synthétique des mouvements de la pensée économique à travers les classes sociales et à travers l'univers actuel, vous pourriez classer le socialisme et le capitalisme sous les définitions suivantes: le socialisme, c'est le parti ou la tendance de tous les gens que préoccupe surtout le problème de la répartition, c'est-à-dire, la distribution des biens, alors que le capitalisme est le parti de ceux qui sont surtout préoccupés de la production. Il n'est pas sans intérêt de rendre cet hommage, après maintes critiques, au capitalisme,

que seul il s'est préoccupé d'augmenter la production, seul il s'est occupé aussi d'en perfectionner la qualité. Le socialisme, lui, au contraire, n'a jamais, dans aucune de ses doctrines, dans aucun de ses essais pratiques, cherché à perfectionner la production ni à l'augmenter. Or, je pense que si la distribution est un problème capital, si c'est le problème capital, il faut d'abord, pour pouvoir distribuer, produire en quantité suffisante pour l'ensemble des hommes. Le capitalisme y a réussi dans une certaine mesure; il a donc fait des preuves que le socialisme jusqu'à présent n'a faites dans aucun domaine, pas même dans celui de la distribution.

La forme la plus habituelle du socialisme, ou, si vous voulez, l'application pratique du principe du partage, de la répartition des biens par le socialisme en Europe, c'est ce qu'on appelle l'étatisme. L'étatisme est le grand mal de l'Europe actuelle. Si, en Amérique, vous souffrez, et si les États-Unis en particulier souffrent de certains maux, qui sont ce que j'appellerai du gigantisme capitalisme, en Europe le mal est tout différent: c'est le parasitisme étatique qui est la véritable faiblesse économique. Quelle est la définition de l'étatisme? Elle est assez simple. L'étatisme consiste à transformer peu à peu tous les travailleurs en fonctionnaires, en sa-

lariés ou pensionnés de la collectivité, non seulement tous les travailleurs, mais tous les employés et les techniciens. Autrement dit, l'idée de partage, au lieu de se manifester sous la forme des partages effectifs accomplis par les citoyens, s'est traduite par une main-mise de l'organisation de la collectivité, c'est-à-dire l'Etat, lequel répartirait les biens entre les citoyens suivant une justice idéale.

Ce mal ou cette tendance se manifeste dans tous les Etats européens sous les formes suivantes. D'abord la législation ouvrière imposée aux parlements en ce qui concerne les salaires: la législation européenne, dans presque tous les Etats, tend à fixer le salaire indépendamment du rendement, non plus suivant ce que produit l'homme, mais suivant ce dont il est censé avoir besoin. En second lieu l'exclusivisme ouvrier ou, si vous voulez, le nationalisme de la main-d'oeuvre, en ce sens que les ouvriers étant installés dans un salaire, dans un travail qui leur rapporte une certaine rémunération, inclinent à s'y fixer comme dans un monopole et à exclure toute concurrence d'une main-d'oeuvre autre. Cela s'applique non seulement à la main-d'oeuvre étrangère, mais à d'autres catégories de main-d'oeuvre, même aux ouvriers qui viennent d'autres localités, de la campagne, et, comme je vous l'ai indiqué déjà, cela s'applique en grande

partie du moins, à la main-d'oeuvre féminine, dans la mesure où elle est concurrente des travaux que les hommes pourraient se réserver. Elle se traduit encore par les indemnités de chômage, par la fameuse institution de l'assurance-chômage; c'est-à-dire que l'on tend à soustraire l'ouvrier à la loi de l'offre et de la demande, toujours d'après le même principe que l'ouvrier doit être payé non pour ce qu'il fait, mais pour ce dont il a besoin. La conséquence logique, c'est que, même quand il ne fait rien, il doit être payé pour satisfaire à ses besoins. Cela aboutit — sans contester le caractère humanitaire, je vais plus loin, sans contester la nécessité absolue de garantir à tout homme qui veut vivre normalement par son travail un moyen de subsistance quelconque — cela aboutit, lorsque ce principe humanitaire a été transformé par la démagogie ouvrière et par la faiblesse des parlements et des gouvernements, à faire peser sur l'économie nationale de chaque pays et, dans l'ensemble, sur l'économie européenne, une charge permanente et croissante, tout à fait indépendante non seulement des bénéfices mais même de l'équilibre économique de l'Etat. Je cite le cas le plus connu, qui vous est familier, celui de l'Angleterre. L'Angleterre n'a cessé d'être en état de crise industrielle; elle n'a cessé depuis la

guerre de voir son commerce extérieur et l'ensemble de son activité diminuer, d'être en état de déficit budgétaire. N'empêche qu'elle a dû subir une charge croissante, non seulement en masse, mais, par suite des exigences de chaque individu, une charge qui compromet son équilibre.

Un autre courant, une autre exigence du socialisme pénétrant peu à peu dans le corps politique concerne, non plus la législation ouvrière proprement dite, mais la législation économique. Et là nous voyons se manifester la tendance que je vous indiquais tout à l'heure à faire assumer absolument par l'Etat toute la production économique, tout le régime des échanges. Cela se manifeste soit par la régie des entreprises, comme la régie des chemins de fer, ce qui est l'accroissement du système des monopoles, soit par le contrôle direct ou indirect de l'Etat sur l'industrie et le commerce — contrôle qui peut se manifester de bien des façons, même du point de vue fiscal. Vous savez qu'il suffit d'établir une taxe d'une certaine manière et de faire contrôler cette taxe par des inspecteurs du fisc, pour que l'Etat soit en mesure de contrôler, de surveiller toute l'activité des entreprises. D'autre part, la législation protectrice du travail qui est absolument nécessaire, a introduit dans les usines toute une catégorie de fonc-

tionnaires de l'Etat qui imposent leur contrôle à la production.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler que l'ensemble de ces mesures aboutit peu à peu à ce qu'on peut appeler la nationalisation des entreprises. En France et dans plusieurs pays de l'Europe, le capitalisme, ou plus exactement la production, l'industrie et le commerce ont dû pactiser avec la tendance à la nationalisation des entreprises. Et l'on a vu naître depuis la guerre une formule atténuée de la nationalisation des entreprises qui, en raison même de son caractère moins nocif ou moins agressif, a eu un succès de diffusion tout de suite beaucoup plus prononcé. Cette formule consiste à faire représenter l'Etat dans les conseils d'administration des grandes entreprises, dans la mesure où ces entreprises ont un volume tel qu'elles ne peuvent pas se passer d'une certaine bienveillance de l'Etat. Je vous en citerai deux exemples. En premier lieu, l'histoire des potasses d'Alsace. En recouvrant l'Alsace-Lorraine, nous avons recouvert les gisements de potasses de l'Alsace. Il a fallu substituer à l'exploitation allemande une exploitation française. L'Etat a concédé cette propriété à une société anonyme, mais en exigeant que dans le conseil d'administration il y eût un certain nombre de ses représentants, de fonctionnaires agissant

pour l'Etat, et que lui, l'Etat, fût associé au partage des bénéfices. En second lieu, la Compagnie Française des Pétroles. Par le traité de Versailles, on a concédé à la France des gisements de pétrole en Mésopotamie, qui sont d'ailleurs extrêmement productifs et extrêmement riches en quantité et qualité. Pour accorder à une compagnie française le droit d'engager des capitaux dans cette affaire et de l'exploiter, le gouvernement a exigé la participation dans les bénéfices et la représentation au conseil d'administration. Un autre exemple tout récent, c'est l'affaire de la Compagnie Générale Transatlantique. Pour des raisons n'ayant d'ailleurs rien de commun avec l'exploitation de la ligne, qui est parfaite, mais pour des raisons de gestion, peut-être téméraire, de certaines exploitations annexes comme certaines affaires d'hôtels en Algérie et aussi certains chantiers maritimes, la Compagnie Générale Transatlantique a eu quelques difficultés financières. A ce moment-là, l'Etat est intervenu, il a fait appel au public et a contribué à la réorganisation de la C. G. T. Mais aussitôt l'Etat a imposé la formule de la nationalisation atténuée, qui consiste à faire gérer la compagnie suivant le système d'une affaire privée mais sous le contrôle de l'Etat, avec participation éventuelle de celui-ci aux bénéfices.

Les instruments de pression du socialisme pour accomplir cette oeuvre de pénétration progressive dans le corps économique, ce sont les syndicats ouvriers, les syndicats de fonctionnaires et la pression électorale pure et simple. Sur les syndicats ouvriers, il y a beaucoup à dire, mais je ne m'y attarderai pas. Si les syndicats ouvriers jouaient pleinement, c'est-à-dire si tous les ouvriers entraient dans les syndicats et si, une fois entrés dans les syndicats, ils y faisaient preuve d'une discipline parfaite, pour la défense exclusive de leurs intérêts professionnels, on aboutirait à ce fait que les syndicats se feraient la guerre entre eux et que, par conséquent, le risque syndicaliste ou la tendance socialiste serait annulé automatiquement. En France, nous avons un exemple curieux dans les syndicats de fonctionnaires: la rivalité entre les postiers et les agents de douane. Pendant plusieurs années, nos postiers et douaniers se sont querellés au sujet d'une question de prérogatives et de salaires, ce qui a eu pour résultat que le gouvernement s'est trouvé libéré de toute obligation de donner satisfaction à l'un ou à l'autre, pour son plus grand profit. En sorte que, paradoxalement, on peut dire que ce qui fait la force du syndicalisme ouvrier, c'est que les syndicats ne sont pas très puissants ou ne représentent que des effectifs relative-

ment restreints. Cela leur permet de jouer le rôle de minorités agissantes et le rôle d'arbitres dans les conflits entre les autres classes de la société. Sur-tout, cela permet à leurs dirigeants de prendre des décisions en dehors de la volonté des ouvriers. Je ne voudrais pas calomnier mes compatriotes, mais je veux illustrer ce cas par le rôle de la Confédération Générale du Travail en France, qui est censée représenter l'ensemble de la classe ouvrière, mais qui représente en réalité un nombre tout de même restreint de syndicats.

Le syndicalisme des fonctionnaires est plus grave, parce que les fonctionnaires, eux, ont les moyens de faire entrer dans l'administration ou dans la gestion du pays immédiatement et sans intermédiaire, sans avoir à faire pression sur le corps politique, l'esprit socialiste lui-même. Et je pense qu'en Europe, mais particulièrement en France, le problème le plus épineux, le plus difficile à résoudre, et celui tôt ou tard qui exigera des mesures draconiennes, c'est le problème des fonctionnaires. Chez nous, les fonctionnaires petits et moyens sont arrivés à constituer réellement un Etat dans l'Etat, et cet Etat est dirigé d'après des doctrines en grande partie socialisées. Cela s'étend d'un certain nombre d'instituteurs jusqu'aux employés des administrations, des préfectures et des sous-préfec-

tures, de sorte que, toutes les fois qu'une loi est votée, même si elle n'est pas à tendance socialisante, il y a fatalement une interprétation socialiste.

Les pays de l'Europe les plus atteints par ce double mal socialiste et étatiste sont l'Allemagne et l'Autriche. Ces deux pays ont été conduits en grande partie à la situation où ils sont aujourd'hui par le socialisme. Car si, pour des fins faciles à comprendre, l'Allemagne prétend avoir été ruinée par les exigences de ses créanciers extérieurs, il suffit de l'avoir visitée et d'avoir examiné le fonctionnement et le rôle des syndicats ouvriers pour constater qu'elle a été ruinée par la vague de socialisme depuis dix ans. Quant à l'Autriche, elle est la double victime du Traité de Paix qui en a fait une tête sans corps, et d'un socialisme échevelé qui a dilapidé tous les fonds disponibles et a mis le pays autrichien dans un état tel que la Société des Nations n'a pas réussi à stabiliser sa situation. Pour l'Angleterre, il n'y a aucun doute que dans la chute du sterling, à côté de causes techniques, il y a une cause permanente qui a été l'influence travailliste depuis la guerre et surtout dans les dernières années. Vous connaissez les efforts discrets qu'un an ou plus avant la chute du sterling, M. Macdonald lui-même a faits pour essayer d'amener les travaillistes à consentir à une réduction

des salaires ou des assurances-chômage. Vous connaissez la résistance à laquelle il s'est heurté. Au fond, une des grandes raisons de la chute du sterling, ça été le désir de réduire, par la dépréciation de la monnaie, la contribution de l'Etat au chômage. Une autre région où la situation est très dominée par le socialisme, c'est la Scandinavie tout entière. Vous savez que, même en Norvège, il y a eu des gouvernements presque communistes. En France, je viens de vous exposer la situation, elle n'est réellement dangereuse que du côté des fonctionnaires.

Mais quelles sont les réactions du capitalisme? Le capitalisme en Europe s'inspire d'un certain nombre de principes qui, comme tous les principes, sont inscrits dans les livres, proclamés dans les assemblées générales, et quelques fois relégués au grenier pour le reste du temps. Les principes proclamés par le capitalisme européen, c'est d'abord l'individualisme, c'est ensuite l'initiative privée, c'est enfin la liberté et le développement des affaires par le crédit, sur la base de la sécurité des transactions et de l'ordre social. En fait, depuis la guerre, il s'est développé parallèlement au syndicalisme ouvrier en Europe, un syndicalisme patronal qui est plus discipliné et plus puissant. Ce syndicalisme patronal n'a contre lui que le fait

qu'il est patronal et le fait qu'il représente par définition une minorité. Il ne peut donc pas, si j'ose dire, se manifester ou combattre sur le terrain politique, car il serait dénoncé et vaincu immédiatement. Les principes du capitalisme ce sont l'individualisme, l'initiative privée et la liberté. En réalité, les tendances normales, naturelles des hommes d'affaires, sont de chercher à s'emparer des marchés, de chercher à affermir leur situation vis-à-vis des facilités de ventes et des bénéfices possibles. Par conséquent, les principes étant proclamés, nous allons voir se développer en Europe deux choses sous l'influence du syndicalisme patronal : d'une part, le secours à l'Etat pour obtenir qu'il favorise les producteurs nationaux et, d'autre part, un certain nombre de pressions tendant à faire octroyer aux industries nationales des privilèges d'ordre financier, économique et social. Pour faire aboutir ces pressions, il faut agir sur la politique. Au lieu que le syndicalisme ouvrier agit par le vote et la campagne publique, par la démagogie électorale, le syndicalisme patronal agit par pénétration du corps politique et par une fréquentation assidue du parlementarisme. Dans certains pays où la fréquentation assidue du parlementarisme a épuisé ses effets, le syndicalisme pa-

tronal n'hésite pas à employer des moyens plus énergiques.

Pour illustrer ce côté de la question, disons qu'à l'origine du mouvement hitlérien, du national-socialisme en Allemagne, il y a tout simplement un fonds versé par les grands métallurgistes allemands, désireux de se débarrasser de l'administration socialiste par un mouvement de l'étatisme. Ce cas allemand montre bien d'ailleurs les procédés employés par les syndicats les plus cyniques qui ont pu se former en Europe autour des intérêts industriels. Pendant toutes les premières années qui ont suivi la guerre, une partie de l'industrie allemande a joué à la baisse du mark; elle s'est enrichie par la prime au change en laissant à l'étranger le résultat des produits de son exportation. Pendant toute cette période, pour amortir le mécontentement qui résultait de la chute du mark et des misères consécutives, une partie de l'industrie allemande a laissé les socialistes s'emparer du pouvoir et exploiter, comme on dit en France, l'assiette au beurre. Après la reconstitution du mark où il est apparu comme nécessaire de refaire des calculs exacts, les industriels allemands ont commencé à réagir à l'intérieur contre l'emprise du socialisme. Mais à ce moment, cette réaction a été assez faible, parce que l'Allemagne ayant des cré-

dits de l'étranger (américains, anglais) en abondance, l'industriel n'avait pas encore à se préoccuper de serrer de très près ses prix de revient, et, par conséquent, de baisser les salaires et de faire baisser les impôts. Tant que le *boom* américain a duré, la hausse de 1926-29, l'Allemagne, gorgée de crédits, ne s'est pas beaucoup souciée de ses prix de revient intérieurs. C'est après le *krach* de 1929, quand les crédits étrangers ont été retirés de l'Allemagne; c'est à ce moment que, mis à sec, ses industriels, contraints à comprimer leurs prix de revient pour continuer à vendre, se sont attaqués aux salaires. A ce moment-là, une offensive a été indirectement organisée contre le socialisme allemand par l'organisation de l'Hitlérisme. Hitler et ses troupes, pendant un an ou deux, ont semblé répondre aux espoirs des industriels qui leur avaient donné de l'argent pour démolir le socialisme, pour réinstaller en Allemagne le principe de l'équilibre des prix de revient et l'autorité gouvernementale. Mais pour se développer, pour garder sa popularité et sa force d'attraction, Hitler a été obligé d'inscrire en tête de son programme les deux passions et les deux sentiments qui animent la foule allemande: passion nationaliste, passion de revanche contre la défaite ou si vous voulez un terme plus atténué, passion de relever

la tête après la défaite, c'est la première maxime de Hitler. D'autre part, pour que la foule qui souffre en Allemagne et qui a été appauvrie, la foule des classes moyennes qui ne s'est pas relevée de la chute du mark, et la foule des ouvriers en chômage l'acceptât, il a fallu qu'il encourageât le principe socialiste du partage des biens, c'est-à-dire la guerre contre les riches, ou ce qu'on appelle les nouveaux riches du mark. Dès lors, les industriels et les financiers qui avaient subventionné Hitler se trouvaient menacés par le mouvement qu'ils avaient créé, et le résultat, c'est que ces milieux alliés à ceux de la vieille Prusse ont fomenté la dictature de M. von Papen dont l'un des objectifs les plus directs est de ruiner le mouvement Hitler et d'abord de le combattre. Mais pour ruiner le mouvement Hitler, il faut lui enlever son programme; or dans la vieille Prusse, les industriels ne pouvaient pas prendre dans ce programme la partie socialiste; ils ne pouvaient prendre que la partie nationaliste. Le gouvernement von Papen doit donc aujourd'hui, pour essayer d'enlever à Hitler sa popularité, avoir l'air de se montrer plus exigeant que lui en matière de revendications nationales, en passant sous silence les revendications socialistes. Le problème sera d'ici quelque temps de savoir si M. von Papen ou la dictature prussienne ne seront pas

forcés de revenir sinon au socialisme, du moins à un régime qui donne satisfaction aux besoins économiques et sociaux des Allemands, qui tâche de résoudre le problème du chômage. Autrement dit, cette évolution qui a commencé par une guerre des Nazis contre le socialisme socialisant — guerre qui fut déclanchée par un certain nombre d'industriels, — aboutit à une manoeuvre des industriels inspirée par des mêmes principes contre les Nazis. Mais le problème allemand reste toujours ce qu'il était. Il s'agit de résoudre un problème économique et social, de faire manger 6½ millions de chômeurs. La solution allemande sera donc à bref délai ou un programme économique, une solide économie quelconque, ou des désordres intérieurs, dont personne ne pourra savoir s'ils sont socialistes ou nationalistes, mais qui seront en tout cas des désordres sérieux. Si on peut formuler un pronostic en ce qui concerne l'Allemagne: d'ici un an ou deux l'Allemagne aura retrouvé sa stabilité économique par une entente avec ses voisins et sera entrée dans un concert international de solidarité économique, ou bien elle aura continué le jeu qu'elle poursuit actuellement, et il est à craindre pour tout le monde qu'elle n'évolue rapidement vers le communisme. De sorte que si je peux me résumer, je dirai qu'en réalité l'évolution

allemande atteint aujourd'hui un niveau de parfaite clarté dans la contradiction. Les deux éléments passionnels de l'âme allemande, nationalisme et socialisme, sont absolument contradictoires. Il faudra que l'un cède; si c'est l'élément nationaliste qui cède et s'affaisse, la situation peut être améliorée; au cas contraire, la situation économique et sociale sera définitivement compromise et par conséquent, perdue.

Je me suis attardé un peu au cas allemand pour vous montrer l'évolution des jeux adverses du capitalisme et du socialisme dans un cas très gros et apparent. Ce qu'on peut dire, c'est que dans toute l'Europe, le socialisme et le capitalisme sont mêlés l'un à l'autre à un degré de confusion extrême, puisque toute la politique des gouvernements capitalistes cède dans une large mesure aux solutions socialistes. Inversement, il n'est pas de gouvernement socialiste qui, se sentant menacé, ne devienne, peut-être pas le serviteur, mais l'instrument des exigences capitalistes. Il ne faut tout de même pas oublier que M. Macdonald a dissous le Parlement et formé le ministère d'union nationale; il est devenu nationaliste, lui, socialiste, sous l'influence des banquiers de la Cité de Londres et pour sauvegarder les intérêts financiers des grandes banques de son pays. Vous me direz que

pour cela il a été exclu de son parti. Non. Ce n'est pas pour cela. Les travaillistes-ouvriers ne lui ont jamais reproché d'avoir voulu sauvegarder les intérêts bancaires, mais d'avoir voulu diminuer l'indemnité de chômage. En général, le capitalisme et le socialisme en Europe se réconcilient sur une formule qui ne paraît pas absolument heureuse au point de vue des résultats, mais, il faut le reconnaître, qui fleurit avec beaucoup de vitalité; c'est le nationalisme économique. Ouvriers et patrons peuvent se disputer sur tout le reste, ils sont dans tous les pays toujours d'accord pour fermer les frontières et pour réserver les marchés.

Cette situation fait que l'Europe tout entière évolue aujourd'hui vers la dictature. C'est un fait que l'on ne remarque pas, mais qui est bien frappant; il n'y a plus en dehors de la Belgique, qui d'ailleurs a un régime monarchique bienveillant, en dehors des pays scandinaves, de la Suisse, de la Hollande, il n'y a plus que deux grands pays qui ne soient pas en dictature: la France et l'Angleterre. La plupart — et c'est sur quoi on peut insister — des dictatures de l'Europe ont une origine économique et, si l'Europe évolue dans presque tous ses Etats vers la dictature, c'est pour des raisons économiques. Je viens de vous l'indiquer pour l'Allemagne, je vais vous le rappeler pour

l'Italie. Quelle est l'origine du fascisme? Elle est sans doute dans une doctrine qui s'est affirmée brillamment dans les livres, après que le fascisme eut triomphé, mais elle est surtout dans la réaction de l'organisme social et économique de l'Italie, en l'espèce, les financiers, banquiers et industriels, contre la menace du communisme au lendemain de la guerre. Je ne crois pas calomnier le fascisme en disant que les frais du financement ont été faits à l'origine par les grands industriels lombards et les grands banquiers de l'Italie du nord. Ce qu'il y a de curieux, c'est que la dictature, considérée de ce point de vue, nous ramène au problème de la répartition, en ce sens, qu'après de longues luttes, qui se traduisent par le désordre, l'individualisme capitaliste et la démocratie socialiste ne peuvent pas se mettre d'accord pour répartir les biens suivants les besoins des citoyens, et la dictature devient la seule formule de répartition économique et de distribution des marchandises par voie d'autorité. Ce qu'il y a de curieux, c'est que, quel que soit l'effort que les régimes dictatoriaux fassent pour se libérer du caractère purement économique de leur origine et de leur devoir, ils y sont toujours ramenés. En Allemagne, je vous l'ai montré à l'instant, M. von Papen, dictateur, ne voudrait être que nationaliste; mais demain,

sous peine d'affamer son peuple, de faire sombrer son pays dans l'anarchie, il devra être un économiste et régler le problème de la répartition. Quant à M. Mussolini, de temps en temps, son tempérament et ses ambitions pour son peuple l'amènent à prononcer des discours, faire des manifestations qui sont de pure politique intérieure ou extérieure, mais en réalité, il n'y a pas d'autre problème, d'autre drame dans sa vie que celui de nourrir des Italiens, de les faire travailler. Et, si vous assistez de près à l'évolution entière du fascisme ou si vous l'observez de loin, vous verrez que c'est là encore la raison des luttes perpétuelles entre les éléments primitifs du fascisme, qui étaient capitalistes, industriels et banquiers, et les éléments ouvriers, ceux de Mussolini. Les ministères de tendances diverses correspondent aux réflexes du dictateur, qui va tantôt vers les patrons, tantôt vers les ouvriers. Ce jeu de bascule indique mieux que bien d'autres que la dictature ne peut naître ou durer que du fait des exigences économiques. Je vais plus loin, je dis que si le monde ne sort pas par l'effort des élites — des capitalistes les plus intelligents et des élites intellectuelles — du désordre présent, on peut prédire, sans risque de beaucoup se tromper, qu'avant deux ans le monde entier sera au régime de la dictature directe ou indirecte.

De cela je veux dire d'abord une conclusion d'ordre général à laisser dans votre esprit; c'est que l'Europe est dominée, non pas par le problème de la production, mais par celui de la répartition. C'est ce qui fait la profonde différence entre l'Europe et l'Amérique. En Europe, on se bat pour répartir les biens, les difficultés viennent de ce qu'on n'arrive jamais à répartir les biens au contentement de la majorité. En Amérique, elles viennent d'ailleurs, du domaine de la production. Quelle est la cause de cette différence? Pourquoi l'Europe est-elle dominée par le problème de la répartition? Parce que l'Europe est surpeuplée. Dans un monde surpeuplé, la question principale est toujours celle du partage des biens.

Le socialisme comporte des charges lourdes qui pèsent plutôt sur les budgets et les monnaies des Etats que sur les prix de revient en or. Du fait que l'Europe est toujours surpeuplée, sa main-d'oeuvre en valeur-or tend toujours à baisser, et la compensation se fait par des distributions de secours ou des hausses artificielles en papier-monnaie par les Etats; c'est-à-dire que les salaires de l'Europe sont en régime de baisse continue compensée par un parasitisme de distribution d'argent, de monnaie de papier, par les Etats. C'est pour-

quoi, depuis la guerre, — et, je crois, encore pendant de nombreuses années, tant que le surpeuplement de l'Europe n'aura pas été atténué par la réouverture des pays d'immigration — je crois que le grand mal de l'Europe est un mal budgétaire et un mal monétaire.

Nous avons là un fait tout différent du fait américain où le mal, la crise, la faiblesse, n'est pas dans le surpeuplement, mais dans le sous-peuplement. Tout ce qui s'est produit en Amérique depuis deux ans vient exclusivement de ce que la consommation n'est pas à la hauteur de la production. Je pense que cete différence pourrait s'atténuer facilement par une reprise d'accords douaniers, d'accords politiques, d'accords financiers, entre les deux continents, si l'on veut éviter une menace ou une éventualité qui est à peu près certaine, à savoir l'avènement des dictatures directes ou indirectes dont je ne suis pas sûr que, si la crise se prolongeait longtemps, les Etats-Unis eux-mêmes seraient exempts.

Mais il y a un autre danger: si les continents continuent à se confiner mutuellement dans leur particularisme, il y a lieu de craindre que les foules ne se tournent vers une solution qui est à la fois une solution d'espoir et de désespoir — de désespoir parce qu'elles n'auront plus confiance dans

leurs dirigeants, d'espoir parce qu'elles auront au moins une solution qui n'aura pas été essayée: le communisme.





CINQUIÈME CONFÉRENCE

QUE VAUT L'EXPÉRIENCE RUSSE ?

Il est une partie de l'Europe, je dirai du monde, qui forme depuis quinze ans une sorte de bloc séparé de l'humanité: la Russie des Soviets. Là, une expérience a été faite dont l'inspiration vous est connue, l'expérience du marxisme intégral. Lénine, toute sa vie, n'a eu qu'une passion, une croyance: la foi passionnée dans les moindres phrases de l'évangile marxiste; une ambition: qu'un jour cet évangile soit appliqué à un grand peuple: la Russie. Je ne vous ferai pas l'histoire de la révolution russe, car cela serait trop long et puis, ici, j'ai pour mission surtout de vous apporter le tableau du dernier état des choses. Je crois qu'il est plus simple de vous donner, en une vaste esquisse, hélas! sommaire, la présente situation de l'expérience soviétique.

D'ordinaire on entre en Russie par le nord, par

cette Pologne qui est une des plus belles réussites de la résurrection des peuples, une des plus belles réussites de la reconstruction des nationalités par la victoire. On entre en Russie par cette Pologne qui, malgré la crise, a réussi à sauvegarder la solidité de sa monnaie, à éluder tous les troubles agricoles, et qui forme, entre la Russie et le reste de l'Europe, une transition d'ordre social et une protection militaire. On entre donc d'ordinaire en Russie par la Pologne et l'on ne s'aperçoit guère de la transition par la géographie, mais on s'en aperçoit par les tracasseries policières qui nous saisissent dès la frontière. Il est une route plus indépendante. La route du nord est, en effet, tout de même plus ou moins aménagée pour recevoir l'étranger. Mais si vous avez l'occasion d'aller dans l'Europe orientale, aux confins de la Pologne, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, dans la haute vallée du Dniester, après avoir gravi les pentes couvertes de forêts des Carpathes, au milieu de populations charmantes et primitives, là où la montagne cesse, vous voyez se dérouler devant vous d'immenses ondulations: c'est la steppe, qui commence au Dniester et s'étend jusqu'au fond de la Sibérie. Alors vous éprouvez une sensation étrange: celle d'un besoin de vous élancer, et quand vous vous êtes élancé, une espèce de philo-

sophie de l'inutilité de l'effort, parce que toujours l'ondulation recommence, et que jamais elle ne finit. C'est l'âme de la steppe. C'est une âme étrange et belle que nous, fils d'Occidentaux, nous ne possédons pas et que nous avons peine à comprendre. Elle se traduit dans la musique russe par l'élan ainsi que par la faiblesse; elle se traduit surtout dans toute l'histoire politique de la Russie, qui, à des dates espacées chronologiquement, donne de nouveau une espèce de grand élan dans n'importe quel sens et qui semble brusquement s'effondrer dans la philosophie de l'inertie, de l'inutilité de l'effort. La Russie est dans son âme, du fait même de son paysage immense, comme le blessé qui voudrait atteindre un mirage et qui, sentant l'inutilité de son effort, s'arrêterait et se coucherait dans la poussière. Il faut connaître cette âme russe, pour juger à la fois du dynamisme incontestable qui est dans la poussée soviétique et de la passivité du peuple russe. Si, traversant le Dniester et la frontière, vous avancez sur les terres russes, dans cette Ukraine d'au-delà du Dniester, si douce, où le paysage est animé des feuilles légères des bouleaux, et que vous rencontrez un de ces paysans bienveillants et polis, dont la conversation et la gentillesse laissent la nostalgie dans l'âme du voyageur, et si vous lui deman-

dez: "Est-ce que vous êtes content ou mécontent?", il réfléchit et vous dit: "Oh, je scuffre beaucoup, nous souffrons beaucoup, mais il faut souffrir pour la grande Russie qui sauvera le monde." C'est la même phrase que vous entendrez aujourd'hui sous les Soviets que vous entendiez autrefois sous les Tsars. Seulement, le vocabulaire a un peu changé. Mais ce qui fait qu'il y a un danger soviétique, ce qui fait la force de ce danger, c'est toujours la vieille idée russe de la conquête du monde, la vieille idée que la Russie est la mère des hommes et que tout ce qu'elle fait doit servir d'exemple aux autres. De même qu'autrefois la Russie des Tsars s'étendait par des ramifications jusque vers l'Inde, jusqu'en Chine et en Occident même par sa police, aujourd'hui le soviétisme, par les mêmes canaux, cherche à propager les dogmes et les méthodes du marxisme.

Il est une seconde considération que je voudrais vous soumettre tout de suite; elle concerne l'état économique préalable de la Russie. Nous allons voir une fois de plus que l'économie touche sinon à la morale, du moins à la psychologie profonde. Si vous voyagez beaucoup à travers l'Europe, si vous étendez votre itinéraire à l'Asie, soit à la Russie, vous serez frappé du changement d'humanité qui se produit précisément à la frontière rus-

se. Dans tout l'occident de l'Europe, l'homme existe pour lui-même, la personnalité a été cultivée et élevée comme une fin digne d'elle-même, l'individu se soucie de son sort et de son bien-être, et l'Etat aussi se préoccupe de lui donner une amélioration de son sort. C'est la civilisation de la personnalité humaine. Elle a été formée par une très ancienne et longue culture, la culture catholique et la culture protestante, toutes deux basées sur le respect de la personne humaine; elle a été enrichie et renouvelée par la culture de la Renaissance, qui, vous le savez, a créé l'individualisme proprement dit — forme plus accentuée du culte de la personnalité. Si je voulais définir en une formule très simple cette racine de la civilisation européenne occidentale, je dirais qu'en Occident, on n'admet pas qu'il y ait une cause politique qui, en dernière analyse, exige des souffrances autrement que pour ennoblir, servir ou élever l'individu. La cause générale n'est pas distincte du progrès de l'individu. A partir du Dniester, vous trouvez une humanité toute différente; c'est une autre forme de mysticisme. Là, l'individu est fondu dans une multitude qui, elle-même, a les contours vagues, les ondulations mal accentuées de la steppe. De plus, vous arrivez au contact de l'Asie; vous trouvez le trait, étrange mais significatif, de l'A-

sie orientale et centrale: le goût de la souffrance, du martyre et une sorte d'espérance tendant à unifier toutes les épreuves de la vie présente, une indifférence totale — fondée précisément sur le dogme de la souffrance — à ce que peut souffrir un individu. C'est ce qui explique en grande partie que, jusqu'à la guerre, la Russie ait été un pays économique tout à fait moyenâgeux. Plus que moyenâgeux, puisqu'il était encore dans toute sa partie agricole soumis au régime de la collectivité de la culture des terres et de la vie. Nous avons dans la Russie du tsarisme, — en dehors des grandes capitales, St-Petersbourg, Moscou, etc., que voyaient les étrangers — seulement quelques îlots d'industries, les plus souvent soutenus par le capital étranger; quelques grands centres de foires, comme celles de Novgorod, qui n'est qu'une sorte de tableau bariolé de l'immensité, où une foule vivait penchée sur la terre, indifférente à l'épargne, soumise à un régime patriarcal, sans idée de progrès, ne cherchant qu'à imiter les seigneurs, moins incultes. . .

Qu'ont voulu faire les Soviets? La base de l'idée soviétique a été ce qui existait déjà chez Pierre le Grand, il y a plus de deux siècles, celle qui à maintes reprises a animé des ministères russes oc-

cidentalisés, celle qu'on a retrouvée chez tous les tsars: brusquement transformer ce pays primitif, cet immense pays, en un pays non pas seulement ultra-moderne, mais un pays qui serait le premier du monde. Pour cela, les Soviets ont pris la Russie comme un tableau noir et y ont inscrit le marxisme.

D'abord, appropriation totale des biens, contrôle absolu et direction absolue de l'industrie, contrôle, après beaucoup de tentatives et d'échecs, à peu près absolu de la consommation et des prix, contrôle absolu non seulement des relations extérieures, mais monopole du commerce intérieur.

Qu'est-ce que ce système a donné? Dans l'idée des Soviets, ce qui prime, c'est le principe que la Russie doit se suffire à elle-même, d'abord en outillages et en objets manufacturés, pour pouvoir se dispenser de toutes importations étrangères et pour pouvoir, en cas de guerre, ravitailler son armée en munitions et outillages indépendamment de toute alliance et de tout secours. C'est pourquoi, tout de suite, la première mesure, la première discrimination faite par les dirigeants du communisme, a été de tout sacrifier à l'organisation intérieure et à la création industrielle. D'où, aujourd'hui plus que jamais, l'affirmation du principe, qui dès le début s'est manifesté, à savoir: qu'il

n'y a place désormais en Russie que pour les gens qui apportent un élément technique; il n'y a place que pour quiconque est un professionnel, quiconque peut placer une porte, réparer une serrure, fabriquer un objet. Tout le reste doit être sacrifié. Les agriculteurs sont ménagés dans la mesure où ils apportent une subsistance au corps industriel, mais leur intérêt est subordonné à l'industrie. C'est ce qui vous explique également que le communisme n'a pas de place pour les intellectuels. On se laisse beaucoup apitoyer, et avec raison, sur le sort des Russes à faux-col, les intellectuels. Si vous allez en Russie et interrogez un commissaire du peuple, il vous dira que, suivant les doctrines de son parti, un intellectuel est une charge inutile et n'apporte rien à l'édifice urgent à édifier. Prééminence aux techniciens, à l'ouvrier.

Le plan de cinq ans a été conçu précisément pour transformer la Russie suivant le thème de la priorité industrielle. Il a été établi pour mettre de l'ordre dans les constructions et les productions à instaurer. Ce qu'on a voulu d'abord, c'est installer en Russie des usines d'outillage primaire, destiné plus tard à produire des objets secondaires. Pour cela, il fallait avoir précisément des usines capables de construire cet outillage, et ensuite, des

techniciens pour les faire marcher. On a à tout prix acheté à l'étranger des machines, on a à tout prix fait venir des ingénieurs. Vous savez que les Soviets se sont adressés aux Etats-Unis pour leurs fournitures de matériel. Comment ont été payés ces achats, comment ont été payées ces expériences apportées par les ingénieurs étrangers ? Ils ne pouvaient pas être payés par une balance normale du commerce extérieur, par un excès de bénéfices, puisque la Russie n'a pas de richesses exploitées et que son blé, ses céréales et produits alimentaires sont insuffisants pour nourrir sa population. Il a fallu jeter sur les marchés extérieurs des marchandises pour produire du change avec lequel on achèterait au comptant les machines dont on avait besoin.

A ce sujet, je voudrais vous dire un mot du dumping russe: c'est un phénomène qui s'est passé il y a deux ans et qui se reproduira à l'avenir. Le dumping est fatal à la Russie, parce que la Russie ne peut pas vendre au dehors autrement qu'au-dessous du prix des marchés. En effet, la Russie, quand elle intervient sur un marché extérieur, n'a pas de privilège de crédit — personne, sauf exception, ne fait de crédit aux Soviets — elle n'a pas non plus de relations d'ordre moral, ni ne peut compter sur une préférence morale de la part de

ses clients. Elle est obligée d'intervenir sur ces marchés avec un seul élément: le prix de sa marchandise. Par conséquent, en période de baisse, elle doit vendre toujours plus bas pour pouvoir vendre. J'ajoute que quand elle vend au dehors, elle est pressée, moins de faire une opération commerciale correcte, que de retirer la somme de monnaie étrangère dont elle a besoin, que doit lui procurer son envoi. Ce que le vendeur russe, le monopole du commerce extérieur, cherche au-dehors, ce n'est pas une clientèle régulière, c'est une somme de dollars, de sterling ou de francs, qui représente de l'or et qui lui permettra de payer des matières premières, des outillages ou des machines immédiatement. Vous assistez à ce fait qui a été courant sur les côtes de l'Europe: on voyait arriver à Dunkerque ou à Hambourg un bateau chargé de bois de Russie, avec un équipage et un capitaine. On demandait au capitaine: "Vers quelle destination allez-vous vendre ce bois, à quel client est-il destiné?" Le capitaine vous racontait son histoire. On avait chargé ce bois dans un port russe, mis des hommes à bord et un commandant et lancé le bateau en quelque sorte à la dérive, allant de port en port jusqu'à ce qu'il trouve un client à n'importe quel prix. Ce qu'on voulait, ce n'était pas des relations commerciales, mais de

l'argent. Cette méthode, qui semble puérile, serait extrêmement dangereuse si les Soviets avaient des ressources nécessaires pour exporter d'une façon continue. Ainsi, un jour un capitaine de bateau russe arrive à Dunkerque avec un chargement de bois; il s'adresse au directeur d'une mine de charbon et dit: "J'ai là à votre disposition un chargement de poteaux de mine, le voulez-vous?" Les dirigeants de la mine de charbon qui sont naturellement ennemis des Soviets ou du moins prudents à leur égard, répondent: "Nous ne commerçons pas avec la Russie et ne pouvons faire un marché à l'improviste avec elle". — "Bien, disent les Russes, mais vous le paierez plus cher, parce que nous allons le vendre à n'importe quel prix à un commissaire qui le revendra avec une majoration considérable. Le bénéfice sera pour le commissionnaire; vous avez donc tout avantage à l'acheter". Ce qui fait à l'heure actuelle le redoutable danger des Russes c'est qu'en matière commerciale, on a beau dire, il n'y a qu'une force qui joue en définitive: celle de la concurrence des prix. Si j'insiste un peu sur cet aspect de la question, c'est pour vous mettre en garde, Européens comme Américains, contre cette idée que vous pourrez vous protéger de la concurrence russe par des mesures de protection et de prévision. Vous

le pourrez pendant un certain temps, mais pas pour longtemps. Quand il existe dans le monde des quantités considérables de marchandises offertes à un prix très inférieur, ces marchandises finissent toujours par être achetées.

La question est de savoir si les Russes peuvent produire des marchandises en assez grande quantité pour les exporter d'une façon courante. A cet égard, il règne beaucoup de confusion dans les esprits. Le dumping dont vous avez souffert, notamment à l'occasion des marchés du blé, tel qu'il a été pratiqué il y a quelques années, le dumping n'était pas volontaire, il n'était pas, si j'ose dire, normal. C'était de la substance prise par force sur la substance même du peuple russe. Le blé qui a été vendu à travers le monde, c'était du blé qui était enlevé à la nourriture du peuple russe. Il avait été payé à l'intérieur par la famine. Là, nous retrouvons la doctrine que peu importent les souffrances pourvu que la cause progresse, que le plan soit réalisé. Mais tout de même, on ne peut pas indéfiniment affamer un peuple pour exporter. En effet, les Russes, les Soviets, sont de plus en plus dominés par le mécontentement de la foule russe qui souffre de la faim. Par conséquent, pour aujourd'hui, en dehors des nécessités épouvantables et urgentes de se procurer des fonds, ils

sont obligés, pour les denrées alimentaires notamment, de restreindre leurs exportations. A mon avis et de l'avis de tous les experts qui ont visité la Russie, il n'y a pas à craindre un danger sérieux en ce qui concerne le blé et les matières alimentaires, parce que, au fur et à mesure que la population augmente, les besoins augmentent plus encore. En Russie — c'est le fond même de la question — il y a un potentiel de consommation de 175 millions d'habitants qui aujourd'hui sont sous-alimentés. Pour que ce potentiel soit satisfait dans tous les domaines, vêtements, etc., il faudra que les Soviets, que le régime russe en général, arrive à une organisation productive telle que d'ici là nous avons beaucoup de temps pour respirer et nous réorganiser.

Il n'y a que deux domaines où la Russie par ses exportations peut être extrêmement dangereuse: le pétrole et le bois. Le pétrole, parce que ses gisements sont d'une qualité et d'une productivité exceptionnelle, parce que, techniquement, la Russie avait une tradition en matière d'exploitation du pétrole qu'elle n'a dans aucune branche industrielle, enfin, parce que sur un marché en surproduction générale, avec son organisation de monopole du commerce extérieur, elle peut tenir tête et concurrencer irrésistiblement les autres producteurs

de pétrole. L'autre marché menacé, et qui le restera, c'est celui du bois, parce que, dans l'exploitation du bois, les deux charges essentielles qui forment le prix de revient, à savoir l'indemnité aux propriétaires du sol et les frais de main-d'oeuvre, n'existent pas en Russie. L'Etat étant propriétaire des forêts, il n'y a aucune indemnité à verser, et la main-d'oeuvre employée dans la forêt russe est exclusivement composée de prisonniers politiques ou de guerre, criminels, etc. Je n'en connais pas le chiffre actuel, mais il y a deux ans, près de 600,000 prisonniers russes étaient employés gratuitement, sauf la nourriture.

L'étude même sommaire des autres aspects du problème russe, permet de montrer que, lorsque les Russes veulent vendre à l'extérieur, ils le peuvent à n'importe quel prix, sans avoir de difficultés techniques. La Russie aujourd'hui ne possède pas d'épargne, toute la population est soumise au régime de la ration; par conséquent, ce que reçoit le travailleur russe, c'est l'équivalent, chaque année, d'un certain nombre d'objets pour son entretien, d'un certain volume de nourriture, bons de transport, bons de logement, etc. Chez nous, si nous voulons abaisser le prix de revient, il faut que nous abaissions les salaires et, pour cela, il faut abaisser tout le standard de vie. En Russie, si

vous voulez faire baisser de 30 p. c. le prix de revient, il vous suffit de ne donner à l'ouvrier qu'une paire de chaussures par mois, de lui donner un chapeau de moins, etc. De ce fait, par ce simple retard dans la distribution des rations, vous aboutissez à une baisse très sensible du prix de revient.

Qu'a donné, au point de vue technique, le plan de cinq ans? Les Russes ont construit, surtout en ce qui concerne les usines de matériel agricole, des installations, dont quelques-unes sont les plus belles qui existent dans le monde. Elles ont été construites, payées par le système que je viens de vous dire: le système du dumping, de la concurrence des moyens de change — construites surtout avec du matériel américain, un peu de matériel allemand et, dans certaines parties, de matériel anglais. Ces usines sont les plus belles, les plus perfectionnées qui existent au monde. Signalons en passant que les Etats-Unis ont équipé là, je ne dis pas leur principal concurrent, je ne dis pas un concurrent immédiat, mais un concurrent futur, qui sera peut-être irrésistible, lorsque, la consommation intérieure étant satisfaite, la Russie pourra exporter, notamment du blé et du pétrole.

Donc les Russes ont quelques-unes des plus belles usines. Qu'est-ce qui se passe? L'usine est installée

par des ingénieurs étrangers, soit américains, soit anglais, français ou allemands. Ces ingénieurs montent les machines, ils les mettent en marche, ils en surveillent le fonctionnement pendant un mois, deux mois ou six mois. Tant que les ingénieurs étrangers sont là, les machines tournent bien. Une fois l'ingénieur parti, les machines continuent à tourner, mais au bout de quinze jours ou un mois, il arrive un accident: les machines s'arrêtent. Le directeur de l'usine fait alors une enquête — je cite un cas typique — il signale, soit du mauvais travail, une malfaçon, soit une erreur, une négligence des ouvriers. A ce moment, le plus souvent, les soviets de l'usine dénoncent le directeur comme suspect de conspiration contre le communisme. Si le directeur n'est pas arrêté, du moins il est empêché d'agir et l'usine est détraquée. Voilà le premier vice essentiel, exposé d'une façon très sommaire, de l'organisation soviétique, qui, par ailleurs, semble une rationalisation magnifique: l'autorité en est absente sous la forme de l'élite, de l'autorité morale. L'industrie elle-même, si perfectionnée, si bien outillée qu'elle soit, vit sous le régime de la délation perpétuelle, du contrôle des techniciens et des chefs par l'ouvrier, donc par les plus agités et les plus démagogues. Il est impossible que le travail de

l'usine aboutisse à des résultats durables et continus sous ce régime de suspicion de l'autorité technique. Ce fait est très important, parce qu'il condamne l'expérience au point de vue technique, quels que soient ses succès. Il la condamne à la fois dans son développement général et dans ses réussites techniques.

Autre vice: l'énormité des malfaçons, le sabotage du matériel, le gaspillage des matières premières. Dans certaines usines, les pertes de matières premières s'élèvent à près d'un tiers. Il en résulte que la qualité des produits est très inférieure. Si nous résumons, les deux vices actuels, les deux difficultés de la technique industrielle russe, ce sont, en premier lieu, le manque d'autorité technique, cette autorité étant sapée par les principes politiques du Soviet qui en réalité est le contrôleur de l'usine; en second lieu, le manque de savoir-faire et de tradition ouvrière..

Venons-en à l'une des plus sérieuses des préoccupations et des inquiétudes des Soviets, à savoir, l'absence de techniciens moyens, de personnel qualifié. Il faut aller en Russie pour constater qu'une usine se sert sans doute d'un directeur général et d'ouvriers, mais qu'elle se sert surtout de contremaîtres et d'ouvriers qualifiés. On ne peut rien faire de sérieux dans une industrie ou dans

une entreprise sans contremaîtres, sans praticiens connaissant la technique générale et ayant l'habitude du travail industriel. Or, la Russie n'a pas de contremaîtres, parce qu'elle n'a pas de tradition industrielle. Pour faire un contremaître il faut au moins 50 ans, il faut une tradition ouvrière. Entre l'ingénieur qui fait des plans et le manoeuvre qui essaie de faire tourner la machine, il n'y a personne pour régler le travail et conduire la machine. C'est pourquoi nous assistons à la reprise par les Soviets de la vieille méthode des tsars qui consistait à faire venir de l'étranger, non plus seulement des ingénieurs, mais des équipes d'ouvriers et de contremaîtres. On a vu les Soviets engager des villages entiers d'ouvriers allemands et les installer en Russie autour de leur usine pour diriger le travail des ateliers. Cela peut-il durer? Un régime industriel qui exclut, d'une part, la responsabilité et l'autorité de la gérance technique et y substitue une responsabilité d'inspiration politique, un régime qui, d'autre part, ne réussit pas à avoir en mains les guides, l'idée première du travail, un régime industriel tel que celui-là peut-il arriver à une grande production? — Je ne le crois pas.

D'un autre côté, les Russes ont commis une erreur très curieuse : ils ont conçu leur plan indus-

triel indépendamment du plan de transport, construit d'immenses usines, notamment dans la région de l'Oural, sans se préoccuper des moyens de distribuer la marchandise. De sorte que vous avez de grandes machines capables de produire en série, mais sans aucun moyen d'expédier leurs produits. C'est encore un des signes nombreux du caractère théorique et livresque de la construction économique des Russes. Vous avez un embouteillage absolu des transports russes qui provient du vieillissement du matériel, lequel n'a pas été renouvelé depuis la guerre, qui provient de ce que l'activité du plan quinquennal ne trouve pas de débouchés, qui provient enfin de ce que les Soviets ne peuvent changer l'âme russe, qui a le goût des voyages. Dès qu'il passe un train, le Russe veut y monter, s'y asseoir, sans savoir où il va. Dans ce pays des Soviets, réglementé jusqu'aux plus petits détails, vous êtes encore surpris de voir que la technique n'a pas réussi à faire disparaître le Russe classique, celui qui est dans un train toute sa vie, sans savoir où il va. Au point de vue des transports, on conçoit que cela soit extrêmement fâcheux. Contrairement à l'opinion soutenue par certains visiteurs de la Russie et même par certains économistes, je ne crois pas qu'avant longtemps la Russie puisse être une puissance indus-

truelle dangereuse, sauf si elle consent à réincorporer du capital étranger et de la gérance étrangère. Je dois vous dire d'ailleurs que l'impression des ingénieurs qui vont là-bas pour monter des usines est fort curieuse. Et là encore, nous revenons à ce vice du mélange de la politique du communisme avec la technique. Si vous interrogez les jeunes ingénieurs français qui passent là-bas un ou deux mois, ils sont unanimes à dire qu'ils ont été bien reçus, convenablement nourris, pas mal logés. "Nous n'avons à nous plaindre de rien, parce qu'on avait besoin de nous, mais s'il fallait rester là-bas, nous ne le pourrions pas à cause de l'atmosphère morale". Il y a une sorte d'empêchement irréductible pour un homme d'Occident, qui a le respect de l'humanité, à vivre dans cette atmosphère de police perpétuelle. Et même lorsqu'on se sent épargné, la vue seule du régime des Soviets, régime de police, de suspicion imposé à votre entourage, devient intolérable. Inutile d'insister sur ce que cette atmosphère morale, résultant de l'excès de police, peut avoir d'effet déprimant sur le facteur production. En dépit de toutes les contraintes, de toutes les méthodes les plus savantes, de toutes les techniques qu'ils ont essayé d'importer, les Soviets n'ont pas réussi à tirer de l'ouvrier russe un rendement satisfaisant.

Pour faire naître dans un homme le goût du rendement, il faut lui laisser un minimum de personnalité. En supprimant cette personnalité dans l'âme russe, les Soviets ont brisé le ressort, et c'est là l'empêchement décisif à une grande construction industrielle.

En ce qui concerne l'agriculture, la tâche est plus facile. Pour faire marcher une usine, il faut des matières premières, des machines, des techniciens, une hiérarchie assez compliquée, un fonds de roulement assez considérable. Pour l'agriculture, les problèmes ne sont pas si grands. Il faut des terres. Or, les Soviets ont toute la terre russe. Il faut des machines, mais très simples, qui sont des tracteurs, etc. Pour les utiliser il faut une main-d'oeuvre de la catégorie la moins instruite. Pour une population agricole très considérable, il suffit d'un seul ingénieur qui donne des mots d'ordre simples. Eh bien! en effet, les Russes ont réussi partout où ils ont fait de l'exploitation directe, à réaliser sinon des merveilles, du moins, une organisation agricole à rendement impressionnant. L'exemple le plus typique est celui de la ferme "Géant" dans la région du Don. Cette exploitation comprend de vastes plaines qui étaient en pâturage et servaient autrefois à l'alimentation des chevaux des Cosaques. Elles n'avaient jamais été culti-

vées; depuis des milliers d'années, elles étaient en friche, en pâturage. Les Soviets ont construit là un domaine, une ferme qui a 200,000 hectares, c'est-à-dire beaucoup plus grande que la plus grande ferme de l'Amérique, dans le Dakota, qui a trente mille hectares. On a installé sur cette ferme 650 tracteurs achetés aux Etats-Unis et un nombre proportionnel de machines et d'ouvriers agricoles. En deux ans, sur cette terre qui n'avait jamais été défrichée, on a réussi à obtenir une production de 11 quintaux de blé à l'hectare, ce qui est l'équivalent de la production que l'on obtient après 2,000 ans de culture dans le Midi de la France.

Ce problème de la machine agricole se pourrait résumer ainsi: si les Russes réussissent à briser la résistance individualiste des paysans, s'ils arrivent, comme ils le veulent, à transformer toute l'agriculture russe en des exploitations d'Etat, je crois fermement, vu la simplicité du métier agricole, qu'ils peuvent réussir. Le danger industriel, je le répète, n'existe pas, mais pour les céréales, et surtout pour certaines cultures industrielles, que les Russes sont en train d'installer, notamment le coton, la concurrence russe peut devenir un danger réel.

Voilà ce qu'ont fait les Russes. Cela n'a rien de très original jusqu'à présent, cela ne présente

rien que n'importe quel ingénieur ou gouvernement, ayant une doctrine ou un plan, ne puisse réaliser sur le tableau noir, c'est-à-dire avec des procédés de dictature absolue, en tenant en mains les rouages d'une civilisation élémentaire. Mais les Russes ont fait autre chose et là il faut reconnaître que, précisément parce que toutes les expériences leur étaient permises, ils sont arrivés à des résultats dont il nous reste à voir quelle sera la durée.

C'est au point de vue monétaire et au point de vue des prix. Le principe du communisme est évidemment de supprimer l'épargne, la richesse individuelle, par conséquent de supprimer pour tout le monde le moyen de mettre de l'argent de côté. Le meilleur moyen, c'est de supprimer l'argent ou plutôt la monnaie. Depuis dix ans, les Soviets luttent avec ce problème, lutte pathétique au point de vue social: supprimer la monnaie. Pendant quelque temps encore ils seront obligés de maintenir une certaine proportion de monnaie pour permettre tout de même les échanges entre les gens qu'on ne peut embrigader dans chaque corporation. Mais peu à peu on arrive à faire disparaître la monnaie proprement dite de la Russie et c'est ce problème que je voudrais vous expliquer en peu de mots.

La Russie, aujourd'hui, a trois systèmes monétaires: la monnaie du commerce extérieur comprenant les monnaies étrangères et l'or qui sert aux Soviets à faire leurs achats sur les marchés extérieurs. Les réserves de cette monnaie sont constituées normalement par les ventes mêmes que font les Soviets. C'est un système tout à fait extérieur à l'économie russe. Cela dit, il n'y a pas d'échanges possibles entre la Russie et l'étranger, ni sous forme de marchandises en dehors du monopole du commerce extérieur, ni sous forme de monnaie. Vous ne pouvez pas introduire en Russie une monnaie étrangère, sans qu'elle soit prise par le gouvernement. Vous ne pouvez pas non plus acheter du rouble ou de la monnaie russe. Donc, rupture totale entre l'ensemble des monnaies du monde et la monnaie intérieure russe. Le premier résultat, c'est que la monnaie russe n'est pas cotée, n'a ni hausse ni baisse sur le marché international, puisqu'elle ne peut pas y figurer. Ainsi le rouble échappe à toute spéculation. D'autre part, comme il ne communique pas avec l'étranger, il est insensible à toute pression économique du dehors comme à toute influence spéculative. Les Soviets sont absolument maîtres de leur monnaie intérieure.

En deuxième lieu, les Soviets émettent de la mon-

naie intérieure constituée de bons de circulation des marchandises. Pour les besoins des paiements qu'ils ont à faire et pour augmenter les salaires, embaucher des ouvriers et augmenter la productivité, constituer les fonds de roulement des usines, ils sont portés à augmenter de plus en plus la circulation de la monnaie intérieure, à émettre du papier-monnaie de plus en plus. En régime capitaliste, le résultat immédiat serait la hausse des prix. En Russie, il n'y a pas de hausse de prix, parce que les Soviets — c'est leur effort le plus original — sont arrivés à dissocier entièrement les prix de la monnaie, c'est-à-dire que les prix des marchandises sont fixés par ordre gouvernemental pour l'ensemble des territoires. Par conséquent, vous ne pouvez, même si vous en avez les moyens, payer plus cher que ce prix et vous ne pouvez, d'autre part, en acheter plus d'une certaine quantité. Comme toute la distribution et la répartition des produits sont entre les mains d'organisme d'Etat, trusts, coopératives, etc., le commerce lui-même et les prix sont dissociés de la monnaie. La monnaie n'est plus provisoirement qu'un instrument d'échange, un moyen de faciliter les relations entre les marchands et les individus sans que les prix puissent être modifiés. C'est là la grande trouvaille des Soviets. Mais ce qu'il

y a de curieux, c'est que l'abondance de la monnaie, bien que les prix soient fixés, crée naturellement une demande de plus en plus grande. Alors qu'en régime capitaliste, vous voyez les prix monter au fur et à mesure que la circulation de la monnaie augmente, en Russie, au contraire, comme vous avez toujours le même nombre de marchandises aux mêmes prix, les moyens de paiement augmentant par l'émission de monnaie, ce que l'on voit augmenter ce sont les acheteurs. Il y a plus de gens qui ont le moyen d'acheter, mais les prix et les quantités ne changent pas. Et alors vous arrivez à cette image — familière à tous ceux qui ont consulté des récits de voyage — de la Russie: le premier aspect qui frappe dans une ville russe, ce sont les queues qui attendent leur tour pour passer. Ces queues de gens sont le produit de l'inflation. C'est là, à la longue, le phénomène indirect qui fera probablement crouler le système monétaire russe, parce que ces gens qui font la queue pour acheter des marchandises finissent nécessairement par négocier leur monnaie entre eux, par surpayer les rations et par se troquer les rations entre eux. Et alors vous avez une hausse indirecte de la marchandise qui n'existe qu'entre les citoyens, sans apparaître sur les étiquettes des marchandises.

Sans insister sur ces problèmes techniques, il

reste ceci que la Russie des Soviets, jusqu'à présent, semble avoir résolu pour un peuple primitif dont les besoins sont élémentaires, le problème de la répartition. Elle a supprimé également le problème de la pauvreté, en ce sens qu'en Russie, il n'y a pas de riches et que celui qui souffre est au moins dispensé d'envier celui qui ne souffre pas. C'est un ressort psychologique considérable si vous vous rendez compte du rôle empoisonnant et révolutionnaire que joue l'envie dans le régime capitaliste. Ce qui menace le régime capitaliste à la base, c'est la différence apparente des fortunes: l'homme ne souffre pas parce qu'il souffre, mais parce qu'il est moins heureux que son voisin. Ce sentiment a disparu de la Russie, et dans les four-les russes vous serez stupéfié de voir cette sorte de contentement de n'avoir personne à envier.

Le régime soviétique est tout de même un régime fondé sur le marxisme; en pratique, il est tenu par un parti, mais ce parti, n'étant pas inspiré par une mystique spirituelle, se réserve les meilleures places du régime. Aussi deux questions se posent-elles. La première est celle-ci: au fur et à mesure que s'affirme le privilège du parti communiste, depuis la tête jusqu'au bas de la hiérarchie, est-ce que l'envie, la haine ou la révolte ne vont pas encore se développer dans l'âme du peuple

russe? Si vous parcourez la Russie, vous serez frappé des plaisanteries qui commencent à naître partout sur l'homme du parti. Lorsqu'un homme un peu gros entre dans un tramway, les ouvriers se regardent en riant et disent: "C'est un homme du parti." Quand un étranger, les jours de froid, a une fourrure, serait-elle dérobée, les ouvriers disent: "C'est un homme du parti". Il y a donc une renaissance certaine du mécontentement moral en Russie. En effet, comment, en définitive, faire tenir une société sans au moins un idéal étranger au pur dogme de l'organisation matérialiste? Ces populations, aujourd'hui, vivent au jour le jour. Vous verrez des ouvriers, parmi les meilleurs en Russie, qui en font le moins possible; et si vous leur demandez pourquoi ils n'essaient pas de travailler davantage et même de progresser un peu plus dans l'ordre soviétique et de devenir eux-mêmes des gens du parti, ils répondent: "A quoi bon? même si nous devenons des gens du parti, nous ne pourrions pas nous élever dans l'ordre intellectuel, dans l'ordre des raffinements et de la culture qui sont tout de même l'objet de la vie. Nous ne pourrions jamais toucher, même en faisant un effort colossal, un peu de cette monnaie de papier dont l'emploi est limité, parce que les marchandises sont limitées. Toucher une paire de

chaussure de plus par mois vaut-il l'effort et le zèle que vous nous demandez?"

Cette société, quel est son but, son inspiration générale? Elle n'en a qu'un, il n'y a qu'une chose qui enflamme la Russie en profondeur, c'est l'enthousiasme impérialiste, l'idée qu'après le plan de cinq ans, ou le plan de dix ans, si le plan de cinq ans ne réussit pas, la Russie sera assez forte pour conquérir le monde et faire la révolution partout, et par conséquent, être le centre de l'humanité et bénéficier des richesses, de la culture et des choses qu'elle ne connaît pas aujourd'hui, les régler à sa guise. En réalité, c'est un régime qui a donné un effort d'organisation technique incontestablement intéressant. Il l'a donné parce qu'il travaillait sur le tableau noir et parce qu'il travaillait contre tout ce qui avait été fait auparavant. En principe, c'est un régime qui ne peut pas aboutir parce qu'il n'a pas de fin supérieure à la satisfaction immédiate des besoins de quelques militants fanatiques et d'une foule de déshérités qui ne peut s'élever. Il présente un vrai danger cependant, c'est le danger militaire. Le régime russe ne tiendrait pas sans l'armée russe, et c'est le côté auquel il faut prendre garde. L'armée russe est aujourd'hui la plus nombreuse des armées du monde. Il y a sous les armes en permanence 800,000 hommes

bien équipés, bien armés, bien nourris et passant les premiers partout. Chaque année, au moment de l'appel des recrues, cette armée monte à 1,600,000 hommes. Il y a donc là une force redoutable. Seulement, la plus grande partie de cette force est nécessaire pour sauvegarder le régime soviétique lui-même à l'intérieur. D'autre part, les moyens de transport sont dans un état tel que, même si on arrivait à transporter cette armée pour en faire une armée d'invasion, il serait matériellement impossible de la ravitailler. Le problème russe a toujours été un problème de ravitaillement et de transport. Mais, dans dix ans, si la Russie a réussi à s'équiper au point de vue industriel et au point de vue transport, l'entraînement de l'armée russe sera un facteur redoutable sur l'échiquier du monde.

J'ajoute que les Russes actuels, soviétiques, communistes ou non, ne sont pas dangereux, parce qu'ils connaissent autre chose que leur propre régime, ils luttent contre nos idées, mais ils les connaissent, ils portent encore un doute sur la valeur de leur propre oeuvre. Mais songez que, depuis quinze ans, dans ce pays de 175 millions d'habitants, pas un enfant n'a grandi en sachant qu'il existe au monde autre chose que le communisme et le marxisme, pas un n'a grandi en ayant la

moindre idée de nos traditions morales, pas un enfant n'a grandi dans des mœurs qui correspondent même de loin aux nôtres. Ce qui est redoutable, c'est la formation, chaque jour depuis quinze ans, de millions d'enfants qui seront les Russes de plus tard, à l'époque peut-être où la Russie aura réalisé son idéal, qui sont voués fanatiquement à la croyance que tout le reste de la terre doit être détruit pour établir le communisme. Ils sont persuadés que tout ce qui leur est enseigné doit être imposé au reste de l'univers. Alors, ce que nous devons nous demander, c'est ce que sera dans dix ou quinze ans la civilisation, quand les Russes d'alors, la jeunesse russe, considérera le monde comme voué au marxisme intégral et devant y être amené par tous les moyens, cependant que dans le reste de l'Europe, d'autres peuples auront grandi, comme les Italiens, dans l'idée que seule l'Italie fasciste est une nation digne de diriger le monde, ou comme les Allemands, dans les principes d'un nationalisme absolu. Je me demande ce que sera l'humanité et je me demande si, vis-à-vis du communisme, nous devons nous préoccuper autant du danger technique et industriel, si notre devoir n'est pas plutôt de rétablir par l'éducation et aussi par l'entente, si possible, entre les peuples civilisés, entre tous les hommes blancs, le principe de la solidarité, de la charité, et du progrès par la chrétienté.



SIXIÈME CONFÉRENCE

LES LOIS DU PROGRÈS ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

NOUS arrivons presque au terme de notre série de conférences. Je voudrais consacrer les deux dernières à essayer de tirer quelques enseignements des analyses que nous avons faites ensemble jusqu'ici. Si vous me le permettez, nous tâcherons, aujourd'hui, de voir les enseignements pratiques pour les individus dans la conduite même de leurs affaires, de leur existence générale, quels principes il y a lieu de suivre. Pour les nations, nous tâcherons aussi de fixer quelques grandes directives.

D'abord pour les individus: je crois que la première loi à rappeler, ici, est une loi d'expérience et non pas seulement une loi morale — c'est la loi du travail. Par profession, j'ai rencontré beaucoup de ceux qui passent pour être des privilégiés

de la fortune. Je puis dire que je n'ai jamais rencontré un homme ayant réellement réussi lui-même et réussi d'une manière durable, qui n'ait dû sa réussite au travail. Quand on cherche dans la vie d'un individu que tout semble favoriser, on finit toujours par découvrir une période plus ou moins dure d'épreuves qu'il a affrontées avec un effort pleinement tendu, une période souvent de souffrances. Je le répète, je ne connais pas de fortune — il peut en exister, mais je n'en connais pas — de fortune ferme et sérieuse qui se soit formée à l'origine par une autre chose que par le travail. Quand vous voyez passer un homme et que cet homme représente une situation économique, financière ou sociale qui vous paraît le mettre au-dessus de ses semblables, et bien! croyez-moi, si vous voulez vous conduire dans la vie d'une façon qui vous soit profitable à vous-même, ne cherchez pas à critiquer ce qu'il est — cela ne sert à rien — cherchez à savoir ce qui a fait sa fortune. Vous découvrirez toujours dans son passé un effort, soit de lui-même, soit de ses parents ou de ses ancêtres.

J'ajoute qu'aujourd'hui, sur le terrain le plus matérialiste, on ne peut pas se fier à la fortune acquise. La loi de mobilité des conditions économiques dans le monde peut se traduire par la cons-

tation suivante: il n'est pas de fortune immobile, il n'est pas de capital, pas de bien acquis qui résiste à plus de trois générations. C'est-à-dire que, du fait des impôts, des risques généraux de dépréciation ou des changements de conditions économiques, toute fortune est automatiquement détruite en 40 ou 50 ans au plus, et souvent, je dirai même le plus souvent, quand, elle n'est pas renouvelée, est détruite en trente ans. Ce qui veut dire que si l'on ne refait pas sa fortune par le travail, on est condamné à la pauvreté à plus ou moins bref délai. Ne croyez pas que ce que je vous dis soit une parole en l'air. En Europe, et je pense aussi en Amérique, nous voyons tous les jours, nous rencontrons à chaque pas, des gens qui ont eu des grand'pères riches et qui n'ont presque plus rien; ils s'accrochent aux derniers restes de leur fortune avec des gestes de conservation, alors qu'il n'y a qu'un moyen de conserver cette fortune, c'est d'en produire toujours une nouvelle. Par conséquent, il y a là une première loi, la loi du travail, qui est très ancienne et aussi très moderne. Je pense que si les Américains ont obtenu jusqu'à la guerre et pendant quelques années après la guerre, les singuliers privilèges qu'ils ont eus, ils le devaient sans doute aux ressources naturelles de leur sol, à la situation affaiblie de l'Europe, mais ils le

devaient aussi à leur ardeur au travail. Je me rappelle, à mon premier voyage en Amérique, avoir été frappé de la quantité de travail et de la ténacité, souvent presque excessive, de l'Américain au travail. Je crains que l'épreuve actuelle ne soit la sanction d'un certain relâchement qui s'est produit dans l'énergie laborieuse des Américains à la suite peut-être des facilités de crédit trop grandes et aussi des gains trop copieux réalisés par la spéculation.

Je voudrais joindre à ces premières observations ce que je pense par expérience de la spéculation. Là encore, je veux vous affirmer que je ne connais pas dans le monde une fortune durable qui se soit fondée sur la spéculation. J'ai vu et je me suis même complu à interroger, à observer sur les marchés financiers les professionnels de la spéculation, ceux qui ont pour ainsi dire tous les atouts en mains, qui suivent les marchés minute par minute, par conséquent qui ont le temps de se retourner. J'ai demandé aux plus âgés: "Voilà 20 ou 25 ans que vous faites des opérations de spéculation en bourse ou sur des marchés quelconques à terme, est-ce que vous vous êtes vraiment enrichis par ce moyen?" Tous, je parle des plus sérieux, m'ont répondu: "Non. Ce qu'un spéculateur, même professionnel, même très habile, peut obte-

nir de mieux, c'est de vivre et de maintenir sa situation sans l'augmenter". Ce qu'ils font de mieux, c'est de ne pas se ruiner. Par conséquent, j'affirme une fois de plus, parce que c'est un fait d'expérience et de morale: Vous ne pouvez pas trouver dans la spéculation une compensation à la déficience du travail. Si vous prenez très attentivement comme on fait au laboratoire, une à une, les positions financières des hommes d'affaires les plus considérables du monde; si vous voyez la courbe de leurs biens, de leur fortune nominale depuis la guerre, vous constaterez ceci: qu'aujourd'hui, après avoir fait la courbe de montée jusqu'en 1929, et la courbe de descente qui a suivi, vous constaterez qu'ils sont revenus, quand ils n'ont pas fait de fausses manoeuvres, et qu'ils ne sont pas ruinés, exactement au point de départ. C'est-à-dire que tous les profits spéculatifs sur lesquels ils ont vécu, soit par l'illusion ou la réalité, dans des dépenses exagérées, ces profits spéculatifs ont disparu.

La spéculation, certes, est utile sur les marchés, elle est même indispensable, mais elle ne peut pas être une règle de conduite. Il n'y a de spéculateurs heureux que ceux qui, en réalité, ne sont pas des spéculateurs, c'est-à-dire que ceux qui jouent à coup sûr. Evidemment, si vous êtes maître

d'une affaire et du paquet de titres de cette affaire, vous tenez le marché, par conséquent vous pouvez gagner de l'argent sur votre propre bien: ce n'est pas de la spéculation. J'ai connu à Londres des financiers que je rencontrais dans la rue. Ils avaient dans leur poche le carnet d'ordres basés sur leur propre affaire. Ils me disaient: "Combien voulez-vous que je gagne aujourd'hui? Je fixerai moi-même." Ce n'est pas de la spéculation. C'est le même processus que quand vous avez un bijou dans votre poche et vingt personnes pour l'acheter. Vous êtes maître de votre prix. La spéculation, c'est regarder les mouvements dont on n'est pas maître, c'est participer à ces mouvements sans avoir aucun moyen de les contrôler.

Je voudrais maintenant associer au principe du travail un autre principe: celui de l'oeuvre elle-même qui fait l'objet du travail. Voyez-vous, une des causes pour lesquelles tant de gens sont déçus et, j'ajoute, pour lesquelles ils sont malheureux, instables et impatients dans leur recherche des moyens d'existence, c'est qu'ils travaillent parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, sans avoir une raison de travailler autre que celle de gagner leur pain. Non, c'est une mauvaise méthode et qui ne conduit jamais à la réussite. Que vous soyez financiers, industriels, commerçants ou ar-

tistes, vous ne ferez quelque chose qui réussisse et vous rapporte de l'argent — puisqu'il en est question — qu'à la condition de poursuivre votre oeuvre pour elle-même, parce que si vous ne la poursuivez pour elle-même, si vous n'aimez pas votre industrie, parce que si, étant manufacturiers, vous n'avez pas la possibilité d'améliorer vos produits, quand arrivera l'épreuve, la baisse ou la dépréciation, vous serez décontenancés, vous n'aurez pas de suite dans les idées, vous changerez et vous perdrez. Les grandes affaires sont des affaires de patience, et la patience ne peut exister chez un grand conducteur d'affaires qu'à la condition qu'il croit à son affaire et l'aime. Dans le monde même économique et industriel, il y a une part de sentiment. Je crois vous avoir exposé au début que le marché des marchandises contient une part de sentiment et n'est pas tout entier dans l'importance de l'offre et de la demande. Prenez le paysan qui cherche à étendre ses terres. Il voit dans la terre qu'il veut posséder autre chose que l'utilité que lui apporte cette terre: il convoite le champ voisin comme on convoite tout ce qu'on désire. Ce désir joue autant sur le marché immobilier que l'intérêt. Dans l'industrie, c'est la même chose: il n'y a pas un industriel qui puisse tenir longtemps s'il n'aime pas son industrie, pas un ar-

tisan qui progresse s'il n'a l'amour de son oeuvre. Inversement, tout individu, qu'il réussisse immédiatement ou avec beaucoup de retard et d'épreuves, tout individu qui aime vraiment ce qu'il fait, même si le milieu lui est provisoirement hostile, tout individu qui engage un effort dans une oeuvre, est absolument sûr tôt ou tard d'en retirer le profit ou le bénéfice. Là encore, je voudrais vous donner une formule de philosophie pratique qui ne soit pas de la morale en l'air, mais de l'expérience: il n'y a pas d'effort perdu dans la vie; rien ne se perd, c'est une loi de la physique et de la biologie, loi de la nature, et l'effort humain se perd bien moins que le reste.

La loi de l'amour de l'oeuvre conduit à la recherche de cette chose qu'on semble avoir oubliée un peu depuis qu'on a organisé la production de masse: la qualité. Certes, je ne nie pas les avantages, les bienfaits de la production de masse, ni son influence sur l'abaissement des prix et, par conséquent, sur la diffusion des produits. Mais on ne peut pas impunément se dégager de la notion de qualité, c'est-à-dire de l'effort pour améliorer le produit. Le prix n'est pas tout, et je vous ai déjà expliqué — parce que c'est extrêmement important dans une période comme celle que nous traversons, où le marché est neutre — qu'au

point de vue commercial comme au point de vue industriel, vous ne pouvez faire reprendre vie aux affaires que si vous apportez aux consommateurs quelque chose de nouveau, un attrait nouveau. Vous aurez beau promener sous le nez du consommateur, toujours la même boîte ou le même tube pharmaceutique, un savon à barbe ou n'importe quoi, si c'est le produit que vous lui avez déjà présenté il y a quatre ans, vous n'éveillerez en lui aucun réflexe. Mais que demain vous lui apportiez quelque chose de nouveau, une nouvelle lame à raser, par exemple, au lieu du cinéma en sombre, du cinéma en couleur, vous aurez tout de suite le client. Citons le cas du cinéma parlant. On croyait, avant son avènement, que le cinéma dans les grands centres avait réalisé son maximum d'absorption de la clientèle. L'invention du cinéma parlant a révélé le contraire. Dans certaine salle de Paris (c'est le seul pays pour lequel j'ai des statistiques) l'invention du cinéma parlant a fait augmenter la clientèle de 80 p. c., c'est-à-dire de presque le double. C'est une clientèle qui a été attirée par l'invention nouvelle.

Et le cas de l'auto. A l'heure actuelle, les marchés sont saturés. Demain, vous trouverez une autre auto qui réponde à certains besoins ou à des facilités plus grandes de circulation, par exemple,

qui n'ait pas de changement de vitesse ou qui soit construite de telle façon que quatre voitures au lieu de deux puissent circuler sur une route, et vous aurez des clients. Par conséquent la loi du progrès, c'est de ne jamais se désintéresser de la qualité et de toujours la rechercher.

L'histoire des grands industriels est très instructive à cet égard. Si vous prenez le cas des maisons qui dans le monde ont résisté depuis cinquante ans à peine à toutes les crises et qui, en dépit de toutes les barrières prohibitives et des tarifs douaniers ont gardé un marché, vous verrez que ce sont toujours les industries qui ont un produit de qualité et qui n'ont cessé de perfectionner cette qualité. Pour faire de la qualité vous-même, vous êtes obligés d'étudier votre marché, d'étudier d'une façon beaucoup plus nuancée la concurrence à laquelle vous avez à faire face, par conséquent, vous vous entraînez intellectuellement, vous ne tombez pas dans cette chose terrible, qui est la mort de toute activité et qui conduit à l'échec dans tous les domaines: la routine. Il ne faut jamais dans la vie, s'installer: il n'y a rien de plus mauvais pour un homme ou une société que de s'installer dans une formule. Quand un homme est installé dans un fauteuil de rond de cuir, ou derrière le bureau de l'usine, et qu'il croit que tout

marchera tout seul, cet homme est perdu. Il pourra aller jouer au golf pendant un an ou deux et après cela, il n'ira plus, parce qu'il n'aura plus un dollar.

J'arrive à un autre aspect: la nécessité impérieuse de développer en vous les dons d'observation. Un des traits de notre époque, c'est la disparition croissante du jugement personnel et de l'observation. On fait les choses non parce qu'on les a étudiées ou parce qu'on a observé la réalité, mais parce que les autres les font, parce que sur les murs il y a des affiches qui vous indiquent de le faire, ou encore parce que vous l'avez lu dans les journaux. Mettez-vous bien dans l'esprit qu'un homme quelconque de vos concitoyens, s'il a le moyen de faire fortune, n'ira pas vous vendre son secret pour trois sous dans un journal. Une des premières raisons, c'est que s'il a le moyen de faire fortune, il fera autre chose que de rédiger des articles pour vous enseigner à faire fortune. Ce qui fait la fortune d'un homme, sa réussite, c'est son effort personnel. Quand une chose est publique et à la disposition de tout le monde, c'est précisément le moment où elle ne peut enrichir quelqu'un, parce qu'elle n'offre aucune chance d'effort personnel. Si je puis appliquer cette loi aux affaires financières qui sont les plus délicates, je dirai —

je ne veux pas nuire à la publicité financière pour laquelle j'ai une grande considération — que c'est au moment où tous les prospectus et, je dis encore tous les journaux du monde, vous vantent un titre qu'il est le moins avantageux de l'acheter, parce que sans cela, ceux qui le vendent l'auraient gardé pour eux.

Prenez donc pour loi de votre activité, d'abord l'observation. Il n'y a pas de système, pas de doctrines, de géométrie, de référence, qui vous dispensent d'être un observateur ouvert, d'étudier les affaires vous-même, de regarder sans vous soucier de ce qu'on dit ou ne dit pas. S'il suffisait d'avoir un système, une théorie, d'avoir, comme on dit en Europe, un *tuyau* pour faire fortune, cela serait trop facile et profondément ennuyeux, parce que la vie n'aurait plus de sens. On s'enrichirait presque avant de naître et, naissant riche, on n'aurait plus rien à faire ensuite. L'intérêt de la vie, c'est d'avoir quelque chose à faire, chercher le moyen de s'enrichir, entre autres choses, par l'observation. Quand vous aurez à juger un homme parmi vos collaborateurs ou vos chefs, à choisir un voyageur ou un employé ou un vendeur, la première qualité que vous devez chercher en lui, avant de l'engager, c'est de savoir s'il sait observer, parce que l'observation, ce n'est pas un don spécialisé:

cela s'applique à tout et même en économie politique.

En économie politique, lorsque vous aurez à faire de la prévision, vous pourrez évidemment vous référer aux statistiques, aux articles de journaux, aux correspondances: rien ne vaudra cette espèce d'intuition (qui est comme le rhumatisme qui vous avertit des changements de temps) par laquelle vous sentirez qu'il y a quelque chose qui va se faire, qu'on ne définit pas, et qui passe dans l'oeil ou l'esprit, qu'il va y avoir une baisse ou une hausse. Le génie des affaires c'est cette intuition-là. Celui qui a fait fortune, c'est un homme qui a observé autour de lui et qui a dit: "Ce qui se passe est anormal dans un sens ou dans l'autre". Par conséquent, il y a une loi dominante de la vie, c'est l'équilibre. L'équilibre doit se rétablir. Étudiez les éléments qui l'ont rompu, étudiez les mouvements qui s'ébauchent, bref, observez.

Et voici un côté des affaires qui est peut-être le plus subtil et le plus important: celui de la prévoyance. Quand on interroge les hommes, quand on observe ces mêmes hommes sur les marchés, qu'il s'agisse de marchés financiers ou de matières premières, on est très frappé d'une chose: un certain nombre de ces hommes, surtout parmi les professionnels des marchés, se trompent rarement sur

la prévision à court terme et se ruinent toujours sur la prévision à long terme. Cela veut dire qu'il y a dans le fonctionnement des marchés et des affaires en général aujourd'hui, deux rythmes très différents. La plupart des hommes d'affaires ne se préoccupent que du rythme étroit, c'est-à-dire qu'ils prévoient la courbe du mouvement pour quinze jours ou un mois. Ce sont des gens qui font ce qu'ils appellent des différences; ils font leur bénéfice sur une différence de quinzaine ou de mois. Ces gens-là, parce qu'ils sont dans la profession et ont le tact du marché immédiat, sont d'ordinaire renseignés sur les détails du marché; ils savent qu'aujourd'hui un syndicat se constitue pour faire monter le seigle ou le blé ou, au contraire, qu'il y a un professionnel qui a des titres à vendre, mais de toute façon, ils sont fixés sur l'attitude à prendre. Ces gens-là se ruinent presque tous sur la courbe d'ensemble, c'est-à-dire que, en dehors des fluctuations des marchés qui sont suivies étroitement par les professionnels, il y a dans l'évolution du monde économique des courbes sur trois, sept ou dix ans. C'est sur ces grandes courbes que se font les grandes fortunes et les grandes ruines. Un homme aura gagné beaucoup d'argent par le jeu des différences de quinzaines, qui, ensuite, faute de la prévoyance à long terme, faute

d'avoir pris du champ, d'avoir regardé l'évolution d'ensemble de telle manière, d'avoir aperçu que la courbe à long terme arrivait à un point critique, se verra ruiné brusquement. C'est le cas aujourd'hui de dizaines de milliers d'hommes d'affaires prétendus de génie. Ces hommes ont admirablement manipulé sur les échéances à court terme durant toute la période d'après guerre, d'inflation. Leur argent, leur fortune a été placée et immobilisée de telle sorte que, n'ayant pas de prévoyance, ils sont, comme on dit vulgairement aujourd'hui, nettoyés.

La prévoyance à long terme, la seule qui permette vraiment de faire une vie solide, de construire des oeuvres solides, est impossible sans une certaine culture générale. Pour être un bon homme d'affaires, il faut deux qualités qui semblent opposées, mais qui sont absolument complémentaires. La première, c'est de connaître à fond, techniquement, son métier, le métier que l'on fait. Un constructeur d'automobiles doit être capable d'aller parmi ses ouvriers et, en regardant, de prendre la pièce en main et de la tourner lui-même. D'autre part, un homme d'affaires aujourd'hui ne peut pas conduire ses affaires s'il n'a pas la vue d'ensemble des mouvements, non de sa propre profession, mais de l'ensemble des marchés. Reve-

nons au cas de l'automobile. Comment voulez-vous qu'un constructeur d'automobiles, qui sort, chaque jour, je suppose un millier de voitures, puisse régler le jeu de son capital et de sa production d'une façon raisonnée s'il ne se rend pas compte que le marché du blé est en déconfiture et que les fermiers de l'Ouest, les planteurs de la Malaisie ou les paysans de France sont précisément des acheteurs d'automobiles. En France, une région typique à cet égard, c'est le Midi. Les vigneronns du Midi sont extrêmement dépensiers. Chaque année, si la récolte est bonne, tous les vigneronns s'achètent deux pianos, renouvellent leur mobilier. Si la récolte est mauvaise, ils mangent à peine, ils n'ont rien. Mais le constructeur, le vendeur d'automobiles, comment voulez-vous qu'il puisse régler son marché, s'il ne se préoccupe pas de la récolte? Voilà un exemple extrêmement grossier, pour vous faire sentir la réalité. Tous les mouvements dans le monde sont solidaires les uns des autres. Vous ne pouvez pas vendre même des boutons de vêtements en quantité plus ou moins grande, si aujourd'hui les Chinois sont appauvris, parce qu'il y aura dans le monde, du fait de l'appauvrissement de 350 millions d'individus, une consommation moindre de vêtements et partant de boutons. Tout est solidaire.

Donc, ne faites pas des affaires avec des vues exclusivement corporatives, professionnelles et étroites. Connaissez votre métier pour surveiller le mécanisme de votre propre affaire à l'intérieur, mais regardez l'horizon. En faisant ainsi, vous pourrez prévoir, car tout de même, il y a des consolations pour le cerveau humain qui se donne la peine de travailler, c'est de pouvoir prévoir peut-être deux ans à l'avance des mouvements qui, aujourd'hui, paraissent tomber sur le monde à l'improviste. Voici un exemple que je vous donne sans en tirer aucun orgueil. En 1927, je me trouvais aux Etats-Unis, où j'ai eu l'occasion de voir beaucoup d'hommes d'affaires et d'assister à des conférences ou des réunions intimes de banquiers. Hélas! pour quelqu'un qui observait, et qui connaissait le jeu d'ensemble des éléments dans le monde, qui savait, par exemple, que la production agricole européenne était en voie de reconstruction complète et qui voyait les Américains pousser chez eux à la production agricole, il était clair comme le jour que la dépression allait suivre le *boom*. Sans aucune espèce de présomption je pus rentrer en Europe et dire: "La crise est proche, encore deux ans et ce sera la crise effroyable." Avec la même méthode, quand au mois d'août dernier, passant par New-York, nous avons vu

l'effervescence de la Bourse sous l'influence de l'inflation du crédit nous n'avions qu'à regarder ce qui se passait. Il était facile de réaliser une différence sur quinze jours, mais à supposer que l'industrie s'était remise en marche, pourrait-elle vendre au dehors pour sauver son marché? Il est évident que rien n'était changé et nous n'avions pas besoin de faire des raisonnements savants pour savoir que la bourse de New-York retomberait. C'est ce qu'elle a fait. Les professionnels pouvaient dire qu'il y avait reprise, je ne le conteste pas, puisqu'en quinze jours ou un mois ils ont fait de l'argent, mais s'ils ont engagé cet argent avec l'espoir que c'était la reprise définitive, aujourd'hui leurs gains sont disparus.

Permettez-moi d'arriver à un autre aspect de la psychologie des affaires, celui que j'appellerai la ténacité. Les grands hommes d'affaires sont des hommes tenaces, ce ne sont pas des hommes très intelligents — Il peut être mauvais, quand on veut gagner beaucoup d'argent, d'être très intelligent parce qu'alors, on voit trop de choses à la fois et on ne discerne pas toujours l'essentiel. Puis, les gens très intelligents papillottent volontiers. Les excès d'intelligence vont souvent avec la dispersion de l'intelligence — Donc, les grands hommes d'affaires ne sont pas toujours intelligents,

mais ce sont toujours des hommes d'observation et des hommes tenaces. Je m'excuse de faire cette conférence sous la forme de maximes, mais, puisque nous en sommes aux conclusions, laissez-moi vous dire, et surtout aux jeunes: des gens intelligents, il y en a plein les rues, plus qu'on n'en a besoin, on ne sait qu'en faire; ce qui manque, ce sont les caractères, les tempéraments, les gens qui sont capables de tenir le coup. Ceux-là réussissent toujours; les plus beaux talents sont parfois gâchés par le manque de suite dans les idées, qui vient d'ailleurs souvent de ce qu'au début d'une carrière, on s'est mal interrogé soi-même. Là encore, je m'adresse aux jeunes: vous qui allez entrer dans la vie pour travailler et essayer de gagner votre existence et celle de votre famille, avant de choisir, ne vous laissez pas entraîner par les uns ou les autres. Ne croyez pas qu'il y ait des métiers à la mode et d'autres qui ne le sont pas. Il n'y a pas de sot métier. Ne vous laissez pas non plus entraîner par le prestige de ce qu'on appelle le décorum immédiat. Les hommes d'affaires presque tous ont commencé dans les conditions les plus simples, mais ils avaient quelque chose en eux. Parce qu'ils commençaient dans des conditions difficiles, n'ayant personne pour les guider, ils s'interrogeaient eux-mêmes, ils connaissaient leur pro-

pre faiblesse et leurs forces. Ils allaient dans le sens de leurs dons, de leurs forces. Interrogez-vous vous-même, et avant de prendre une décision, laissez-vous arrêter, non par des courants de mode, mais par ceux qui connaissent la vie, par vos maîtres. Demandez-leur, non pas si vous êtes intelligents: ce qui les intéresse, c'est de savoir ce que vous pouvez faire, et c'est ce qui doit vous intéresser. Je le répète, pas de sot métier. Un des avantages de notre temps, une de ses gloires, c'est qu'il n'y a pas de différence entre les professions et que l'homme qui fait bien une chose et la connaît bien, qui cherche à orner son esprit, est l'égal de n'importe qui, même s'il ne s'adonne ni à la métaphysique ni à la poésie.

La bonne ou la mauvaise fortune, cela n'a aucune importance, parce que, précisément comme je vous l'ai indiqué aujourd'hui, les fortunes sont devenues instables. Autrefois, on vivait en régime de sociétés consolidées, c'est-à-dire qu'une fois qu'un homme avait réussi à acquérir une situation sociale, une certaine fortune, cela durait pour lui et pour sa famille, avec une augmentation de décorations et de titres, pendant plusieurs siècles. De nos jours cela n'existe plus. Vous avez parfaitement le droit de vous tromper ou d'échouer, de perdre votre argent, cela n'a aucune importan-

ce pour vous, en définitive. Ne vous désespérez pas si vous échouez une première fois dans la vie, car la valeur d'un homme d'affaires, comme celle de tout homme, n'est pas dans ses chances immédiates, dans sa réussite plus ou moins grande ou précaire, sa valeur est en lui-même. Et si lui-même veut, s'il est tenace et s'il suit dans la direction où il s'est arrêté avec la certitude que c'est la bonne, quels que soient les échecs, il réussira.

Je cite l'histoire du plus grand milliardaire connu en France. Il est né dans le village voisin du mien et mon grand-père l'a très bien connu. Dans sa jeunesse il était berger et gardait deux vaches dans un champ. Il avait, dans la solitude, senti en lui une sorte d'appel venu on ne sait d'où qui lui indiquait qu'il était fait pour être mécanicien. Dans son champ, il avait reconstitué la machine à vapeur, il avait rempli une marmite d'eau, l'avait attachée solidement et chauffée. La première fois, elle avait éclaté, la seconde fois, attachée plus fortement, elle avait marché. Cela a été l'invention de la machine à vapeur. Il alla ensuite trouver son oncle, le curé de la paroisse, et lui raconta son histoire. Ce bon prêtre avait quelques économies, une somme de 8,000 francs; il la lui donna. Cela se passait un peu après 1870; 8,000 francs pour aller à la ville, c'était alors une som-

me énorme. Quant il revint, il n'avait plus rien. Alors, il regarda ses vaches pendant six mois et puis, n'y tenant plus, il retourna chez son oncle, le curé, qui était naturellement de très mauvaise humeur et lui a donné tous les conseils possibles pour l'orienter vers une carrière agricole moins coûteuse. Ce garçon résista, supplia, si bien qu'il obtint une nouvelle somme de 8,000 francs pour retourner à la ville. Il repartit, ayant dans la tête le souvenir de son échec. Mais pendant les six mois de résignation et d'espoir, il avait réfléchi et médité sur les raisons de son échec. Cet homme n'est plus revenu et trente ans après, sa maison représentait un capital d'un milliard et demi.

Cela vous montre qu'il faut être tenace, qu'il ne faut pas désespérer. Quoi qu'il arrive, ayons le courage de persévérer. Il en est des hommes comme des choses: ils valent par leur densité et non par leur volume. Il y a par le monde des quantités de braves garçons qui se disent: "Moi, j'arriverai facilement, parce que j'ai des relations, des recommandations; je connais des gens bien placés." C'est le fils à papa. Non, on n'arrive pas par ces moyens-là. On arrive à s'asseoir, mais on reste assis toujours au même endroit. Un homme s'élève quand il augmente sa valeur intrinsèque par

le travail qui lui donne de l'expérience, la culture qui lui donne de l'horizon, par la faculté de création qui lui permet d'apporter à ses semblables quelque chose de nouveau. La valeur d'un homme est aussi une valeur marchande irrésistible quand les autres hommes ont besoin de vous, que ce soit dans l'industrie ou la politique.

Je m'excuse de ce long exposé et je vais maintenant vous encourager à être bons pour votre prochain même en matière commerciale. C'est une loi aussi de l'expérience et que vous puiserez auprès des grands hommes d'affaires. Ils sont très intéressants, non dans les discours qu'ils font en public, mais dans leurs conversations en tête à tête. Ils vous diront ceci: "On apprend partout et auprès de n'importe qui." Quand vous rencontrez dans la vie un homme, si pauvre, si modeste, si étranger qu'il soit à votre opinion, si vous en avez l'occasion, faites-le parler: que ce soit un chasseur d'ours ou un cireur de bottes, il a une expérience. Cette expérience, vous la recueillerez; elle ne vous servira peut-être pas tout de suite, mais elle vous sera sûrement utile un jour, vous sera une expérience incomparable sur les aspects de l'humanité.

L'argent, quand vous en aurez, je vous en supplie, ne le placez pas au hasard. Les trois-quarts

des gens, quand on aborde ce sujet, vous disent : "Je ne sais pas pourquoi, j'ai perdu tout mon argent." Vous leur demandez: "Où l'avez-vous mis?" Tous disent: "Je ne sais pas". Vous l'avez perdu parce que vous l'aviez placé là. C'est un des grands vices intellectuels, créés par la publicité financière de toute sorte et par ce que j'appellerai le collectivisme de l'opinion publique. C'est qu'alors qu'on ne prêterait pas un dollar à son voisin, parfaitement responsable, mais qui vous gêne parce qu'il est votre voisin, on prête \$100,000 à une étiquette derrière laquelle on ne sait absolument pas ce qui se passe. Interrogez-vous vous-mêmes. Vous avez eu ou avez encore des papiers ou titres en mains qui vous ont procuré ou des satisfactions ou des déceptions. Etes-vous capables de dire quoi que ce soit sur le fonctionnement réel de l'affaire sur laquelle vous avez misé? Si vous avez acheté des titres de mines du Tonkin, est-ce que vous avez la moindre idée de la localité où ces mines sont situées, avez-vous étudié le marché d'ensemble? Savez-vous si le président du conseil d'administration est un homme capable, ou un général en retraite? Alors, revenons au bon sens: il y a des placements pour l'argent qui ne sont pas toujours sûrs, parce qu'un placement n'est jamais sûr, mais tout de même on peut

limiter les risques. Placez d'abord votre argent, en règle générale, dans ce que vous connaissez, dans ce que vous pouvez contrôler et, par conséquent, d'abord dans votre propre travail. Croyez-moi, le meilleur placement, c'est dans son travail, dans sa propre affaire. Vous ne serez jamais si sûr de la gestion d'une entreprise que lorsque vous serez chargé de la gérer. En second lieu, si vous n'êtes pas dans les affaires, placez-le dans les affaires que vous connaissez. Si vous êtes un professionnel de l'électricité, étudiez une affaire électrique, tâchez d'en connaître les dirigeants, voyez comment elle fonctionne et placez-y votre argent. Vous pourrez le surveiller. Mais aujourd'hui, les façons dont on place son argent sont folles. Il faut admirer qu'il y ait encore des gens qui n'aient pas perdu tout leur avoir.

D'autre part, n'empruntez pas sans besoin. Il y a quelqu'un qui a donné au monde une formule qui semble avoir fait une grande fortune et avoir eu un grand succès: "Les affaires, c'est l'argent des autres." On a oublié simplement que l'homme qui avait donné cette formule était un vaudevil-liste. Non, les affaires ce n'est pas l'argent des autres. C'est ce que vous pouvez offrir aux autres d'utile pour qu'ils vous donnent en compensation leur argent. Il n'y a pas de pire méthode

que d'emprunter en désordre et surtout dans une période comme celle où nous sommes. Voyez-vous, depuis la guerre, le crédit s'est beaucoup développé, parce que tous ceux qui touchent des commissions ont intérêt à cela, mais aussi pour une autre raison: parce que les prix montaient: en empruntant, on avait toujours la chance de pouvoir rembourser à meilleur compte, en ayant réalisé un bénéfice. C'est l'inverse, aujourd'hui, c'est la réaction. Quiconque emprunte s'expose à rembourser dans une monnaie qui vaudra moins cher. C'est le cas de presque toutes les sociétés, tous les organismes qui se sont surcapitalisés. Ils ont emprunté au plus haut taux d'intérêt alors que les prix étaient très hauts. Maintenant que l'intérêt a baissé, ils doivent toujours continuer à payer l'intérêt très cher. Les revenus des capitaux ont diminué de moitié, quelquefois des deux-tiers. Croyez bien ceci: les bénéfices que réalisent les intermédiaires du crédit, comme les financiers, les bénéfices que réalisent tous les assureurs dans le monde sont considérables. Eh bien! ce sont des bénéfices que, dans une certaine mesure, vous pourriez garder pour vous, si vous ménagiez votre propre fonds de roulement, votre propre capital, de telle sorte que vous soyez votre propre prêteur. Aménagez votre entreprise avec assez

de soin et de telle sorte que vous n'ayez pas à payer d'assurance. Faites votre prime vous-même. En matière d'emprunt, ne pourriez-vous pas, grâce à une économie sagement faite, à la constitution de toutes petites réserves, reculer d'un an ou deux la date où vous serez obligé d'aller chez le banquier chercher du crédit. Pendant ce temps, vous gagnez votre intérêt. Cet intérêt qui a été jusqu'à 12 p. c. représente un gros bénéfice.

Les nations, il me semble, sont aussi bien soumises aux lois du bon sens que les individus. Une des premières lois du bon sens, consiste à développer ses ressources naturelles dans les conditions les plus favorables où l'on se trouve et à ne pas chercher à faire des choses que l'on est le plus mal placé pour faire. A ce sujet, j'ai déjà eu maintes fois l'occasion de vous entretenir des dangers de la surindustrialisation. J'y reviens en deux mots pour vous signaler que l'industrie, historiquement, a été inventée pour employer les surplus de population. Il n'y a d'industrie profitable que là où il y a des matières premières en quantité surabondante et en quantité intéressante, ou bien là où il y a un surplus de population. Mais faire des industries artificielles dans des pays qui n'ont pas de surplus de population considérables à employer et qui n'ont pas de matières premières, c'est con-

damner ces pays à des régimes malsains, qui tourneront tôt ou tard à la ruine financière. D'autre part, invariablement, toutes les nations qui se sont fermées à l'étranger sont mortes, tous les peuples qui sont guidés par la loi de xénophobie sont condamnés à périr rapidement. Une histoire éclatante, c'est celle de la Chine. Une des plus belles civilisations du monde s'est tuée le jour où elle s'est fermée à l'étranger.

Un pays, quel qu'il soit, a besoin avant tout d'un marché intérieur. Il n'y a de vraie indépendance économique que lorsqu'on a un équilibre d'abord chez soi. On est beaucoup plus indépendant en général quand on peut acheter au dehors que lorsqu'on est obligé d'y vendre. En matière économique, il n'y a de pire servitude que celle d'avoir besoin de vendre, d'être obligé de vendre. La vraie position économique, c'est d'être en mesure d'acheter. Eh bien! cette loi domine la politique économique de toutes les nations. Les nations ne sont vraiment stables économiquement que lorsqu'elles sont en position de discuter les échanges avec l'extérieur. Elles ne peuvent le faire que si, d'abord, elles ne sont pas obligées à tout prix de céder leurs marchandises pour se procurer des ressources. La raison en est la suivante: un peuple qui est obligé d'exporter à tout prix, est un peu-

ple qui est fatalement condamné à vendre à vil prix. Témoin: la Russie des Soviets.

La vraie richesse, la vraie fortune d'un pays, ce ne sont pas les marchandises, ce sont les hommes. Faites des hommes, qu'ils soient forts, intelligents — quoique l'intelligence n'ait qu'une importance relative — qu'ils aient surtout du caractère, qu'ils soient instruits, qu'ils soient prêts à toutes les luttes et alors, fortune ou infortune n'a pas grande importance. Il y a aux origines de la langue française un poème datant du 10^e siècle qui contient un vers magnifique, dominant l'histoire de France et même les phénomènes les plus matériels de notre temps:

"Le coeur d'un homme vaut tout l'or d'un pays".





SEPTIÈME CONFÉRENCE

LE RENOUVELLEMENT DES FORMULES CAPITALISTES

NOUS allons achever, ici, les conclusions que j'ai essayé de tirer de l'analyse des faits de la dépression actuelle. Après avoir examiné dans notre dernière réunion les données qui s'imposent à la réflexion des individus et des Etats, nous allons tâcher d'élargir un peu cet examen et de faire, si possible, une revue, oh! bien modérée, des devoirs nouveaux du capitalisme.

Je ne sais si le capitalisme et les capitalistes se rendent bien compte de la puissance effective et, par conséquent, de la responsabilité dont ils ont la charge dans la société actuelle. Le capitaliste n'est pas seulement celui qui gagne de l'argent, ou plutôt l'objet du capitalisme n'est pas seulement de gagner de l'argent. Même quand le capitalisme n'a que cette préoccupation, même lorsqu'il s'enferme dans l'étroitesse de la passion du gain

effréné, il fait autres choses, consciemment ou inconsciemment, et ces choses ont une portée sociale qui intéresse tous les individus.

Aujourd'hui, l'immense mouvement qui a créé le capitalisme et qui le développe chaque jour, soutient toutes les entreprises du monde entier dans l'ordre industriel, dans l'ordre commercial et même dans l'ordre agricole; c'est dire que le capitalisme tient en main tous les moyens de travail, et par conséquent, tous les moyens de subsistance, non seulement de ceux qu'il emploie directement, mais de ceux qui dépendent indirectement de ce même travail. De sorte que si l'on pouvait personnaliser dans une figure, dans une sorte de divinité, le capitalisme actuel, on dirait qu'il tient dans ses mains, sans le savoir souvent, la vie de centaines de millions d'hommes.

Eh bien! il est grave au point de vue moral, il est dangereux au point de vue matériel et au point de vue social, qu'une telle puissance fonctionne sans aucun ordre, sans aucun ordre que celui de l'équilibre précisément des instincts, des appétits et des cupidités ou même simplement sans autre ordre que celui des calculs individuels. Je pense qu'après la longue revue que nous avons faite ensemble du spectacle contemporain, il n'est pas trop de dire qu'il y a vraiment aujourd'hui une anar-

chie dans le monde. Je ne mets pas en doute, et, au contraire, j'ai tenu dès ma première leçon à affirmer l'importance je dirai primaire, essentielle, de l'effort individuel, de la responsabilité individuelle. N'empêche qu'il y a aujourd'hui un désordre qui dépasse la puissance des individus. Nous n'avons, il faut bien le dire, nous n'avons ni la liberté au sens naturel — cette liberté qu'invoquaient les libres-échangistes ou les libéraux d'autrefois — et nous n'avons pas non plus l'autorité. Nous n'avons pas la liberté, parce qu'aujourd'hui, les phénomènes ne jouent pas librement, les compensations ne se font pas, elles sont empêchées artificiellement de se faire. Par exemple, un mauvais produit ne disparaît pas devant un meilleur produit, parce qu'il est protégé contre le meilleur produit. Je ne fais pas le procès ici du protectionnisme, je fais seulement cette observation qui est importante: c'est que la liberté ni l'autorité dont je vous parle, ne jouent. Le mauvais produit est protégé contre le bon produit. Ce produit est-il protégé pour une raison économique quelconque? Non, il l'est uniquement parce que derrière ce produit, il y a un intérêt tout à fait extra-économique, un intérêt électoral, ou tout simplement des combinaisons. De ce désordre, nous pouvons nous affliger théoriquement, nous

pouvons nous affliger du point de vue des principes de l'économie politique, mais c'est bien vain; nous pouvons nous affliger du point de vue de la morale, mais nous ne pouvons pas attendre à bref délai que les hommes deviennent tous saints, ou même simplement vertueux, je dirai même prévoyants; par conséquent, il faut que nous fassions comprendre à la société capitaliste qu'elle court certains risques, qu'elle les court prochainement et non pas dans un avenir éloigné, si elle ne fait pas effort sur elle-même pour remettre de l'ordre dans sa propre activité. Quel est donc ce danger?

J'ai dit au début que le capitalisme aujourd'hui tient dans ses mains le travail de centaines de millions d'hommes et leur subsistance. Eh bien! cette masse, elle réagit contre le désordre, contre le désordre qu'elle sent. Ne pouvant le corriger elle-même, comment réagit-elle? Elle réagit en augmentant le désordre, ce qui est la réaction des corps aveugles, dans une foule faite de corps inharmoniques. Comment augmente-t-elle le désordre? Par une double réaction des masses. En premier lieu, la réaction passive, que nous voyons aujourd'hui se manifester de deux manières. D'abord, celle du consommateur, de cet être anonyme, immense, devant lequel sont age-

nouillés, à l'heure actuelle, tous les producteurs: le veau d'or n'est plus une statue, il a les deux genoux ployés devant le consommateur. Or, le consommateur fait la grève, sans beaucoup se gêner, avec une persistance extraordinaire, un entêtement qui dure depuis trois ans et qu'on n'a pas vu peut-être depuis un siècle. Cela n'est pas exprimé aujourd'hui mais l'a été tout au long du dix-neuvième siècle et au cours des années dernières, par les plaintes sans cesse répétées des consommateurs qui étaient gênés. C'est la réaction passive.

Mais il y a aussi une réaction active qui, du point de vue général, est beaucoup plus dangereuse. La réaction active se manifeste précisément par le développement de l'excès de désordre extra-économique qu'engendre la mauvaise organisation économique. Je vous ai parlé des excès du nationalisme économique, des dangers qu'il fait courir à la société. Ces excès viennent de ce que, à la base, il y a une réaction élémentaire, aveugle, de la masse pour protéger son marché, sa production. Vous savez que les hommes politiques, de quelque pays qu'ils soient, dans l'intimité vous avouent qu'ils improvisent leur action parce que derrière eux, s'exerce telle ou telle pression plus ou moins importante. La seconde réaction, c'est la menace de

guerre dans le monde, parce que matériellement les peuples se sentent mal à l'aise, parce qu'ils ne travaillent pas et ne gagnent pas d'argent. Cela tient à l'origine de ce que le capitalisme n'est pas organisé. Il y a, dans des domaines beaucoup plus modestes, la volonté de ne pas se plier aux circonstances; la masse ne veut pas sacrifier une part de son intérêt apparent, du moment qu'elle n'a pas confiance dans le capitalisme. Vous en avez un exemple précis aujourd'hui sous les yeux dans la lutte qui se livre au sujet des salaires. Partout le travail organisé s'oppose à ce qu'on diminue le salaire nominal en proportion de l'augmentation des salaires réels. Vous voyez la résistance absolue du monde entier, de toute la classe ouvrière à cette idée que le salaire doit toujours représenter la même faculté d'achat, qu'importe si le baromètre économique subit des variations profondes. Croyez-vous que le travail organisé ne comprend pas cela? Mais il est entêté à ne pas céder. Inutile de vous dire que si cet état de choses devait durer, nous irions fatalement, avec une logique des événements que l'on pourrait décrire dès à présent sur un tableau noir, — nous irions fatalement vers des formes de socialisme direct ou indirect, vers une dictature, ou des formules de doctrines

socialisantes qui représentent au fond les mêmes faits et les mêmes besoins.

Il ne faut pas s'illusionner. Qu'est-ce que c'est que le socialisme, en réalité? Le socialisme, c'est la réaction de la masse qui remet le pouvoir à une oligarchie de militants pour résoudre, par l'étatisme, le problème non résolu de la répartition des biens. Qu'est-ce que c'est que les dictatures? Les dictatures ne viennent jamais de droite. C'est un fait historique, tout à fait significatif, que jamais un dictateur n'est venu d'un parti conservateur. Il vient toujours de la gauche. Mussolini était le *leader* socialiste avant d'être le chef de l'Italie, et dans tous les pays, c'est la même chose. Hitler, s'il arrivait à la dictature, se rappellerait qu'il vient du socialisme. Mais la dictature, c'est encore une solution violente du problème de la répartition.

Je crois très sincèrement, en mon âme et conscience, que nous pouvons échapper à cela. Il ne se peut pas que matériellement cela soit nécessaire, parce que ce sont tout de même des formes arriérées de la civilisation. Il serait vain d'avoir, pendant des siècles, cultivé son esprit et l'avoir élevé à un point de liberté intellectuelle et morale qui semble assurer un sage gouvernement des Etats et de l'économie publique, s'il fallait y renoncer pour

revenir aux théories simplistes, parce que l'élite n'a pas assez de valeur pour être une véritable élite et guider le peuple. Nous avons déjà partout, même dans les Etats les plus libéraux, ce qu'on appelle l'économie dirigée, c'est-à-dire une des formules en apparence les plus séduisantes, en pratique les plus absurdes. L'économie dirigée, qu'est-ce que c'est dans l'application? C'est la direction de l'économie par des corps politiques incompetents en matière économique. Cela veut dire que les industriels, les commerçants, les banquiers, ne se sentant pas assez forts pour mettre de l'ordre entre eux, laissent le peuple recourir à l'intervention des politiciens. Le résultat est fatal: non seulement il n'y a pas amélioration, mais il y a aggravation. Si, depuis quelques années, il y a tant de heurts en dehors de la dépression universelle, c'est en grande partie à cause des interventions des corps politiques qui font des expériences, qui appliquent des théorèmes en matière économique avec d'autant plus de facilité et d'influence qu'ils ignorent tout du problème en question. Cela, simplement pour nous permettre d'aborder en connaissance de cause et avec le sérieux nécessaire le sujet que j'hésite à formuler et que j'appellerai les devoirs du capitalisme.

Le premier devoir du capitalisme, c'est le res-

pect de l'épargne des hommes. C'est un respect qui a été bien perdu depuis la guerre. Il ne faut pas duper les hommes sur l'emploi que l'on fait de leur argent, il ne faut pas non plus les duper sur la valeur même des méthodes qu'ils emploient pour placer leur argent. En deux mots, le capitalisme, dans son propre intérêt, ne doit jamais abuser des biens qui lui sont confiés. Tout cela a l'air d'une vérité de La Palisse, mais regardez autour de vous, réfléchissez bien, voyez combien il est grave au fond que le jeune homme, la vieille femme, le père de famille, ayant mis de côté quelques dollars, quelques dizaines ou centaines de dollars pour se faire bâtir une petite maison — que celui-là en toute confiance ait porté son argent à qui que ce soit, mais que ce qui que ce soit le trompe sciemment sur la sécurité de son argent, sur son revenu éventuel. Qu'on réfléchisse à ce fait qui est le plus grand scandale du capitalisme: dans le monde, non seulement il y a 25 ou 30 millions d'individus qui ont perdu leur travail, mais il y en a des centaines de millions qui ont perdu leurs épargnes, parce qu'ils ont été trompés ou estiment avoir été trompés. Je crois qu'une des grandes réformes qui doivent être entreprises dans notre régime capitaliste, sous l'influence de chefs qui doivent être impitoyables, c'est de restaurer la con-

fiance morale dans la circulation de l'argent. Il faut absolument faire cesser les abus d'émissions de titres faites uniquement pour percevoir des courtages, sans se soucier de l'argent qui en fait l'objet. S'il le faut, intervenir légalement. Sans parler de la législation du Canada — dans le monde entier, la législation qui régit les sociétés anonymes et les sociétés commerciales en général n'est pas suffisamment protectrice — les Etats, au lieu de s'occuper de vendre du seigle ou de faire marcher des chemins de fer qui n'ont pas de trafic, devraient commencer par faire étudier par des juristes des lois pour protéger la bonne foi des transactions. Nous retirons des avantages de certaines institutions comme les ventes à tempérament — mais enfin, quand je me promène à travers certains pays comme les Etats-Unis et que je vois 12 millions de chômeurs qui n'ont pas devant eux 50 cents, je suis bien amené à m'interroger sur ces chômeurs et sur ce qu'ils gagnaient dans les années précédentes. Evidemment, les moralistes faciles — ceux qui font de la morale sur du papier pour le compte des autres — vous disent: "Mais ces ouvriers n'ont pas été prévoyants, ils auraient dû mettre de l'argent de côté pour les mauvais jours." Oui, en effet, mais permettez-moi de répondre que d'abord ces ouvriers sont plus excu-

sables que d'autres s'ils ont été imprévoyants, parce qu'ils étaient moins instruits. Ils ont encore une autre excuse: pendant des années, la publicité universelle leur a recommandé surtout de ne pas mettre de l'argent de côté, mais même d'acheter à tempérament. Où est la responsabilité? Est-elle dans nos vieux pays d'Europe où, comme autrefois dans votre Canada français, l'on se rappelle que l'argent est une chose qui passe comme les grives à l'automne et que, par conséquent, il ne faut pas tout gaspiller en un jour! Le capitalisme prévoyant et généreux est-il celui qui dit à l'ouvrier au risque d'affamer sa famille: "Achète tout ce que tu pourras, ne paye pas..."

Je dis qu'il est grave, pour des intérêts purement mercantiles, pour réaliser simplement une petite commission ou un courtage, de mettre sur la paille des peuples entiers. La vente à tempérament, d'accord, mais n'en faites pas un système si vous ne voulez pas détruire l'élément essentiel de toute civilisation durable qui est précisément l'épargne et le travail.

Respect de l'épargne des hommes, respect aussi de la vie et des conditions de vie des hommes. Un entrepreneur, un usinier, un Etat même, une ville qui a déplacé des populations, qui les a arrachées à leur genre de vie normale et ancienne, en

est responsable jusque dans une certaine mesure. Enfin, je me rappelle qu'autrefois, sous l'ancien régime, il passait dans la campagne des hommes avec des tambours ou des cornemuses et, sur la place du village, faisaient ce qu'on appelle le recrutement. Ils recrutaient, c'est-à-dire qu'ils persuadaient des jeunes gens de les suivre vers l'aventure militaire. Oui, et les populations, à la longue, ont fait un mauvais renom à ce genre de recrutement. Et, cependant, ces recruteurs, engageaient les jeunes à aller dans l'armée pour y faire une carrière qui était durable — peut-être y avait-il des inconvénients, notamment le risque de se faire tuer — mais en tout cas, il y avait la certitude d'avoir toujours à manger et un minimum de solde. Aujourd'hui, dans le monde entier, nous voyons des recruteurs sans uniforme ou cornemuse qui disent aux gens du peuple, comme dans la chanson fameuse: "Viens avec moi, petit." Les petits y vont, persuadés que c'est une carrière splendide qui s'offre à eux, puis un an après, ils sont en chômage et sur le pavé de la ville.

On ne peut pas continuer à laisser gaspiller ainsi les ressources humaines, laisser détruire les ressources de la jeunesse, laisser exposer à une aventure aussi fréquente, les familles et même les individus. C'est déjà trop, vous le savez bien, qu'il

y ait des gens qui gaspillent la forêt, qu'il y ait des gens qui, pour un intérêt immédiat, gagner quelques dollars, détruisent par la dynamite ou autrement tout le poisson des lacs solitaires. N'est-il pas infiniment plus grave de détruire toute la population d'un village pour produire pendant quelque temps des machines à écrire, des produits de beauté ou du cirage?

Il faut, là encore, que la législation intervienne, qu'elle intervienne après étude, avec sagesse et modération, sous les auspices d'une sorte de sénat économique. On ne peut pas laisser la population humaine à la merci de l'exploitation ou des raids des aventuriers de l'industrie.

Le troisième devoir du capitalisme, c'est un devoir de prévoyance générale, la foule — la bonne ou la mauvaise foule, peu importe — la pauvre foule ne peut pas être prévoyante. J'entends tous les jours dire du mal des gens de basse condition. On vous affirme qu'ils sont grossiers, imprévoyants, qu'ils ont beaucoup de défauts. Mais ils ne peuvent pas être autrement, parce qu'ils n'ont pas reçu l'instruction et l'éducation que vous avez reçues. Et, même s'ils étaient instruits, même s'ils avaient en mains ou reçu le moyen de prévoir, ils n'auraient pas en mains les éléments de la prévision. Le pauvre homme qui travaille au

port, au chemin de fer ou à la filature n'a pas en mains les comptes de banque, la statistique des ventes en Australie ou en Angleterre. Par conséquent, il ne peut prévoir.

Alors qui prévoira, si la foule qui vote ne peut prévoir? Est-ce que vous croyez que les hommes politiques et les gouvernements prévoient, eux? Ils ne le peuvent pas davantage. Ils ne le peuvent pas, parce qu'ils sont issus d'une foule imprévoyante et que l'imprévoyance même de la foule leur commande à eux l'imprévoyance. Qu'ils le veuillent ou non, ils sont forcés d'agir suivant la pression de cette imprévoyance. Les intellectuels, les fameuses classes libérales, autrefois, il y a 50 ans encore, les classes libérales dans le monde étaient toute-puissantes, parce que le capitalisme n'avait pas atteint le développement qu'il atteint aujourd'hui. La société était consolidée, à peu près stable. Dans ces temps de calme général, le notaire, le professeur, l'avocat, l'instituteur ou le curé pouvaient lentement distiller la sagesse, la prudence à la population, ainsi que des gouttes de culture générale. Aujourd'hui ce n'est pas possible, ou beaucoup moins, parce que les professions libérales ou les intellectuels ne tiennent pas la puissance réelle du jour qui leur a complètement échappé: la puissance des affaires. Parce que, aus-

si, trop souvent, ils ne s'y intéressent pas et que, assez souvent, ils n'y comprennent rien, ayant été éduqués en dehors même de la notion du monde économique moderne.

Voilà donc trois catégories de citoyens qui passent pour être les dirigeants du monde: la foule qui vote, les politiciens et les gouvernements qui sont élus et les classes dirigeantes, les professions libérales et intellectuelles. En réalité, aucune de ces classes n'est en mesure de diriger. Seuls sont capables de diriger précisément ceux qui ne dirigent pas, parce qu'ils ne s'en soucient pas: les capitalistes. Ils ne dirigent pas. Regardez autour de vous, dans les Etats, les villes, les provinces: s'il y a quelque chose d'étonnant aujourd'hui, c'est l'absence générale de plans, de desseins. Même les Empires, on se demande quel but ils poursuivent, s'ils ont une politique générale. Moi-même, qui suis un vieux journaliste, qui ai fait de nombreux commentaires sur les desseins publics ou secrets des hommes d'Etat, mon expérience m'a toujours montré que j'avais prêté à ceux dont je commentais les actes infiniment plus d'imagination, infiniment plus de souci des idées générales qu'ils n'en avaient en réalité.

Tout est réglé dans le monde actuel par une succession de réflexes. Les mesures sont prises à tour

de rôle, non pas pour un bénéfice global à atteindre, mais pour une rémunération immédiate. Savez-vous qu'il semble impossible à l'habitant moyen du monde moderne de résister à la tentation de toucher aujourd'hui seulement 100 dollars, même si ces 100 dollars doivent, dans six mois, amener un déficit dans les budgets municipaux ou de l'Etat? Je le répète: il n'y a peut-être pas un citoyen de Montréal qui refuserait de toucher 100 dollars aujourd'hui, même si cela devait amener une augmentation d'impôts. Cela est grave. Cet exemple grossier domine pourtant la vie industrielle et commerciale. De même que nous voyons des industriels qui font des raids, au risque de troubler tout un équilibre social, nous voyons dans le moment une quantité de gens qui, pour 25 cents, font des opérations immorales. Ce qu'il y a d'étrange dans notre temps, c'est de voir des assassinats pour un dollar, de voir des gens se perdre inutilement pour des sommes infimes. Il faut ranimer même chez les capitalistes les plus ambitieux, un certain sens de la proportion. Là encore, puisque je suis en verve de cynisme, laissez-moi vous dire, qu'il ne faut jamais être médiocre: même dans le brigandage il faut faire de grandes choses.

Il y a une vieille fable qui a été magnifiquement mise en valeur par un écrivain français: *Le Repas*

du Lion. Le lion ne fait pas la chasse aux mouches, il chasse du beau gibier, il boit le sang, et autour de sa chasse se nourrissent tous ses auxiliaires qu'il méprise. Je ne veux pas vous citer cela en exemple moral, mais simplement pour dire aux capitalistes, faites de grandes choses. Evidemment, vous serez peut-être quelquefois, malgré vous, j'en suis sûr, porté à ne pas observer les plus humbles vertus chrétiennes, à commencer par la modestie et l'humilité; mais cela vaudra mieux que de faire de petites choses, parce que le vice dans les petites choses, il n'y a rien de plus laid et de plus stérile. Mieux vaut cent fois la brutalité dans les grandes choses.

Je le dis comme je le pense. Je serai peut-être condamné, mais ce que je voudrais vous donner, c'est une espèce de goût pour la grandeur, parce que c'est une forme de la charité. Il y a toujours quelqu'un de plus faible à côté qui y trouve son compte. Si vous vous cassez la figure, vous ne serez pas mort pour rien, vous aurez donné un exemple. Nous vivons dans un temps où dans les bureaux, le plus souvent, comme sur les places publiques, on cherche les remèdes dans les choses. Il y a une étrange disposition de l'esprit à notre époque qui consiste à croire que c'est dans le bois, le fer, dans les armoires et dans les meubles, que se

trouvent les secrets de l'activité humaine. Non, les remèdes ne sont pas dans les choses, ils sont dans les hommes. Et c'est pour cela qu'en terminant, je ne vous apporterai pas une théorie nouvelle du capitalisme, parce qu'elle serait non-avenue. Ne cherchez pas des théories et des systèmes, cherchez ce qu'il y a à changer dans le personnel du capitalisme.

Vous êtes jeunes et avez donc beaucoup d'illusions. Je suis beaucoup moins jeune et j'ai eu le plaisir et l'extrême intérêt de rencontrer dans la vie un certain nombre de grands chefs d'entreprises, qui, bien qu'ils ne figurassent pas dans les académies ou les endroits où l'on fabrique la gloire, étaient certainement parmi les hommes supérieurs et peut-être les plus grands que j'aie connus. Des hommes qui avaient les préoccupations dont je vous parlais tout à l'heure, la préoccupation de faire grand, d'assurer l'avenir et d'embellir l'existence même morale des 25,000 ou 50,000 ouvriers qu'ils nourrissaient; qui regardaient la carte du monde et en suivaient les pulsations. Mais, aussi, vous dirai-je que j'ai rencontré à la tête des affaires, très souvent, un nombre vraiment inouï d'hommes médiocres. Eh bien! c'est une première réforme qui n'est pas facile à faire, qui ne se fera pas spontanément et qui ne se fera pas par la révolution. Suppo-

sez que demain vous fassiez une révolution et que vous mettiez le balayeur de votre rue à la tête d'une société; je ne crois pas que tout irait mieux. Donc, trop souvent médiocrité dans la direction des grandes affaires, médiocrité dans les gouvernements — je ne parle que de celle qui est notoire, peut-être un peu exagérée, des gouvernements et des hommes politiques. Les hommes d'Etat sont issus de leur métier, qui est de se faire élire; ils y acquièrent quelques qualités, notamment celle de se faire élire et de se débrouiller. Ce qui leur manque principalement à tous, c'est la connaissance des problèmes économiques, c'est la direction des affaires. Je vous ai dit que cette double réforme du personnel dirigeant du capitalisme n'est pas facile à faire. Elle ne peut pas se faire spontanément, évidemment, parce que les gens qui tiennent la place ne vous la cèderont pas, et parce que, pour prendre la place de quelqu'un, il faut être en mesure effectivement de le remplacer. Le vrai problème est donc celui-ci: que les élites, en se tournant vers la puissance moderne qui est la puissance économique, apportent aux affaires leur culture et leur valeur. Sans doute, il semble difficile de faire arriver à la tête des affaires et dans la gestion des pouvoirs publics un personnel nouveau. Détrompez-vous. Quel que soit votre âge, ne croyez

pas que, pour un homme qui représente une valeur et qui fortifie chaque jour cette valeur par le travail et la réflexion, il soit difficile d'arriver. Je ne dis pas qu'il arrivera en un mois — cela se peut — ou dans dix ans, mais il arrivera certainement.

Tout de même, il y a dans le capitalisme actuel, du moins en Europe — là je connais mieux la situation — il y a une conscience de la nécessité de renouveler ce cadre intellectuel. Nous y voyons tous les syndicats dirigés par de jeunes intellectuels; de même, dans toutes les sociétés, on fait entrer les jeunes intellectuels, et leur esprit, leur ambition, leur enthousiasme mis dans le cerveau par une culture générale n'est pas toujours inutile, mais quelquefois augmente les bénéfices. Il n'y a jamais de solution définitive dans l'ordre économique pas plus qu'ailleurs. Dans l'ordre économique, si une théorie était valable un jour, elle ne vaudrait plus rien le lendemain à cause de la mobilité des ambitions. Par conséquent, en raison même de cette mobilité, vous devez vous préoccuper d'augmenter votre valeur intellectuelle. Certaines connaissances techniques sont excellentes aujourd'hui; mais demain, si un artisan obscur invente quelque chose de meilleur il faut être en mesure de le concurrencer. Vous n'y parviendrez que par les connaissances générales.

C'est l'intérêt du capitalisme d'absorber les intellectuels, mais c'est le devoir des intellectuels d'aller au capitalisme. Les statistiques même ne valent rien que par leur interprétation et par certaines connaissances qui sont en dehors des chiffres. Il est étonnant que tout ce qui se passe aujourd'hui, en 1932, dans le monde, tout ce qui se passait l'année dernière ou depuis le *krach* de New-York en 1929, que tout cela ait été prévu, ait été décrit d'avance par ceux qui avaient observé. En 1925, je me rappelle avoir eu des conversations avec des hommes clairvoyants, des intellectuels de l'économie politique, non pas des hommes qui passaient leur temps dans les livres, mais qui observaient. Ils m'ont dit: "Le monde s'en va vers une crise". Aujourd'hui encore, nous pouvons, si nous le voulons, prévoir que telle ou telle attitude va déterminer telle ou telle réaction, comme on prévoit en météorologie la température du lendemain. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que tout a été prévu sauf par ceux qui auraient du prévoir: les chefs du capitalisme. Donc, amener ceux qui peuvent prévoir dans le capitalisme, c'est la vraie solution. C'est pourquoi, Messieurs, avec tant de coeur, tant d'âme, je me suis adressé dans ces leçons à cette jeunesse qui, demain, je l'espère, représentera des chefs qui

feront grand, non seulement pour eux, mais pour leurs frères.

C'est ma dernière leçon, j'y apporte un peu d'émotion; je veux vous remercier des heures particulières que vous m'avez donné de vivre. Peu de fois dans ma vie, il m'est arrivé à ce degré de sentir ce dont on parle si rarement et qui est une si belle chose, non la chaleur du coeur, mais la chaleur de l'intelligence. Vous avez le cerveau et l'intelligence chaleureux; c'est une qualité exceptionnelle, elle est bien française. Laissez-moi vous remercier d'avoir réchauffé mon cerveau en m'écoutant.

Je veux dire au directeur de cette école combien je lui suis reconnaissant de l'hospitalité magnifique qui m'a été donnée ici, magnifique par l'auditoire, magnifique par le coeur et la compréhension. Je veux remercier M. Dalbis, président de l'Institut Scientifique Franco-Canadien, de l'occasion qu'il m'a donnée de vous être présenté. Il a commis une grande imprudence en vous amenant un cheval qui n'était pas absolument sûr, mais que vous avez rendu rassurant par votre bonne conduite à son égard.

Aussi je veux remercier les professeurs — vous m'excuserez de le faire devant les élèves — je veux dire aux professeurs que vraiment ils ont bien instruit leurs élèves: ils sont de vrais maîtres, et puis

que je fais des compliments aux professeurs devant les élèves, je vais en tirer une conclusion tout de suite, c'est que les élèves peuvent avoir confiance dans leurs maîtres. Vraiment pour un homme qui passe, et qui passe avec le désir de donner quelque chose de bien, dans un pays qui a tout de même la couleur de la France, c'est vraiment réconfortant de voir de si beaux élèves et un si bel enseignement. Me permettez-vous en terminant de vous dire au revoir, non pas comme professeur, mais comme ami.



ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS VÉZINA

Mesdames,
Messieurs,

C'est toujours un redoutable honneur que d'avoir à remercier un conférencier de la réputation de M. Lucien Romier et d'avoir à le faire au nom à la fois d'un auditoire comme celui-ci et d'une institution comme l'Ecole des Hautes Etudes commerciales.

Monsieur Romier,

Il convient d'abord de vous remercier d'une façon générale, au nom de tout cet auditoire, de ces méditations sur le capitalisme si pleines d'horizons nouveaux, si riches de pensée, si évocatrices des tâches qui nous incombent, si nous voulons que vive encore notre civilisation matérielle et spirituelle.

Mais il faut aussi vous remercier du prestige singulier que votre enseignement aura fait rejaillir sur l'Ecole des Hautes Etudes commerciales, et aussi de l'éclatante confirmation que vous avez apportée aux fondateurs et aux pionniers, chez nous, de l'enseignement des sciences économiques. Vous nous avez dit qu'il importe absolument de greffer sur la vieille culture classique la connaissance, l'étude des faits économiques contemporains, qui dominent la destinée de toutes les nations, en dépit de la volonté des individus, par cette solidarité brutale dans les faits que vous avez si justement soulignés à propos de la condition de l'ouvrier industriel dans l'économie moderne.

Sans doute vous l'a-t-on dit, cette greffe des deux formations, humaniste et économique, elle a commencé chez nous il y a un quart de siècle; elle est l'oeuvre de quelques esprits supérieurs qui s'y sont consacrés entièrement. Cette oeuvre, d'autre part, s'est trouvée liée à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales, car c'est cette dernière qui a constitué le foyer, non pas unique, mais le plus puissant de diffusion pour cette culture nouvelle.

Vous comprenez dès lors que le témoignage que vous êtes venu leur apporter spontanément, sans sollicitation autre que

vosre instinctif besoin de vérité, prenne à nos yeux, à nous qui fûmes des premiers à participer aux bienfaits de cette formation, une signification très grande. Et c'est pourquoi je me permets de vous en remercier au nom de ceux qui furent nos maîtres, dont nous avons pu, au cours des années, devenir les collègues, mais sans cesser d'être leurs disciples.

Les étudiants de cette Ecole me permettront de me faire l'interprète de leurs sentiments à vosre égard. La haute doctrine que vous leur apportez n'a pu manquer de séduire leurs esprits. Vous avez parlé sans passion, sans préjugé, sans parti-pris... — rendant au capitalisme ce qui appartient au capitalisme — reconnaissant ses réalisations magnifiques, mais dénonçant aussi ses erreurs les plus ruineuses. Vous avez, comme au laboratoire, soumis le capitalisme à une série d'essais ou de réactions. Vous l'avez mis en face de la logique, du bon sens, des faits concrets, et vous avez conclu à la nécessité pour lui de se renouveler dans un effort commun de toutes les intelligences et de toutes les volontés.

Cet enseignement, soyez-en sûr, a pénétré profondément. Le propre de la pensée c'est d'être conquérante, c'est de gagner peu à peu les esprits par des cheminements profonds et jusqu'à un certain point mystérieux. Déjà vosre pensée, Monsieur Romier, chemine pour ainsi dire en nous; elle commence, après avoir conquis notre pensée latente ou subconsciente, à solliciter notre conscience.

FRANÇOIS VÉZINA

TABLE DES MATIÈRES

Préface de M. L.-J. Dalbis, président de l'Institut Scientifique Franco-Canadien, ...	7
Allocution de M. Henry Laureys, directeur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal.	12

Conférences de M. Lucien Romier

I.—LES MÉTHODES ÉCONOMIQUES DE L'EUROPE.

1°—Traits caractéristiques de la production européenne: production agricole et production industrielle.....	17
2°—Le problème de la distribution des marchandises....	43
3°—Le nationalisme économique et les procédés de dé- fense économique des Etats	69
4°—Traits caractéristiques du commerce européen: con- flict de la tendance autonomiste et de la tendance expansionniste	89
5°—L'évolution actuelle des différentes parties de l'Europe en dépendance des problèmes économiques et sociaux de chaque Etat	111

II.—LA CRISE DU CAPITALISME

1°—La surproduction	141
2°—Le chômage	164
3°—Responsabilités du capitalisme et responsabilités du so- cialisme	188
4°—La lutte du capitalisme et du socialisme en Europe....	209
5°—Que vaut l'expérience russe?	235
6°—Les lois du progrès économique et social	266
7°—Le renouvellement des formules capitalistes	295
Allocution de M. François Vézina, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales de Montréal	318

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE
7 FÉVRIER 1933
POUR
LES ÉDITIONS ALBERT LÉVESQUE
PAR
L'IMPRIMERIE MODÈLE LIMITÉE
IMPRIMEURS · ÉDITEURS · RELIEURS
MONTRÉAL

Imprimé au Canada sur
papier fabriqué au Canada.

Dans la série
"DOCUMENTS ÉCONOMIQUES"
du même éditeur

HENRY LAUREYS — La Conquête des Marchés
extérieurs. Prix David 1927. (épuisé)

RAYMOND TANGHE — La Géographie humaine
de Montréal. Prix David 1930.

EDOUARD MONTPETIT — Pour une doctrine.
(épuisé)

EDOUARD MONTPETIT — Sous le Signe de l'or.
(3e mille)

PRIX: \$1.00

Imprimerie Modèle
Limitée
Montréal.